PORCQUÉBEC

Volume 37 - N°2 JUIN 2026



GALA DU 60e DES ÉLEVEURS DE PORCS DU QUÉBEC

ENTRE SOUVENIR ET AVENIR

FORUM STRATÉGIQUE 2026

UNE PROMESSE COLLECTIVE D'UN AVENIR PÉRENNE

PLAN CONJOINT :

UNE HISTOIRE DE RÉSILIENCE ET DE SOLIDARITÉ

Le magazine publié par Les Éleveurs de porcs du Québec


PIC®
Un Pas En Avant
Redéfinir les limites du possible.
Never
Stop
Improving
Performance.
Votre succès n'est pas le fruit du hasard. Notre innovation non plus.
Il faut des avancées révolutionnaires et une amélioration constante de la génétique pour produire des résultats mesurables dans les exploitations agricoles. Nos avancées amplifient votre succès aujourd'hui et pour l'avenir.
pic.com
229889

SOMMAIRE

Volume 37, Numéro 2, Juin 2026

05
MOT DU PRÉSIDENT
Une promesse collective qui nous rassemble

06
ÉLEVEURS DE PORCS DU QUÉBEC
Plan conjoint : une histoire de résilience et de solidarité

Le comité cohabitation et environnement

Médias sociaux : un levier essentiel pour faire rayonner le porc d'ici



Forum stratégique des Éleveurs de porcs du Québec
Une promesse collective d'un avenir pérenne

Assemblée générale annuelle 2026
Des chantiers qui progressent et d'autres à surveiller

Gala du 60e des Éleveurs de porcs du Québec
Entre souvenir et avenir

La mise en marché
Négocier, accompagner, surveiller

26
REPORTAGE
Fermes Rudbeckie en constante floraison

31
ÉVÉNEMENT
Retour sur la Journée Groupe Évolu-porc
Une journée riche en réflexion, en échange et en inspiration

Une recherche ancrée dans le terrain, portée par la collaboration

37
INNOVAPORQ : SANTÉ ANIMALE
Caudophagie et coupe de la queue
Concilier le bien-être et les pratiques d'élevage

42
FORMATION
PorcSAVOIR soutient les compétences et la productivité dans la filière porcine

46
SANTÉ ANIMALE
Prévention des maladies porcines émergentes

Améliorer la reproduction porcine grâce à une meilleure compréhension de l'ADN spermatique

52
ENVIRONNEMENT
Gestion de l'eau en production porcine
Chaque goutte compte

58
ALIMENTATION
Produire mieux, nourrir autrement

61
WEBIPORQ
Des WebiPorQ qui mobilisent nos membres!

62
BIEN-ÊTRE ANIMAL
Prendre soin des animaux, c'est notre quotidien

66
CDPQ
2029 arrive plus vite qu'on le pense
Le CDPQ peut vous accompagner dans l'élaboration de votre projet de transition vers les truies en groupe

70
SRRP
Zones exemptes
Le mouvement prend de l'ampleur : Charlevoix passe à l'action

71
RÉGIE D'ÉLEVAGE
Prolonger la vie utile des porcs morts

74
SANTÉ ET SÉCURITÉ
Matières dangereuses

76
RECETTE
Burger de porcs au fromage Oka



78
DE PORC ET D'AUTRE

Depuis 1966 : un héritage à célébrer

Le 11 août 1966 naissaient les Éleveurs de porcs du Québec. Soixante ans plus tard, cette histoire collective continue de s'écrire chaque jour dans les fermes porcines d'ici. Dans l'édition de septembre du *Porc Québec*, nous reviendrons sur les moments marquants qui ont façonné notre organisation, à travers des dossiers spéciaux, des témoignages et quelques clins d'œil au passé. Une belle occasion de mesurer le chemin parcouru… et celui qu'il nous reste à parcourir ensemble. Restez à l'affût!



PORCQUÉBEC

COUPON D'ABONNEMENT
4 parutions par année

Les Éleveurs de porcs du Québec

Faire parvenir un chèque ou un mandat-poste de 15,28 $ à :

La Terre de chez nous
555, boul. Roland-Therrien, bureau 100, Longueuil (Québec) J4H 3Y9

Nom :
Organisme :
Adresse :
Code postal :
Téléphone :
Occupation :

PORCQUÉBEC

Le magazine Porc Québec est publié quatre fois par année.

Pour joindre la rédaction :
Anne Cazavan, rédactrice en chef
acazavan@leseleveursdeporcs.quebec

COLLABORATEURS POUR CE NUMÉRO
Céline Normandin, Kéliane Nadeau, Patricia Gagnon, Martin Archambault, Bruno Bélanger, Gabriela Silva-Guerra, Luiene Moura Rocha, Mark Fynn, Anik Marchand, Amy Sarazen, Raphaël Bertinotti, Chloé Rosa-Teijeiro, Houda Ben-Miled, Marie-Odile Benoit-Biancamano, Christiane Nadeau, Tristan Deslauriers, Nathalie Plourde, Étienne Gosselin.

RÉVISEURE
Brigitte Roy

CONCEPTION GRAPHIQUE ET RÉALISATION
TCN Studio

IMPRESSION
Imprimerie FL Web

VENTES
pub@laterre.ca
450 679-8483 / 1 800 528-3773

DIRECTEUR DES VENTES
Marc Mancini
marcmancini@laterre.ca / poste 7262

AGENTES À LA PUBLICITÉ
Marie-Claude Bernard
mcbernard@laterre.ca / poste 7712

Marie-Josée Farrese
mjfarrese@laterre.ca / poste 7398

CHARGÉ DE CONTENU PUBLICITAIRE
Guillaume Cloutier
guillaumecloutier@laterre.ca / poste 7416

Abonnement : 15,28 $ par année au Canada (taxes incluses)
Tél. : 450 679-8483, poste 8127

ÉDITEUR
Les Éleveurs de porcs du Québec
555, boulevard Roland-Therrien, bureau 120
Longueuil (Québec) J4H 4E9
Téléphone : 450 679-0540
Télécopieur : 450 679-0102
Sites Web : **www.leporcduquebec.com**
www.leseleveursdeporcsduquebec.com

Tous droits réservés. Toute reproduction partielle ou entière est interdite à moins d'avoir reçu la permission écrite de l'éditeur.

Courrier poste-publication :
Contrat no 40010128

Dépôts légaux :
BAnQ, BAC Deuxième trimestre 1990
ISSN 1182-1000

UNE PROMESSE collective qui nous rassemble



Au moment d'écrire ces lignes, nous sommes à la veille de notre Forum stratégique et de l'Assemblée générale annuelle. Il s'agit d'un moment important dans la vie de notre organisation. Une occasion de faire le point, de prendre un pas de recul et de réfléchir ensemble à l'avenir de notre secteur.

Cette année est également bien particulière puisqu'elle marque le 60e anniversaire des Éleveurs de porcs du Québec. Depuis 1966, notre organisation évolue au rythme des transformations qu'a connues le secteur porcin québécois. D'ailleurs, l'édition de septembre prochain du *Porc Québec* sera consacrée à cet anniversaire et nous donnera l'occasion de revenir sur les moments marquants, les personnes qui ont façonné notre histoire et les réalisations qui ont contribué à bâtir l'organisation que nous connaissons aujourd'hui.

Quand on regarde le chemin parcouru, une chose saute aux yeux : notre secteur a énormément évolué. Les marchés ont changé. Les attentes des consommateurs et consommatrices aussi. Les technologies ont transformé nos façons de produire. Pourtant, malgré toutes ces transformations, une chose est demeurée constante : notre capacité à travailler ensemble.

Dans le contexte actuel, cette force collective est plus importante que jamais.

Les défis ne manquent pas. La volatilité des marchés, les coûts de production, les attentes grandissantes envers notre secteur, les enjeux de compétitivité et les nombreuses décisions qui influencent notre environnement d'affaires nous obligent à demeurer agiles et proactifs.

Mais je demeure convaincu que nous avons ce qu'il faut pour relever ces défis.

Au cours des dernières années, nous avons démontré notre capacité à nous adapter, à remettre certaines façons de faire en question lorsque nécessaire et à nous donner les outils pour mieux préparer l'avenir. Que ce soit à travers les travaux sur la sécurité du revenu, la réflexion sur nos volumes de référence, le développement de nouveaux outils ou les démarches entreprises pour mieux comprendre nos marchés, nous avons choisi d'agir.

Les prochains mois seront également importants pour l'avenir de notre organisation. Au cours de l'année, les éleveurs et éleveuses de porcs seront appelés à participer à un référendum portant sur un enjeu qui touche directement les fondements de notre mise en marché collective. Nous poursuivons actuellement les travaux préparatoires afin de mettre en place les conditions nécessaires à la tenue de cet exercice démocratique et nous continuerons à vous tenir informés des prochaines étapes.

> « Ce qui a permis à notre secteur de **traverser les défis des dernières décennies**, ce n'est pas seulement notre capacité a produire, c'est aussi notre capacité à nous **rassembler**, à nous **adapter** et à **construire** ensemble.»

Je tiens également à souligner l'appui exprimé par l'ensemble des présidents des fédérations spécialisées de l'UPA à l'égard de la protection des plans conjoints et de notre démarche. Cette solidarité est importante. Elle témoigne de l'importance des outils collectifs pour l'ensemble du milieu agricole québécois et nous rappelle que plusieurs des enjeux auxquels nous faisons face dépassent les frontières d'une seule production.

Le thème de notre assemblée cette année est « La promesse collective d'un avenir pérenne ». Je ne pouvais imaginer meilleur thème pour souligner les 60 ans de notre organisation.

Parce qu'au final, ce qui a permis à notre secteur de traverser les défis des dernières décennies, ce n'est pas seulement notre capacité à produire, c'est aussi notre capacité à nous rassembler, à nous adapter et à construire ensemble.

C'est cette promesse collective qui nous a amenés jusqu'ici. Et c'est elle qui continuera de nous faire avancer.



Louis-Philippe Roy
Président
Les Éleveurs de porcs du Québec

Céline Normandin, rédactrice pigiste celine.normandin@videotron.ca

Plan conjoint : une histoire de résilience et de solidarité

Les éleveurs et éleveuses de porcs font face régulièrement à des défis qui secouent le secteur. Malgré tout, ils représentent un axe économique de la province qui rayonne jusqu'à l'étranger grâce à des outils comme le plan conjoint.



C'est en regardant en arrière qu'on réalise à quel point l'agriculture québécoise s'est transformée depuis les dernières décennies. En parallèle avec la Révolution tranquille, le secteur s'est levé d'un seul bloc et a négocié ses droits, ce qui a mené à la création des Éleveurs de porcs du Québec.

En s'appuyant sur la *Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche*, votée en 1956, les producteurs et productrices porcins se sont unis pour négocier collectivement, une approche toujours unique en Amérique du Nord, fait remarquer l'UPA qui soulignait plus tôt cette année l'anniversaire de cette législation.



Un plan longuement discuté

À partir des pionniers et pionnières du secteur aviaire qui ont été les premiers à signer un plan conjoint en 1966, il faudra attendre en mars 1981 pour voir les éleveurs et éleveuses de porcs voter majoritairement en faveur de ce cadre légal de négociation en commun. Son adoption est le fruit de 15 ans d'efforts et trois référendums. À l'époque, l'enjeu est vital : les éleveuses et éleveurs, isolés, sont à la merci de la volatilité extrême des prix et du pouvoir d'achat disproportionné des grands abattoirs. Le contexte économique au tournant des années 80 est en effet difficile avec la montée de l'inflation et la crise économique qui secoue la planète. Face aux prix fluctuants et un marché de plus en plus spécialisé, les producteurs et productrices de porcs choisissent de s'assurer d'un juste prix pour leur production face aux grands acheteurs et transformateurs.

Adopté en avril 1981, le plan conjoint met en place un cadre légal. Ce dernier permet une négociation collective où les membres agissent comme un seul bloc pour établir les prix et les conditions de transport et de livraison. Il gère également l'approvisionnement en permettant d'assurer un flux régulier de produits vers les abattoirs, tout en garantissant des débouchées à tous les producteurs et productrices, peu importe leur taille. Le plan impose de surcroit une réglementation sur la production, le tout étant supervisé par la *Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec* (RMAAQ).

L'adoption du plan conjoint fait en sorte de réunir les forces de chaque producteur et productrice. Le pouvoir de négociation est confié à un groupe d'élus, la Fédération des producteurs de porcs du Québec, qui devient en 2013 Les Éleveurs de porcs du Québec. L'objectif est de stabiliser les revenus et garantir que chaque porc produit dans la province trouve preneur à un prix juste et transparent.

Des avancés marquantes

À la suite de son adoption, le plan conjoint du secteur porcin permettra de mettre en place des mécanismes et lancer des projets qui jalonneront le succès de la production porcine au Québec et ailleurs.

Les années suivant la mise en place du plan conjoint se traduisent souvent par une stabilisation économique et une modernisation de la mise en marché, en plus de mener à la production d'un produit d'une qualité de renommée mondiale.

Parmi les faits marquants, un encan électronique voit le jour en 1989. Ce dernier représentait à l'époque une avancée technologique majeure tout en servant de modèle d'innovation et de transparence.



Les fonds prélevés via le plan conjoint financent également la recherche, le transfert technologique et des programmes de bien-être animal. Plusieurs initiatives en ce sens verront le jour et deviendront un véritable levier d'innovation.

Une de ces premières initiatives sera de participer au financement du *Centre de développement du porc du Québec* (CDPQ), qui a soufflé ses trente bougies en 2022, afin de moderniser la génétique et la biosécurité des fermes, sans dépendre uniquement des subventions gouvernementales. Le CDPQ est à l'origine de centaines de projets de recherche appliquée, de transfert technologique et d'optimisation de régie d'élevage. Ses accomplissements positionnent aujourd'hui la province comme une référence scientifique mondiale en matière de production porcine.

Encore récemment, les investissements des Éleveurs ont permis de bâtir l'an dernier, la Station de recherche porcine 2.0 à Deschambault. Construite et mise en service pour un coût de 7,2 millions $, cette station ultramoderne est dotée de pouponnières, de salles d'engraissement bioclimatiques et de corridors d'observation. Elle s'impose comme une référence mondiale pour l'alimentation de précision. Une maternité de recherche et formation a également été construite à Armagh en Chaudière-Appalaches. Cette infrastructure accueille un cheptel permanent de près de 600 à 675 truies.



En quelques décennies,

le Québec est devenu le principal producteur de porcs au Canada, ce qui génère 3,7 milliards de dollars par année a l'économie québécoise.

Il faut également souligner parmi les avancées des dernières années la production elle-même. Sa qualité a été uniformisée et relevée grâce à des normes d'élevage collectives et strictes. La traçabilité est aussi mise en place afin d'assurer un suivi tout au long de la chaine de production.

Un bouclier pour les éleveurs et éleveuses

Lors des crises de surproduction mondiale ou de fermetures d'usines locales, les économistes notent que le plan conjoint évite une guerre des prix interne entre éleveurs et éleveuses. Les chocs sont en effet nombreux dans les dernières décennies avec la transformation des marchés locaux qui seront de plus en plus soumis aux aléas du marché international, entre autres avec la mise en place dans les années 90 de l'*Organisation mondiale du commerce* (OMC) qui change la donne dans le secteur agricole en abolissant les frontières nationales.

À l'instar du commerce, les maladies affectant le porc se répandent de plus en plus au-delà des frontières avec le danger de fragiliser et terrasser des productions complètes. Le circovirus et la diarrhée épidémique porcine sont quelques-unes des pathologies qui ont menacé la production dans le passé. Aujourd'hui, la fièvre porcine africaine, qui n'est pas encore endémique en Amérique du Nord, est étroitement surveillée par les organismes veillant à la santé animale, comme le réseau porcin. Ce dernier assure une surveillance continue de la santé du cheptel porcin. Il réalise de surcroît de la collecte de données de surveillance et favorise la détection et la déclaration rapides de tout problème relatif à la santé des porcs. Cet effort est réalisé avec l'aide de L'*Équipe québécoise de santé porcine* (EQSP).

Les conditions de transport ont également été uniformisées avec la mise en place du plan conjoint, ce qui garantit un certain niveau d'équité entre les producteurs et productrices, peu importe où ils se situent.

Une image de marque à l'exportation

En quelques décennies, le Québec est devenu le principal producteur de porcs au Canada, ce qui génère 3,7 milliards de dollars par année à l'économie québécoise. Le plan conjoint a non seulement permis de moderniser les fermes, mais il a également ouvert la voie vers la conquête de marchés internationaux hautement lucratifs comme la Chine et le Japon, qui représentent plus de 2 milliards de dollars en exportations.

Selon les analyses de la filière, ce succès repose sur des normes de production uniformes à l'ensemble des éleveurs et éleveuses négociées entre les membres et les autres joueurs de la filière. Les experts soulignent que cette standardisation est la clé d'entrée vers les pays aux exigences sanitaires les plus drastiques, comme le Japon ou Taïwan. Le plan conjoint garantit l'application systématique des protocoles de biosécurité (tels qu'*Excellence porcine canadienne*). Pour les acheteurs étrangers, le sceau du porc québécois est devenu synonyme de traçabilité totale et de salubrité irréprochable, éliminant les risques de rejets aux frontières.

Les abattoirs exportateurs transmettent directement aux Éleveurs les exigences spécifiques des marchés mondiaux. Qu'il s'agisse de critères de persillage pour l'Asie ou de porc biologique, les producteurs et productrices ajustent leur élevage en temps réel pour répondre à la demande internationale.

Les experts et expertes qui se sont penchés sur le système du secteur porcin rappellent qu'un producteur ou une productrice indépendant.e n'a pas les reins assez solides pour financer des campagnes de promotion en Asie ou des programmes de recherche génétique pointus. Le plan conjoint résout cette impasse grâce aux prélèvements collectifs obligatoires. Ces fonds mutualisés financent des institutions pivots comme le *Centre de développement du porc du Québec* (CDPQ). Les gains technologiques financés collectivement (génétique, alimentation, réduction de l'empreinte carbone) permettent au porc québécois de se positionner comme un produit de niche à haute valeur ajoutée, compensant des coûts de production plus élevés que ceux des géants américains ou brésiliens.



Des apports à la stabilité économique et au développement

Aujourd'hui, près de 80 % des produits agricoles québécois sont mis en marché collectivement. La loi est perçue par plusieurs comme l'un des piliers qui structurent et protègent l'agriculture au Québec. Il est de plus reconnu que la mise en marché collective et la gestion de l'offre favorisent une prévisibilité dans les relations commerciales entre l'ensemble des producteurs et productrices et les acheteurs, entre autres par la signature de conventions de mise en marché.

Dans sa politique bioalimentaire 2025-2035, le MAPAQ soulignait que quelque 33 plans conjoints étaient en vigueur au Québec, dont 15 pour les produits agricoles, faisant en sorte que près de 82 % des entreprises agricoles étaient visées par au moins un plan conjoint représentant 10,3 milliards de dollars.

Annie Royer, professeure à l'Université Laval, titulaire de la Chaire de leadership en enseignement sur la mise en marché collective et chercheuse principale au CIRANO et spécialiste reconnue de l'économie agroalimentaire, a livré une analyse lors du Forum stratégique qui s'est déroulé en novembre dernier. Mme Royer définissait le plan conjoint comme « l'art d'équilibrer l'équité et l'efficacité pour un résultat plus durable ». Elle défendait la pertinence historique et économique de l'action collective à la suite de ses travaux. Selon elle, cette approche a amené un rapport de force et une équité, tout en permettant une performance de la coordination verticale et une stabilité institutionnelle.

Et comme tout système est perfectible, la chercheure recommandait que le modèle puisse évoluer pour rester efficace, soit en devenant plus flexible et en gérant le changement.

Autrement dit, face aux mutations rapides des marchés mondiaux, le grand défi de la mise en marché collective sera de gagner en flexibilité commerciale tout en développant une fine gestion du changement pour soutenir les producteurs et productrices de demain. ■

Ligne de temps :

1966 : modification de la *Loi des marchés agricoles au Québec* et fondation de la Fédération des propriétaires de porcs du Québec

1969 : Commission April. Requête du plan conjoint à la Régie

1970 : changement de nom Fédération des producteurs de porcs du Québec

1971 : premier référendum

1973 : deuxième référendum

1977 : mise en place de l'ASRA, plan conjoint sans référendum

1977-1981 : guerre du porc, Épisodes de maladies du porc et hausse des taux d'intérêt

1981 : adoption du plan conjoint

1989 : démarrage de l'encan

1990 : création de la Table filière porcine

1991 : création de Canada Porc International

1992 : fondation du Centre de développement du porc du Québec (CDPQ)

2002 : début du moratoire

2005 : fin du moratoire

2006 : suspension de l'encan

2009 : adoption de la convention-nouveau modèle de coût de production

2010 : gestion équilibrée de la production

2013 : changement du nom pour Éleveurs de porcs du Québec

2014 : plan stratégique de la filière porcine

2015 : adoption de la nouvelle convention de mise en marché collective

2019 : formulation de prix basée sur le cutout et nouvelle convention de mise en marché

2023 : nouvelle Convention de mise en marché

2026 : 60e anniversaire de l'organisation

Kéliane Nadeau, agente de projet, Les Éleveurs de porcs du Québec knadeau@leseleveursdeporcs.quebec

Le comité cohabitation et environnement

Dans un contexte où les attentes envers le secteur agricole évoluent rapidement, les Éleveurs de porcs du Québec continuent leurs efforts pour ancrer l'élevage porcin dans une démarche durable, transparente et en harmonie avec son milieu. Le comité cohabitation et environnement s'inscrit pleinement dans cette volonté. Plus qu'un simple comité consultatif, il constitue un espace de réflexion, d'orientation et d'action pour répondre aux enjeux actuels et futurs du secteur.



Le mandat du comité

Au cœur de son mandat, le comité cohabitation et environnement agit sur deux axes complémentaires, soit favoriser une cohabitation harmonieuse avec les communautés et appuyer l'évolution des pratiques environnementales.

La cohabitation entre les activités agricoles et les milieux de vie est un enjeu important du secteur porcin. Au fait des préoccupations exprimées par les citoyens et citoyennes en termes d'odeurs, de la qualité de l'eau ou des impacts environnementaux, le comité a pour responsabilité de proposer des actions réfléchies permettant de répondre à ces attentes de manière concrète et crédible. Dans cette optique, il contribue à instaurer un climat de confiance entre les éleveurs et éleveuses, la population et les décideurs. Cela passe par une communication transparente, mais aussi par la mise en valeur des efforts réalisés sur le terrain et permet de renforcer l'acceptabilité sociale de la production porcine au Québec.

En parallèle, le comité joue un rôle déterminant dans l'intégration des connaissances scientifiques aux pratiques agricoles. Dans un contexte marqué par les changements climatiques, il contribue activement aux travaux de recherche visant à adapter l'élevage porcin aux nouvelles réalités environnementales. Son mandat ne se limite pas à soutenir ces travaux, mais également à en assurer le transfert concret vers les entreprises. La formation et la diffusion des connaissances occupent donc une place importante dans ses actions. En s'assurant que les éleveurs et les éleveuses aient accès à des données à jour et à des pratiques éprouvées, le comité favorise l'adoption de solutions tangibles.

En combinant cohabitation, science et innovation, le comité contribue ainsi à bâtir une production porcine québécoise à la fois performante, responsable et pleinement intégrée dans son milieu.

Composition du comité

Le comité cohabitation et environnement regroupe des profils variés, permettant de croiser les expertises et les perspectives :

- Sébastien Pagé, président
- Christian Drouin, membre du conseil d'administration
- Vicky Dufour, membre externe
- Patrick Brassard, chercheur à l'IRDA, membre externe
- Claude-Émilie Canuel, membre experte
- Jean-François Grenier, membre externe

Le comité se distingue par la complémentarité et la richesse des expertises de ses membres. Sa composition réunit des membres possédant une solide expérience en agroenvironnement, en recherche et en production porcine durable. La présence d'un chercheur en gestion des effluents d'élevage et en analyses de cycles de vie apporte une rigueur scientifique essentielle aux réflexions du comité. De plus, certains membres se démarquent par leur engagement concret sur le terrain, notamment à titre d'éleveurs et d'éleveuses reconnus par plusieurs distinctions en développement durable. Cette diversité de parcours permet au comité d'aborder les enjeux environnementaux avec une vision à la fois stratégique, scientifique et ancrée dans la réalité des éleveurs et des éleveuses.

La composition du comité repose sur des règles de gouvernance assurant un équilibre entre représentativité, expertise et indépendance. Le président est nommé annuellement par le conseil d'administration des Éleveurs de porcs du Québec. Il est entouré de membres issus du conseil, auxquels peuvent s'ajouter, au besoin, des administrateurs régionaux. Le comité compte également des membres externes, des éleveurs et des éleveuses non impliqués dans les instances décisionnelles, apportant un regard complémentaire. Tous les membres participent activement aux échanges et aux recommandations, dans un esprit d'ouverture où la diversité des points de vue est valorisée.





Dossiers traités

Le comité est fortement impliqué dans l'analyse du cycle de vie du porc québécois. Cette démarche scientifique vise à mesurer, de manière rigoureuse, l'empreinte environnementale de la production porcine, de la ferme jusqu'à l'abattage. En documentant des indicateurs clés tels que les émissions de gaz à effet de serre et l'utilisation des ressources, cette analyse permet non seulement de positionner avantageusement le porc québécois, mais aussi d'identifier des pistes d'amélioration concrètes pour l'ensemble de la filière.

En matière de consultations publiques obligatoires pour la mise en place de projets porcins, le comité a entrepris un travail détaillé en dressant le bilan des 20 dernières années. Cet exercice a permis de mieux comprendre les enjeux récurrents, les préoccupations citoyennes et les défis rencontrés par les membres lors de ces consultations. Suite aux constats dressés dans le bilan, le comité travaille à la création d'outils d'accompagnement afin de mieux préparer les éleveurs et les éleveuses à participer à ces démarches, à communiquer efficacement leurs réalités et à favoriser un dialogue constructif avec les communautés.

Enfin, le comité s'implique activement dans plusieurs projets de recherche en environnement, que ce soit à titre de porteur de dossier ou de collaborateur. Ces projets touchent des thématiques variées, allant de la réduction des émissions à l'amélioration des pratiques agronomiques, en passant par l'innovation technologique. Cette implication permet non seulement de faire avancer les connaissances, mais aussi d'assurer que les réalités du terrain soient prises en compte dans le développement de solutions applicables et durables.

Responsabilité sociale

Le comité accorde une place importante à la responsabilité sociale, un levier structurant pour assurer la cohérence et la crédibilité des actions de notre organisation. Depuis plus d'une décennie, les Éleveurs de porcs du Québec se sont engagés dans une démarche visant à intégrer de façon concrète les dimensions sociales, environnementales, économiques et éthiques au cœur de leurs pratiques. Cette approche globale s'appuie sur cinq axes prioritaires, soit une gouvernance inclusive et transparente, une performance économique axée sur la compétitivité et l'innovation, une gestion environnementale responsable, le respect du bien-être animal et de la salubrité, ainsi que le mieux-être des travailleurs et travailleuses et l'implication dans les communautés.

Dans un contexte où ces attentes évoluent rapidement, le comité est actuellement engagé dans une réflexion visant à renouveler cette démarche de responsabilité sociale. L'objectif est de la rendre encore plus actuelle, structurée et porteuse, en tenant compte des nouveaux enjeux et des meilleures pratiques. Ce travail permettra de consolider les acquis, d'identifier de nouvelles pistes d'action et de continuer à outiller les éleveurs et les éleveuses afin qu'ils puissent démontrer, de manière tangible, leur engagement envers une organisation durable, innovante et au service de la société.



Yvan Fréchette, ancien président des Éleveurs de porcs du Centre-du-Québec, s'est grandement impliqué au sein du comité cohabitation et environnement à titre de président.

Départ d'Yvan Fréchette

Yvan Fréchette a annoncé son départ du comité cohabitation et environnement. Une figure marquante du comité depuis ses tout débuts et instigateur de celui-ci, il y a consacré un engagement soutenu au fil des années, d'abord à titre de président, puis comme membre expert. Sa rigueur, sa capacité d'analyse et la justesse de son jugement ont grandement contribué à orienter les travaux du comité et à enrichir les réflexions, même dans les dossiers les plus complexes. Yvan a cette aptitude à considérer les différents points de vue avec nuance, tout en sachant prendre position lorsque nécessaire afin de faire avancer les décisions. Au-delà de son apport professionnel, sa disponibilité, son esprit collaboratif et son approche respectueuse ont laissé une empreinte durable auprès des membres et des équipes. Son implication a sans contredit contribué à bâtir un comité solide et crédible. Nous le remercions sincèrement pour tout le travail accompli et lui souhaitons le meilleur pour la suite de ses projets. ■

Patricia Gagnon, conseillère marketing, Les Éleveurs de porcs du Québec pgagnon@leseleveursdeporcs.quebec

Médias sociaux : un levier essentiel pour faire rayonner le porc d'ici

Investir dans les médias sociaux est aujourd'hui incontournable pour toute marque qui souhaite se démarquer. Dans un contexte où les gens sont de plus en plus connectés et en quête d'authenticité, ces plateformes deviennent des espaces privilégiés pour créer un lien direct avec le public, raconter une histoire et faire rayonner la richesse du savoir-faire local.



L'ensemble des initiatives sur les médias sociaux, combiné au lancement d'une nouvelle chaîne YouTube, a permis de générer **4 568 nouveaux et nouvelles abonné.e.s** et une portée de plus de **38 282 322 impressions**.



Les médias sociaux permettent de rejoindre efficacement des publics variés tout en suscitant leur engagement. Pour une marque comme Le porc du Québec, cela représente une occasion unique de mettre en valeur la qualité du produit, les différentes coupes et trucs de cuisson sans oublier les pratiques d'élevage responsables des éleveurs et éleveuses d'ici. Grâce à des formats dynamiques comme les vidéos courtes, les recettes ou les capsules éducatives, le contenu devient à la fois informatif, inspirant et accessible.

Cependant, pour en maximiser l'impact, il est essentiel d'aller au-delà d'une simple présence organique et d'adopter une approche stratégique. La publicité payante, les campagnes ciblées et l'analyse des performances permettent non seulement d'optimiser les résultats, mais aussi d'affiner les messages en fonction des comportements du public. Cette approche contribue à bâtir et à renforcer une image de marque forte, cohérente et durable.

La collaboration avec des personnes créatrices de contenu constitue un levier puissant pour amplifier la portée de la marque. En s'associant, par exemple, à des spécialistes du milieu culinaire ou de la nutrition, le porc du Québec s'intègre naturellement dans le quotidien. Ces partenariats permettent de mettre en valeur le produit à travers des recettes et des expériences inspirantes. En partageant une recette mettant en vedette le porc d'ici, les créateurs et créatrices de contenu ne se contentent pas de promouvoir un produit : ils racontent une histoire et créent un moment de connexion authentique avec leur communauté.

Les résultats obtenus témoignent clairement de l'efficacité de cette stratégie. L'ensemble des initiatives sur les médias sociaux, combiné au lancement d'une nouvelle chaîne YouTube, a permis de générer 4 568 nouveaux et nouvelles abonné.e.s et une portée de plus de 38 282 322 impressions. Cette présence multiplateforme a également conduit plus de 2 600 000 personnes vers le site Web Le porc du Québec, soit une augmentation de 3,78 %. Une performance qui démontre concrètement la capacité de la marque à capter l'attention et à inspirer les gens.

Finalement, investir dans les médias sociaux et miser sur la collaboration en contenu représente bien plus qu'une stratégie de visibilité : c'est une façon de créer un lien durable avec le public, de valoriser les éleveurs et les éleveuses et de mettre le porc d'ici dans l'assiette des Québécois et des Québécoises. ■

Céline Normandin, rédactrice pigiste celine.normandin@videotron.ca

FORUM STRATÉGIQUE DES ÉLEVEURS DE PORCS DU QUÉBEC

Une promesse collective d'un avenir pérenne

C'est sous le signe du ralliement que les membres ont été conviés à ce 10e Forum stratégique qui s'est tenu le 4 juin dernier à Québec. À l'heure où de nombreux défis se profilent pour les éleveurs et éleveuses, ces derniers ont été invités à peser les réalisations accomplies en cette année qui souligne le 60e anniversaire des Éleveurs de porcs du Québec, sous le thème « Une promesse collective d'un avenir pérenne ». Comme l'a indiqué en introduction la directrice générale des Éleveurs, Sophie Perreault, « ce forum n'est pas seulement enfilade de conférences, mais aussi un moment ou on choisit de bâtir conjointement l'avenir ».



Réflexion sur le Plan conjoint et le point de vue de la relève

Jean Larose, agronome et conseiller stratégique sénior chez MCE Conseils a ouvert le Forum en profitant du 45e anniversaire du Plan conjoint pour revenir sur ses principales réalisations. Le conseiller en gestion, présent depuis les débuts du projet, a qualifié l'occasion de moment rare et précieux: « Il n'est pas dans nos habitudes de prendre un temps d'arrêt pour réfléchir ». Pourtant, cet anniversaire offrait l'occasion idéale de se rappeler d'où l'on vient, les victoires, les difficultés, les étapes franchies pour mieux se projeter vers l'avenir, en terminant avec un panel de la relève s'exprimant sans filtre.

À quoi sert un Plan conjoint ?

L'unité n'a pas été acquise. Il faut savoir écouter dans le porc, où il n'est pas facile de faire consensus en raison de ses défis particulier, indique M. Larose pour qui rien n'a été donné dans ce secteur. Il attire l'attention sur le fait que quatre des cinq points du Plan conjoint servent à la fois les intérêts des éleveurs et éleveuses ainsi que des partenaires de la filière. Représentant 2 milliards $ de chiffre d'affaires, cette dernière fonctionne dans une perspective d'efficacité et de réduction des coûts. Un plan conjoint est constamment en évolution, selon l'environnement et les individus, ce qui demande des efforts soutenus. Il rappelle cette question fondamentale : « Quels sont les intérêts qu'on a à travailler ensemble et quels sont les points de friction pour réussir à s'entendre? ».

Le Plan conjoint sert à voir le mur avant de le frapper, à sortir des sentiers battus, à tenir compte des inquiétudes de chacun tout en trouvant le juste équilibre. Il sert encore aujourd'hui sensiblement les mêmes valeurs.

M. Larose juge que l'organisation se porte bien et nourrit une complicité avec les autres provinces, notamment l'Ontario. Mais 2026 s'annonce comme un tournant déterminant, appelé à façonner les dix prochaines années, d'où l'importance que la relève s'en mêle. « On a entre les mains un héritage d'une grande richesse, avec un Plan conjoint parmi les plus complet mais aussi les plus complexes de l'Amérique du Nord. » Et l'histoire a démontré que favoriser la négociation a toujours montré les meilleurs fondements.



Jean Larose, agronome et conseiller stratégique sénior chez MCE et son panel de trois jeunes éleveur.se.s (Ève St-James, Joshua Drouin et William Lafond) ont échangé sur leur situation.



La parole à la relève

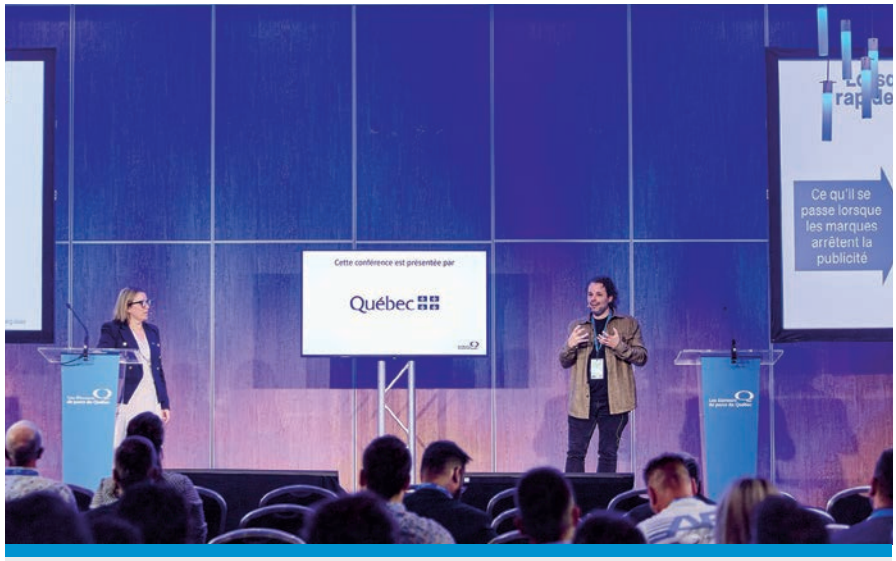
Un panel de trois jeunes producteurs et productrice constitué d'Ève St-James, Joshua Drouin et William Lafond, représentant trois profils différents, trois façons d'entrer dans l'action collective, et des points de vue différents, s'est exprimé sur plusieurs questions.

Ce qui les a motivés à s'engager : Ève, présidente des Éleveurs de porcs de l'Estrie, a rejoint le mouvement pour des raisons personnelles avant de réaliser que l'enjeu dépasse largement l'individu. Joshua, producteur naisseur de 50 000 porcelets par année, voulait comprendre la filière de bout en bout et y défendre les intérêts spécifiques des naisseurs. William, naisseur-finisseur, a naturellement suivi le chemin tracé par son beau-père, porté par l'envie de poursuivre ce qui avait été bâti avant lui.

Ce qu'ils en retirent du Plan conjoint : Tous trois soulignent la qualité des échanges et des expertises rencontrées dans les comités. William apprécie particulièrement ne pas avoir à négocier seul avec les abattoirs, une liberté qu'il ne prendrait pas à la légère. Joshua, malgré un contexte économique difficile pour les naisseurs, refuse de s'arrêter et tient à ce que chaque voix soit entendue à sa juste valeur. Ève, elle, voit le moment charnière actuel comme une invitation à prendre le lead et à continuer d'avancer.

Leurs préoccupations. La réduction des possibilités dans la filière inquiète. Ève veut préserver l'éventail le plus large d'options, et s'implique justement pour s'en assurer. Joshua s'interroge sur ce que demain permettra encore dans le porc, espérant que les opportunités restent au rendez-vous pour toutes et tous.

Leurs souhaits. En guise de mot de la fin, chacun a formulé un souhait : ne rien regretter et cocher le plus de choses possible sur sa liste pour Ève ; être fier de dire qu'il est éleveur de porcs pour William ; et que tout le monde ait le pouvoir d'aller au bout de ses ambitions pour Joshua.



Pour Danielle Vaillant, directrice marketing des Éleveurs de porcs du Québec et Pier-Olivier Léonard, stratège chez Cossette, l'investissement en publicité a une image de marque privilégiée qu'il faut maintenir.

Le défi de rester dans la tête et le cœur des Québécois et Québécoises en tant que produit

La présentation s'ouvre sur un constat que Danielle Vaillant, directrice marketing des Éleveurs de porcs du Québec et Pier-Olivier Léonard, stratège chez Cossette, partagent: bâtir une marque ne se fait pas du jour au lendemain. C'est un travail de longue haleine qui a pour but de crédibiliser et renformer une marque. Pier-Olivier Léonard illustre bien la mécanique : si le court terme génère des effets immédiats, c'est le long terme qui consolide la position d'une marque dans l'esprit des consommateurs et des consommatrices. Les deux systèmes travaillent ensemble, et l'un ne va pas sans l'autre.

Le danger, c'est le désinvestissement, avertit le stratège chez Cossette. Quand on arrête, la dégringolade est lente mais parfois irrécupérable. Il identifie quatre conséquences majeures : la substitution par un produit concurrent, la banalisation du porc réduit à son seul prix, la perte d'équité, soit la place que le produit occupe dans la mémoire des gens, et enfin, un coût de rattrapage considérable, comparable à celui de nos infrastructures négligées.

Pour mettre les chiffres en perspective : le lait investit 49 M$ en marketing, contre 3,5 M$ pour le porc. Chaque dollar compte, et l'objectif est d'en maximiser le rayonnement, comme par exemple lors des publicités diffusées lors du Bye-Bye.

Une stratégie intégrée, du produit à la fidélisation

Danielle Vaillant rappelle que le produit et la profession demeurent le cœur du message. Le logo incite à l'achat en épicerie, mais encore faut-il que le produit soit disponible au bon moment. C'est pourquoi le travail avec les transformateurs, pour assurer la présence des bonnes coupes en épicerie, est indissociable de la stratégie marketing.

Pier-Olivier Léonard ajoute qu'il faut une approche intégrée qui tient compte de tout le parcours du consommateur et de la consommatrice, de la notoriété jusqu'à la fidélisation. Les campagnes actuelles le reflètent bien : télévision, affichage, association avec les Alouettes de Montréal et des chefs reconnus, présence dans les magazines, activation en épicerie chez IGA et Métro, livres de recettes, collaborations avec des influenceurs, influenceuses et des marques comme Savoura. Sur le numérique, la promotion ciblée au moment où les gens cherchent une recette s'avère particulièrement engageante, surtout auprès des jeunes.

Connecter la recherche au terrain

Beaucoup d'argent est consacré à la recherche et on peut s'interroger sur les retombées réelles de ces investissements. À l'occasion du Forum, Stuart Smyth professeur et directeur au Département d'Agriculture et des Ressources économique de l'université de la Saskatchewan a fait le voyage jusqu'à Québec afin de partager son expertise sur le sujet. Il a débuté en lançant un signal d'alarme : partout dans le monde, les gouvernements désinvestissent en recherche agricole, et le Canada ne fait pas exception. Pourtant, le pays se classe au deuxième rang mondial en matière de performance de production, derrière la Chine, une position directement attribuable aux investissements passés en R&D. Chaque dollar investi génère cinq dollars de retombées. Laisser cette capacité s'éroder serait une erreur dont les conséquences se feront sentir dans dix à quinze ans.



Stuart Smyth du Département d'Agriculture l'université de la Saskatchewan et Luiene Moura Rocha, conseillère à l'innovation aux Éleveurs ont abordé l'importance d'être aux devants des problèmes et de la compétition par la recherche,

Une R&D ancrée dans la réalité des éleveurs et des éleveuses

Luiene Moura Rocha, conseillère à l'innovation, R&D et transfert aux Éleveurs de porcs du Québec, a pris le relais pour illustrer comment cet impératif se traduit concrètement du côté de l'association. Dans un secteur en constante évolution, avec ses maladies, sa réglementation et ses marchés de plus en plus exigeants, investir en R&D n'est plus un choix, c'est une décision stratégique. L'objectif n'est pas de maintenir un laboratoire éloigné du terrain, mais de disposer d'un outil vivant pour mieux anticiper, réduire les risques et renforcer la compétitivité collective.

Entre 2020 et 2025, les Éleveurs ont investi 5,7 M$ en recherche et innovation. On évalue que le retour sur investissement à un dollar investi génère quinze dollars de retombées. Mais au-delà des chiffres, Mme Rocha insiste sur une valeur moins visible, tout aussi réelle : la capacité de se préparer avant qu'une crise ne se transforme en pertes. Être à jour dans la recherche, c'est avoir acheter du temps et d'options quand les changements s'accélèrent.

Investir maintenant pour ne pas subir demain

Les deux spécialistes s'entendent sur une conclusion commune : quand les changements vont plus vite que la capacité d'adaptation, on finit par réagir plutôt qu'agir, et par subir plutôt que choisir. Avoir les bons outils et les bonnes connaissances, c'est être plus compétitif, mieux armé face aux imprévus et avoir une meilleure réputation.

Pour aller chercher davantage de ressources, plusieurs pistes sont évoquées : mobiliser le secteur privé, former des regroupements stratégiques (clusters) pour attirer plus de soutien, impliquer les jeunes chercheurs et chercheuses via les programmes de financement canadiens, et surtout, entretenir le dialogue avec les élu.e.s et décideurs politiques. Comme le rappelle M. Smyth, en agriculture, « c'est plus facile quand on a les politiciens de notre bord ».

Les Éleveurs dans le nouvel ordre mondial et son arène

L'ex premier-ministre Jean Charest a présenté ses perceptions quant aux nombreux changements secouant le monde dans les dernières années et qui immanquablement affectent les éleveurs et les éleveuses de porcs du Québec, et comment y faire face.

M. Charest a brossé un bref historiques des étapes charnières dans le commerce mondial et de l'ordre mondial en place depuis la Deuxième Guerre mondiale, en passant du GATT, l'OMC, l'intégration de la Chine dans ce système et de la manière dont cela s'effrite depuis 2008.

Cette récession de 2008 n'a été que le premier événement de plusieurs à secouer le monde : le Brexit, Trump 1.0, la COVID et Trump 2.0. Toutes ces secousses ont reconfiguré les règles du jeu avec une montée de la droite qui se manifeste un peu partout. Le rejet du néolibéralime ne se limite pas aux États-Unis et se manifeste maintenant au Canada, en Europe, en Amérique latine.

Pour M. Charest, comprendre la situation actuelle revient à parler du rôle de la Chine dans les dernières décennies. La Chine a été la locomotive de création de richesse la plus puissante que l'humanité ait jamais connue. Elle a sorti des centaines de millions de personnes de la pauvreté et propulsé le commerce mondial. Mais aujourd'hui, elle ralentit en raison d'une crise immobilière profonde et une consommation intérieure en berne. Ce déséquilibre devient un enjeu planétaire et pèse lourd sur les marchés. Pour les productrices et producteurs porcins québécois, le rôle du pays asiatique est très concret, en raison des tarifs de 25 % imposés sur le porc canadien.

Ce que les éleveurs et les éleveuses doivent faire : parler, maintenant

À une question à ce que les producteurs et productrices doivent faire, le message de M. Charest est celui-ci : le silence est un signal politique. « Si vous ne vous exprimez pas, personne ne le fera. » Il encourage à agir sur tous les fronts : sensibiliser les voisins américains amicalement, interpeller les provinces, s'assurer d'être sur les priorités des premiers ministres, travailler avec le milieu d'affaires américain et envoyer un message clair. « Il faut insister et profiter de toutes les occasions pour dire ''on veut travailler avec vous''. »

En clôture des échanges, le conférencier a rappelé le coût de la vie qui pèse sur les ménages et son rêve de voir le porc exploiter ses avantages (moins cher, tout aussi nutritif) dans une publicité exploitant ce contexte.

Jean Charest conclut avec une certitude : le Canada a des atouts réels, une réputation solide, des ressources que le monde nous envie. Mais les atouts ne suffisent pas — encore faut-il savoir s'en servir sur la scène mondiale devenue une arène confrontant les forts et les faibles. ■



Jean Charest a captivé l'assistance en évoquant les racines de la situation mondiale, le rôle du Canada et des éleveurs dans ce contexte.

Céline Normandin, rédactrice pigiste celine.normandin@videotron.ca

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE 2026 DES ÉLEVEURS

Des chantiers qui progressent et d'autres à surveiller

L'assemblée générale annuelle est l'occasion pour les Éleveurs de présenter l'état d'avancement des nombreux dossiers qui touchent directement les entreprises porcines québécoises. Les participants et participantes ont ainsi pu constater les progrès réalisés, discuter des défis qui demeurent et découvrir les priorités qui guideront les actions de l'organisation au cours de la prochaine année.

Le Plan conjoint, un outil à conserver et à améliorer

Le président des Éleveurs, Louis-Philippe Roy, a ouvert l'assemblée avec une invitation claire : sortir du quotidien, lever la tête et regarder vers l'avenir. Si l'organisation se doit d'être gardienne de son histoire, son rôle est tout autant de comprendre où la relève veut aller et de l'y accompagner. Un récent voyage au Danemark l'a rappelé avec force : le Québec n'a rien à envier à personne. Aujourd'hui, les éleveuses et éleveurs du Québec sont parmi les meilleurs au monde, leur expertise est reconnue et vendue aux quatre coins de la planète, et le Porc du Québec se retrouve jusque dans les assiettes japonaises.

Pour le président, le Plan conjoint n'est pas un outil parmi d'autres. C'est le mécanisme qui structure l'organisation, lui donne une voix forte, et incarne l'ADN même de la mise en marché collective. M. Roy a rappelé l'appui de l'UPA sur cet enjeu avec la résolution signée par l'ensemble des présidents des fédérations, ce qui envoie un signal clair et solidaire à toute la filière.

Les chantiers sont nombreux (Groupe des 20 sur le filet de sécurité du revenu et la conciliation des technologies de l'information), mais les objectifs sont les mêmes, soit répondre aux attentes.

Louis-Philippe Roy a insisté sur deux conditions essentielles à l'attraction des investissements : la stabilité et la cohérence. Une organisation qui garde le cap sur ses orientations stratégiques, même quand cela implique de dire non, est une organisation crédible. Il plaide aussi pour dépolitiser les débats et agir de façon réfléchie et conséquente. À Ottawa comme ailleurs, l'organisation multiplie les déplacements pour maintenir un pouvoir d'influence réel sur les dossiers qui comptent.

Après soixante ans d'existence, bien des choses ont changé mais pas la capacité des éleveurs et des éleveuses à travailler ensemble, ce qui leur a permis leurs réussites passées et leur permettra de relever les défis à venir. L'objectif demeure le même : des entreprises viables, capables d'investir et d'attirer la relève dans dix ou vingt ans.

Le président a également pris le temps de souligner l'Année internationale des agricultrices, en remerciant chaleureusement celles qui portent le flambeau et enrichissent les discussions par leurs visions distinctes, tout en les invitant à prendre encore plus de place.

M. Roy a terminé en lançant un appel à la collaboration et la solidarité afin de défendre le Plan conjoint.



Louis-Philippe Roy a défendu le bien fondé de la mise en marché collective, tout en appelant au dialogue des différents acteurs parmi l'organisation et la filière.



Le ministre a répondu ouvertement aux questions posées, tout en débaptisant à plusieurs reprises le président des Éleveurs par « Jean-Philippe » et en soulignant, une histoire de prénom que ce dernier a promis de raconter un jour au ministre.

Le ministre Martel répond sur les enjeux de l'heure

Donald Martel, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ), a répondu à l'invitation des Éleveurs. Il les a d'ailleurs remerciés de lui permettre de s'éclipser quelques minutes de l'Assemblée nationale en cette fin de session. Il a salué d'entrée de jeu leur résilience depuis 60 ans en assurant la volonté de Québec de soutenir ce secteur qui figure parmi les fiertés de la province.

Le ministre a rappelé les différentes mesures annoncées dernièrement par la première ministre Christine Fréchette, notamment le crédit carbone et les demandes de la relève et AgroPerformance.

Il s'est dit d'ailleurs en mode solution quant à deux autres dossiers chauds : les régions périphériques et le Règlement sur les pratiques agricoles et environnementales (RPAE). Pour le premier, il souhaite se pencher sur les territoires devant se trouver dans les régions périphériques et « trouver une solution globale cohérente tenant compte des différentes réalités des régions du Québec ».

Sur le plan réglementaire, le ministre a reconnu que des changements s'imposent. Il a assuré que la nouvelle ministre de l'Environnement, Pascale Déry, suivait la voie tracée par son prédécesseur, tout en préservant un équilibre entre bonnes pratiques agricoles et protection de l'environnement, dont les cours d'eau. Interpellé à ce sujet en période de questions, il a annoncé des développements à venir sur la table sectorielle. « Vous ne serez pas déçus ».

Les travaux du groupe des 20 sur la sécurité du revenu continuent d'alimenter les réflexions. À ce sujet, l'objectif du ministre est de renforcer la compétitivité du secteur sans restreindre son apport économique et le comité de pilotage de La Financière agricole demeure un espace de travail collaboratif privilégié. Quant au Fonds de stabilisation des primes, le ministre a préconisé la prudence et des propositions ciblées pour rendre l'environnement d'affaires plus stable et prévisible. Il a de plus confirmé la nomination du sous-ministre Frédéric Ducharme, présenté comme quelqu'un qui comprend les rouages de l'État québécois.

Hommage aux administrateurs sortants

Deux administrateurs ont vu leur contribution être soulignée. L'engagement et le calme de Martin Auger, administrateur de 2021 à 2026, a été salué. Pierre Massie, administrateur de 2013 à 2026 et membre du Comité exécutif pendant neuf ans, a également été honoré. Défini comme un pilier et un leader, il a eu l'audace nécessaire afin de faire participer les Éleveurs au Bye-Bye, et entrepris un tour des bannières en alimentation. Il a fait gagner plusieurs batailles, dont la création du Centre d'insémination, tout en faisant reconnaitre la marque des Éleveurs. Parmi ses remerciements, il a rappelé aux membres de ne pas céder un pouvoir qui ne devrait pas revenir aux transformations avec le renouvellement de la convention.



Rapport des activités - Une organisation qui s'active

La directrice générale, Sophie Perreault, a présenté un rapport d'activités qui témoigne d'une organisation active sur plusieurs fronts : mise en marché, recherche, relève, développement durable, santé animale et transformation numérique.

Plusieurs avancées marquantes ont été rapportées, notamment sur le plan de la représentation. L'organisation a déposé des mémoires aux niveaux provincial, national et international pour faire valoir ses positions, notamment sur la transparence des prix et le bien-être animal. Les liens avec les associations canadiennes ont également été renforcés.

Recherche et santé animale

Les projets de recherche en cours couvrent un large spectre. En transport, toutes les remorques ont été cartographiées pour améliorer la traçabilité et réduire les erreurs de plaques. Le lavage à l'eau chaude s'avère plus efficace, et l'intelligence artificielle est désormais utilisée pour lire les tatous et suivre l'état de santé des animaux. Un système de monitorage des antibiotiques est en développement, et des zones exemptes de certains pathogènes, comme à Charlevoix, font l'objet d'un suivi spécifique.

Du côté des régions périphériques, une étude a permis de mieux cerner les enjeux propres aux éleveurs et éleveuses de ces territoires, notamment en matière de transport des intrants. Ces constats sont maintenant partagés avec l'UPA pour travailler à des solutions communes.



Le président général de l'UPA, Martin Caron, a renouvelé la collaboration entre les deux associations en insistant sur le besoin de travailler ensemble sur les nombreux dossiers les concernant.

Retombées économiques et développement durable

Une mise à jour de l'étude sur les retombées économiques du secteur, la précédente datait de 2021, révèle une contribution de 3,2 G$ et 27 000 emplois pour l'ensemble de la filière. Si l'emploi recule légèrement, les retombées, elles, se maintiennent, signifiant une hausse de productivité réelle.

Sur le volet développement durable, 35 des 56 actions prévues sont complétées, et 16 nouvelles actions ont été ajoutées. Les travaux portent notamment sur la réduction des émissions liées au lisier, l'empreinte environnementale du secteur et l'adaptation aux changements climatiques. Une politique de responsabilité sociale est également en préparation.

Transformation numérique et cybersécurité

Un nouveau responsable des technologies de l'information a pris les rênes avec un mandat clair : écouter, comprendre et conseiller. Le chantier le plus structurant est le développement d'un nouveau portail, destiné à remplacer le système actuel et à mieux soutenir la mise en marché. Des projets sont également en cours sur la double identification, le suivi des antibiotiques et le renforcement de la sécurité d'AccèsPorc. L'organisation entend également prendre le virage de l'intelligence artificielle sans tarder, et renforcer la cybersécurité.

Un partenaire en l'UPA

Le président général de l'UPA, Martin Caron a fait le point, en reprise d'AGA le 5 juin, sur de nombreux dossiers, mais a surtout assuré les Éleveurs du lien qui les unis quant à la défense de la mise en marché collective. Elle est selon lui une réussite québécoise que l'on ne peut pas se permettre de remettre en question. À l'occasion du 70e anniversaire de ce système, les chiffres parlent d'eux-mêmes : 88 % des produits agricoles vendus au Québec passent par la mise en marché collective, 70 % de la production est transformée ici, et le Québec est le leader canadien de la transformation alimentaire. Avec un taux de transformation au Québec atteignant 40 %, le plus élevé au pays, fragiliser ce système serait un non-sens.

M. Caron a souligné plusieurs gains récents (dont tarification carbone représentant 87 M$ sur deux ans) tout en insistant qu'il fallait pérenniser cette action. Sur la relève agricole, une injustice vieille de plus de dix ans a finalement été corrigée avec la mise à jour des critères d'emploi — une reconnaissance attendue depuis 2010.

Martin Caron a terminé en assurant suivre d'autres dossiers, comme ceux des éoliennes, du TGV et des régions périphériques. Le Québec, a-t-il conclu a bâti un modèle agricole enviable. Le maintenir exige de rester vigilant, de s'impliquer dans chaque dossier, et de faire valoir avec constance que l'agriculture n'est pas qu'une industrie parmi d'autres.

Présentation des résultats de la réflexion du Groupe de travail sur la sécurité du revenu

Après un an et demi de travail, le groupe de travail d'une vingtaine de personnes a livré ses conclusions. Mandatés pour formuler des recommandations, ils ont été guidés par une volonté de consensus et une vision globale des différents modèles d'affaires, a indiqué Renaud Sanscartier, directeur des affaires économique aux Éleveurs qui a collaboré aux travaux.

Le rapport du groupe de travail s'articule autour de trois piliers fondamentaux, dont découlent cinq recommandations clés : maintenir l'ASRA comme programme principal de stabilisation du revenu, sans le détourner de sa vocation première, soutenir les producteurs et productrices à la ferme, et non absorber des enjeux relevant de la transformation, créer des programmes ad hoc pour faire face aux risques catastrophiques, comme les maladies qui appellent des réponses ciblées et distinctes. Enfin, reconnaître et soutenir la diversité des modèles d'affaires en développant des outils complémentaires adaptés aux producteurs et productrices à forfait, dont les réalités et les risques diffèrent des naisseurs-finisseurs traditionnels.

En clôture de la présentation, le directeur des affaires économiques a relevé que les Éleveurs ont soumis aux membres une déclaration commune articulée autour de trois engagements : assurer l'efficacité du système, garantir l'équivalence de prix, et veiller à ce que l'ASRA serve exclusivement les intérêts des producteurs et productrices à la ferme. Les membres ont été invités à la signer pour envoyer un signal politique clair envoyé aux partenaires et aux gouvernements.

Étude des résolutions

Les cinq résolutions, ainsi que les amendements ont été acceptés à la majorités. Ces dernières concernaient le RPAE, le bien-être animal, la part de 2% du budget à l'agriculture au fédéral et provincial, les régions périphériques et la protection des piliers de l'élevage porcin. ■



Le nouveau mode d'adoption des résolutions et des amendements s'est avéré être efficace, menant à clore rondement les ajustements demandés.



Céline Normandin, rédactrice pigiste celine.normandin@videotron.ca

Gala du 60e des Éleveurs de porcs du Québec : Entre souvenirs et avenir

Les éleveurs et éleveuses ont célébré avec éclat leur soixantième anniversaire de fondation, une soirée empreinte de fierté et d'émotion face aux réalisations accomplies et défis relevés au cours des dernières décennies.



L'esprit était à la fête lors du Gala tenu pour souligner le 60 anniversaire des Éleveurs de porcs du Québec. Pour l'occasion, le cocktail et la soirée ont été réunis dans l'enceinte grandiose du Manège militaire, magnifiquement reconstruit à l'identique après l'incendie qui l'avait réduit en cendres en 2008. Un peu à l'image de cet édifice historique renaissant de ses cendres, les Éleveurs émergent de plusieurs années difficiles. La résilience des membres a d'ailleurs été célébrée par la création de deux nouveau prix hommages, remis pour la première fois lors de cette soirée mémorable.

Sous l'animation d'Hélène Bourgeois Leclerc, la soirée a vu défiler à tour de rôle des vidéos retraçant l'histoire de l'association et ses événements marquants, ainsi que les rêves et aspirations des éleveurs et éleveuses d'aujourd'hui. « On a une assistance qui a le goût de fêter! On va passer une belle soirée ensemble », a lancé l'animatrice en ouverture. « On est ici pour souligner 60 ans d'engagement et célébrer des histoires humaines. La production porcine représente un des fleurons québécois. C'est votre soirée; prenez ce temps pour vous et pour échanger ensemble ».

La directrice générale Sophie Perreault a tenu à souligner que c'était l'engagement indéfectible des membres, appuyés par des partenaires fidèles, qui permet au secteur de continuer à se développer et se renouveler.

« L'histoire ne s'arrête pas ici »

« 60 ans, c'est pas rien », a déclaré à son tour le président Louis-Philippe Roy. Il a rappelé le chemin parcouru, d'une époque où tout se faisait à bras et à l'œil jusqu'aux technologies et aux connaissances qui guident aujourd'hui chaque décision des éleveurs et des éleveuses. « On est ailleurs aujourd'hui. On est des gestionnaires et des entrepreneurs ».

Le président a renouvelé l'invitation lancée plus tôt dans la journée aux femmes du secteur, les encourageant à prendre pleinement leur place. Il a rappelé ce qui distingue ce milieu : des membres résilients, débrouillards et fiers, qui parlent d'une seule voix. « Ce qui tient tout ça ensemble, c'est vous », a-t-il lancé aux producteurs et productrices ainsi qu'à leurs familles réunis dans la salle. Fier du chemin parcouru, il a conclu sur une note tournée vers l'avenir. « À notre tour de préparer le terrain. On ne sait pas les enjeux que l'avenir nous réserve, mais je sais qu'on est capable de les relever car nous sommes des personnes engagées ». Cet anniversaire est un appel à célébrer le moment a-t-il conclu, « mais l'histoire ne s'arrête pas ici ».

Nouveaux prix hommages

Dans le cadre des festivités, l'association a dévoilé deux nouveaux prix hommages créés pour honorer des figures inspirantes de l'histoire de l'association.

Le Prix Gordon-Thomson, du nom d'un des membres fondateurs des Éleveurs de porcs du Québec, rend hommage aux membres dont l'engagement syndical ou les actions mobilisatrices ont laissé une empreinte durable sur la profession contribuant ainsi au rayonnement du secteur porcin. Pour cette première édition, le prix a été remis à Jean-Guy Vincent, président des Éleveurs de 2007 à 2012. En lui remettant le trophée, Martin Caron, président de l'UPA, a rappelé l'impact retentissant de son action avec le blocage de l'autoroute 20 en 1998, un geste qui avait éveillé les consciences sur la situation des éleveurs et des éleveuses, ainsi que sa capacité à rallier les gens. La salle entière s'est levée pour l'acclamer. Ému, M. Vincent a rendu hommage à tous les présidents qui ont, chacun à leur manière fait avancer le secteur, en rappelant la mémoire de David Boissonneault, décédé l'automne dernier. Il a également tenu à remercier les éleveurs et éleveuses du Centre-du-Québec pour leur soutien fidèle, réservant ses derniers mots émus à son épouse Lise.



Jean-Guy Vincent, récipiendaire du prix Gordon-Thomson, est monté sur scène accompagné de sa conjointe afin de recevoir cette distinction des mains de Sophie Perreault, directrice générale des Éleveurs, de Louis-Philippe Roy, président des Éleveurs, ainsi que de Martin Caron, président de l'UPA et partenaire du prix.

Le Prix Jeannine-Bourque, en hommage à une membre fondatrice qui a su s'imposer à une époque où trop peu de femmes prenaient leur place, célèbre le leadership, l'audace et l'innovation au service du secteur. Remis par Vincent Gagnon, chef stratégique et développement GNR chez Énergir, le prix a été décerné à la famille Lefebvre, dont la démarche guidée par la traçabilité, la qualité du produit et une vision de la ferme à l'assiette, illustre parfaitement le prix. Établie à Saint-Patrice-de-Beaurivage, la famille Lefebvre, aujourd'hui représentée par les 3e et 4e générations, est à l'origine du Porc de Beaurivage. Grâce à cette vision entrepreneuriale, elle assure l'entièreté de la mise en marché de sa production porcine, jusqu'au restaurant Le Saindoux Restaurant BBQ, récipiendaire d'un Bib Gourmand du Guide Michelin en 2026.



La famille Lefebvre, récipiendaire du prix Jeannine-Bourque, est montée sur scène afin de recevoir cette distinction des mains de Sophie Perreault, directrice générale des Éleveurs, de Louis-Philippe Roy, président des Éleveurs, ainsi que Vincent Gagnon, représentant d'Énergir, partenaire du prix.

La famille a reçu cette reconnaissance avec humilité. « C'est un honneur d'être ici et de représenter le Québec sur les tables d'ici et d'ailleurs », a déclaré Carole Marcoux au nom de son conjoint et de leur quatre enfants. « Le porc, c'est des rassemblements, ça fait partie de nos familles. On fait le produit qu'on veut manger. Et si ce n'était pas par passion, on ne serait pas là », a ajouté Mme Marcoux, remerciant ses enfants et soulignant l'importance de soutenir la relève.

Les deux trophées sont des œuvres de l'artiste Michel Pontbriand, alliant bronze et serpentine, deux métaux du Québec, en un symbole à la fois ancré dans les racines et porteur d'unités. Le prix Gordon-Thomson se distingue par sa teinte verte, qui évoque l'identité des Éleveurs, l'enracinement au territoire et le vivant, tandis que le prix Jeannine-Bourque se pare de bleu, symbole de force, de stabilité et de tout ce que l'organisation a bâti au cours des 60 dernières années.



Un toast aux 60 prochaines années

Pour clore la soirée, Hélène Bourgeois Leclerc a invité tous les convives à lever leur verre en l'honneur des 60 ans des Éleveurs de porcs du Québec. « Ce que je retiens de cette soirée, c'est que vous faites preuve d'une solidarité incroyable et que l'avenir repose sur le collectif », a conclu l'animatrice. La soirée s'est terminée sur une vidéo invitant les éleveurs et les éleveuses à exprimer leurs souhaits pour les 60 prochaines années, avant que la musique ne prenne le relais et n'invite les convives à la danse. ■

Martin Archambault, journaliste pigiste martinarchambo@gmail.com

La mise en marché : négocier, accompagner, surveiller

La mise en marché des Éleveurs de porcs du Québec, c'est une étendue de services et d'outils en soutien aux éleveuses et aux éleveurs et à la défense de leurs intérêts.



Cet incontournable champ d'activité des Éleveurs repose sur le Service de la mise en marché – Affaires juridiques et le Service des opérations, deux entités qui, regroupées sous l'étendard de la mise en marché, travaillent côte à côte afin d'obtenir les meilleures conditions pour la vente des porcs, de bien accompagner leurs membres et d'assurer une vigie des règles fixées par la Convention de mise en marché des porcs.

Il est difficile de résumer l'ensemble de tous les services sous les auspices de la mise en marché, tellement ils sont nombreux et spécialisés. On pourrait se risquer en disant que la mise en marché comporte deux grands champs d'action.

Le premier englobe tout l'aspect règlementaire de la mise en marché en plus de son développement. « On parle ici de la négociation de la Convention de mise en marché des porcs et de la surveillance quant à son application ainsi qu'à celle du Plan conjoint des producteurs de porcs du Québec et de la réglementation. Il est aussi question de la gestion des litiges et des affaires juridiques en général. Par ailleurs, le développement de la mise en marché, avec le comité de mise en marché – Finisseurs et les discussions tenues avec les acheteurs, par le biais du comité de travail de la Convention, constitue un autre volet du mandat à réaliser », précise Claudine Lussier, directrice du Service de la mise en marché – Affaires juridiques, pour tracer les grandes lignes de ce que représente l'étendue des dossiers liés au Service de la mise en marché.

Le deuxième champ d'action concerne l'application de la Convention et des règlements au quotidien de même que l'accompagnement des entreprises vis-à-vis leur respect. Il s'agit de faire non seulement un suivi auprès des éleveuses et des éleveurs, mais aussi auprès des acheteurs.

« Le Service des opérations de la mise en marché joue un rôle clef dans l'accompagnement des éleveuses et des éleveurs, particulièrement dans le contexte actuel, marqué par une transformation majeure de l'environnement d'affaires. Nous créons un lien direct entre les éleveuses et les éleveurs et les abattoirs et offrons ainsi un accompagnement en lien avec la Convention, soit par exemple, à l'égard des ententes particulières, des déclarations d'entrées de porcelets en finition, des porcs en attente et des réclamations. Nous assurons aussi la surveillance des normes d'abattage et la compilation de données pour que les éleveuses et les éleveurs soient payés à la hauteur de ce qui est prévu », explique pour sa part François Roberge, directeur du Service des opérations de la mise en marché.

Des services de la mise en marché et des opérations soudés

Bref, le Service de la mise en marché – Affaires juridiques et le Service des opérations de la mise en marché travaillent en étroite collaboration pour les mêmes objectifs, soit d'assurer le bon fonctionnement et le développement de la mise en marché des porcs grâce, notamment, au Comité de mise en marché-Finisseurs, à qui appartient la responsabilité d'élaborer tout projet de mise en vente en commun des porcs d'abattage ainsi que tout mécanisme de fixation de prix des porcs.

Ces services s'assurent également de l'application conforme de la Convention de mise en marché des porcs et du Règlement sur la production et la mise en marché des porcs. Ce mandat est réalisé, notamment, par le suivi de la production, du transport et des opérations d'abattage, le soutien et l'accompagnement ainsi que par les interventions juridiques, le cas échéant, tant auprès des éleveuses que des éleveurs.



Le Service de la mise en marché: 1ère rangée de gauche à droite: Viviane Nantel, Sophie Trépanier, Sylvie Tremblay, Angelice Tejada, Guylaine Gagné, Mélisa Bahl, Isabelle Moreau. 2e rangée de gauche à droite: Lyne Lachance, Lynda Favreau, Annie Lafrance, Hristina Bayiha, Evelyn Avila, Annik Lefebvre, Mikaël St-Pierre, Maxime Lacharité, François Roberge.

Quelques services offerts par les Opérations de la mise en marché

Par le biais de son service à la clientèle de la mise en marché, lequel est constitué de de treize personnes, les éleveuses et les éleveurs bénéficient d'une panoplie de services :

- Gestion des ententes particulières, des assignations, des mouvements.
- Gestion de l'écoulement des porcs et de l'application des grilles de classement.
- Traitement des données servant au paiement des porcs.
- Traitement des réclamations auprès des acheteurs.
- Traitement des déclarations d'entrées de porcelets en atelier de finition.
- Opérationnalisation de programmes, tels que le Service de gestion du risque du marché (SGRM), du programme de traçabilité et des programmes PorcSALUBRITÉ et PorcBIEN-ÊTRE.
- Surveillance de l'application adéquate des normes d'abattage.
- Gestion des porcs en surplus.

Adaptation du travail

L'équipe des Opérations de la mise en marché doit continuellement s'adapter dans ses façons de faire selon l'environnement d'affaires qui est en constante mutation.

« Une importante responsabilité s'est ajoutée, depuis quatre ans, avec tout ce qui concerne la gestion des porcs en surplus. Il s'agit de la vente des animaux vivants en surplus de la capacité d'abattage des abattoirs. On doit trouver un abattoir où les faire abattre au meilleur prix. Quant on peut le faire au Québec, on le fait, sinon on doit gérer les détournements vers l'Ontario ou les États-Unis aux meilleures conditions qu'il est possible d'obtenir. Ce n'est pas toujours simple », indique François Roberge.

Soutien aux membres

Le Service des opérations de la mise en marché veille par ailleurs à assurer le développement et l'excellence du service de soutien grâce à l'amélioration des pratiques du service à la clientèle de la mise en marché, qui représente la porte d'entrée des entreprises porcines. « En plus de traiter un nombre important de demandes par téléphone et par courriel sur divers sujets, l'équipe du service à la clientèle contribue grandement aux opérations inhérentes à l'écoulement des porcs et à la gestion des surplus, souligne François Roberge. Par sa proximité avec les éleveuses et les éleveurs et sa connaissance profonde des opérations liées aux divers mécanismes de la mise en marché, le personnel dédié au service aux membres contribue à la pérennité des entreprises porcines. D'ailleurs, notre accompagnement a changé au fil du temps. Il est important pour le service à la clientèle de la mise en marché de demeurer flexible et de s'adapter à la réalité et aux besoins des éleveuses et des éleveurs. »

Une équipe engagée au service de ses membres

Voici l'équipe derrière la mise en marché :

- **Claudine Lussier**, directrice de la Mise en marché - Affaires juridiques
- **François Roberge**, directeur des Opérations de la Mise en marché
- **Jean-François Proulx**, directeur des normes d'abattage
- **Isabelle Moreau**, secrétaire de direction
- **Sylvie Tremblay**, coordonnatrice du service à la clientèle et son équipe :
- **Hristina Bayiha**, agente aux opérations
- **Evelyn Avila**, technicienne aux opérations
- **Mélisa Bahl**, commis aux opérations
- **Lynda Favreau**, technicienne aux opérations
- **Guylaine Gagné**, technicienne aux opérations
- **Lyne Lachance**, technicienne aux opérations
- **Maxime Lacharité**, technicien aux opérations
- **Annik Lefebvre**, technicienne aux opérations
- **Viviane Nantel**, commis aux opérations
- **Mikaël St-Pierre**, technicien aux opérations
- **Sophie Trépanier**, technicienne aux opérations ■

Martin Archambault, journaliste pigiste martinarchambo@gmail.com

Fermes Rudbeckie en constante floraison

Ses parents ont fondé l'entreprise, il y a 30 ans, alors qu'ils allaient avoir leur premier enfant. Anthony Côté, le deuxième de la famille, gère à son tour une transition dans la production avec un bébé de quatre semaines dans les bras. Portrait d'un jeune éleveur hyperactif qui a besoin de toucher à beaucoup de choses en même temps.



Un des bâtiments des Fermes Rudbeckie en Chaudière-Appalaches.

Patrick Côté et Joanne LaBranche ont créé leur ferme familiale en 1994, seulement à quelques semaines avant l'arrivée de l'aîné de la famille, Philippe. Anthony, le deuxième d'une famille de trois enfants, est né deux ans plus tard. Il est le premier a avoir joint l'entreprise familiale.

« Quand mes parents ont fait construire le deuxième poulailler, en 2017, ainsi que le kiosque fermier, ils souhaitaient choisir un nom pour regrouper les entreprises. Ils voulaient faire un clin d'œil, en quelque sorte, à la municipalité de quelque 400 habitants, dont l'emblème est la rudbeckie », raconte Anthony Côté pour illustrer l'origine du nom de l'entreprise.

« L'aventure des Fermes Rudbeckie est née de notre goût pour l'entrepreneuriat et d'un besoin profond d'offrir à nos enfants un mode de vie plus ancré, près de nos valeurs, expliquent plus en détail Patrick et Joanne sur le site Internet des Fermes Rudbeckie Farms. Nous avons acquis notre ferme porcine dans le 13e rang de Kinnear's Mills en Chaudière-Appalaches. Au fil des ans, nous avons diversifié nos productions en y ajoutant les œufs de consommation, la culture du panic érigé et plus récemment l'acériculture. »



Anthony, Patrick, Joanne et Justin sont fiers de l'ajout du kiosque fermier où l'ensemble de leurs produits sont mis en valeur.

Un kiosque fermier valorisant les produits

Les Fermes Rudbeckie sont aussi fières de la mise sur pied de leur kiosque fermier, dont l'ouverture a été soulignée en 2023. À la ferme, comme en ligne, les consommateurs et les consommatrices peuvent ainsi se procurer des produits transformés de leurs productions agricoles.

« Comme nous produisons un porc Certified Humane, élevé dans des conditions spécifiques, c'est une plus-value pour notre kiosque. Le porc revient de l'abattoir en carcasse et notre boucher se charge de sa découpe. Nous avons aussi des cuisiniers pour préparer les mets. On débite environ 400 porcs pour le kiosque, ce n'est pas mal! », fait valoir le jeune éleveur, qui compte poursuivre le développement du kiosque fermier.

Vers des porcs de niche

« La volonté du changement de modèle d'affaires s'est manifestée en 2016, alors que les Côté-LaBranche ont décidé de passer d'une production conventionnelle à un porc de niche, élevé sans antibiotiques et nourri de grains végétaux. Le cheptel est resté le même à 250 truies.

Trois ans plus tard, soit en 2019, Anthony devenait la première relève à se joindre aux Fermes Rudbeckie. « En 2016, j'étais parti étudier en agriculture au Campus McDonald de l'Université McGill. Comme les besoins devenaient plus criants, je suis revenu et mes parents m'ont confié la ferme porcine. C'est devenu mon bébé! », a lancé Anthony Côté.

Bien entendu, avant d'être allé étudier en agriculture, Anthony avait déjà vécu pleinement sur la ferme, un environnement où il se sent bien. « J'ai toujours été attiré par les animaux, par la relation avec l'animal, le cochon en l'occurrence. C'est un animal intelligent avec lequel on peut avoir de l'interaction », témoigne-t-il.





La décision de changer de type d'élevage a nécessité d'importantes rénovations des bâtiments.

Attiré par la gestion

Au delà de la relation avec les animaux, le jeune éleveur était aussi intéressé par tout ce qui entoure la production porcine. « C'est une production où on peut toucher à plusieurs aspects de la gestion et de la régie d'élevage. Ça m'allume. Ça fait près de sept ans que je suis impliqué et j'en apprends encore. Ça me stimule. J'ai besoin de toucher à plusieurs choses en même temps », raconte-t-il.

Il est bien servi avec l'arrivée récente de son dernier bébé de quatre semaines, qui rejoint le cocon familial, composé de deux autres jeunes enfants d'un an et de trois ans. Sa conjointe, qui de son côté exploite sa propre pratique privée en neuropsychologie, sera bien sûr là pour voir avec lui aux besoins de la jeune famille.

Anthony est actionnaire des Fermes Rudbeckie Farms avec ses parents et son frère cadet, Justin, âgé de 27 ans, qui a joint l'entreprise en 2021.

Responsable des porcs

Anthony est celui qui est responsable de la ferme porcine. Le défi est grand, car depuis l'an dernier, il doit consolider la modernisation entreprise en 2025 qui a permis de passer de l'élevage sans antibiotiques vers la certification Certified Humane. Cette certification établie des normes pour un élevage sans cages et exempt d'antibiotiques. L'entreprise est toujours sous entente avec du Breton à qui les Fermes Rudbeckie se sont engagées à vendre 6 000 porcs annuellement.

« On s'était fait approcher par du Breton en raison de notre volume, de notre bonne gestion et de notre secteur. Ce n'est pas tout le monde qui peut faire du sans antibiotiques dans le porc en Chaudière-Appalaches. C'est plus difficile. On n'est pas complètement isolé, mais notre secteur nous permettait de le faire, et surtout, de bien le faire. Dès qu'on a procédé à la transition, on a constaté de grandes améliorations en matière de santé pour notre ferme, contrairement à ce qui aurait dû se passer. En temps normal, dans le cas d'une transition, on s'attend a une augmentation des problèmes reliés aux maladies en réduisant les antibiotiques », explique Anthony Côté.

« Ça fait près de **sept ans** que je suis impliqué et j'en apprends encore. **Ça me stimule.** J'ai besoin de toucher à plusieurs choses en même temps [...] »

– Anthony Côté

De sans antibiotiques à Certified Humane

Les cahiers des charges sont différents pour l'élevage sans antibiotiques et pour la certification Certified Humane. « Il y a plusieurs types de programmes du genre, explique l'éleveur. Nous, nous sommes sans antibiotiques, Certified Humane. Nous sommes de plus certifiés Global Animal Partnership (GAP), un concept axé sur le bien-être animal. En gros, ça se traduit par davantage d'espace pour l'animal, soit près du double, comparativement au conventionnel. Les porcs doivent toujours être élevés sur une litière, incluant les truies, les porcelets et les porcs en engraissement. Pour le Certified Humane, les animaux ne sortent pas dehors et la moulée ne doit pas être nécessairement certifiée biologique, voilà les grandes différences par rapport au porc biologique. »

Que représente la charge de travail comparativement au porc conventionnel? « C'est très différent! Ça peut paraître plus exigeant parce qu'il faut gérer la litière. J'ai dû d'ailleurs engager un travailleur de plus. J'ai donc deux employés à mes côtés. Par contre, le reste des tâches de la ferme est moindre maintenant parce que j'ai tout rénové et automatisé le bâtiment lors de la modernisation. J'ai notamment ajouté des contrôles comme pour l'entrée d'air que je ne suis plus obligé de gérer manuellement. La gestion de la litière augmente un peu le travail, mais, d'un autre côté, je gère les cochons en grands groupes, notamment dans une grande chambre d'environ 700 porcs, et non dans des parcs, ce qui permet de faciliter les transferts et la gestion des animaux. »

Les porcs de la certification Certified Humane doivent toujours être élevés sur une litière.

« Mon entrée au syndicat m'a permis de sortir de mon isolement en quelque sorte. J'ai pu me familiariser avec les structures et le fonctionnement de l'industrie porcine au Québec. »

— Anthony Côté



Un père heureux avec deux de ses trois enfants, Pénélope et Charlotte.

Dans le contexte de la transition vers le porc Certified Humane, les Fermes Rudbeckie ont dû faire des investissements considérables pour la mise à jour de leurs bâtiments. Ils ont modifié la ferme de A à Z. D'autres investissements sont aussi à prévoir pour le développement du kiosque fermier (voir l'encadré), un ajout à l'entreprise qui représente un beau défi supplémentaire pour la famille Côté-LaBranche. Bref, ce n'est pas les projets et le travail qui manquent pour le moment! Anthony Côté ne retournerait pas en arrière et, même si ses enfants sont encore jeunes, il regarde l'avenir avec optimisme, pour lui comme pour eux.

Engagé dans la vie associative

Malgré son emploi du temps rempli par son travail à la ferme porcine et par ses jeunes enfants, Anthony Côté trouve l'occasion de s'impliquer au sein de son syndicat régional, les Éleveurs de porcs des Deux Rives, en y occupant le siège de deuxième vice-président depuis un an.

Il s'est initié à la vie associative, il y a sept ans, en acceptant l'invitation de se joindre au syndicat à titre d'observateur de la relève. « Je venais de remporter le prix Audrey-Lehoux, prix décerné à une relève prometteuse par les Éleveurs de porcs des Deux Rives », explique-t-il.

Attiré par la curiosité du poste d'observateur et le fonctionnement d'un syndicat régional des Éleveurs de porcs du Québec, le jeune éleveur faisait donc ainsi son entrée pour devenir administrateur à la suite de son expérience concluante.

Il y a vite constaté que les défis et les enjeux étaient grands. « Mon entrée au syndicat m'a permis de sortir de mon isolement en quelque sorte. J'ai pu me familiariser avec les structures et le fonctionnement de l'industrie porcine au Québec. J'ai pu connaître des intervenants et d'autres éleveurs. J'ai été en mesure de voir l'importance de la gestion des dossiers, notamment celui de la Covid-19 qui venait de frapper l'industrie. J'ai pu apprendre beaucoup sur la gestion de cette crise et sur la gestion en générale, en collaborant avec tous et en voyant tout le monde se serrer les coudes », se souvient-il.

Son père a aussi déjà été impliqué au sein du syndicat. Anthony compte poursuivre son engagement, surtout à l'aube d'un important dossier. « À l'heure du renouvellement de la Convention de mise en marché des porcs, il y aura du travail à faire. » ■

Centre des congrès de Québec

8-9 décembre 2026

LE PORC SHOW

CONFÉRENCES • EXPO • FESTIVITÉS
CONFERENCES • EXHIBITION • CELEBRATIONS

Une filière en constante innovation

Tarif préférentiel pour les éleveurs

Ouverture des inscriptions en septembre.

Soyez à l'affût!

Pour ne rien manquer, inscrivez-vous à notre infolettre

L'événement du secteur porcin présenté par

AQINAC
Association québécoise des industries de nutrition animale et céréalière

Les Éleveurs de porcs du Québec

Bruno Bélanger, agr., copropriétaire de Sitos consultants en gestion agricole bbelanger@sitos.ca

RETOUR SUR LA JOURNÉE GROUPE ÉVOLU-PORC :

Une journée riche en réflexion, en échange et en inspiration



Après le succès des éditions précédentes, la Journée Groupe Évolu-Porc, organisée par Sitos consultants en gestion agricole, tenue le 24 avril dernier au Centre Caztel de Sainte-Marie de Beauce, a une fois de plus rassemblé des producteurs, des intervenants et des partenaires du milieu porcin autour d'une programmation solide et actuelle. Près de 200 personnes y ont assisté, dont environ 60 % était composé de producteurs de porcs. Sous le thème « *Le secteur porcin en évolution : enjeux, performance et gestion entrepreneuriale* », cette journée de conférences illustrait parfaitement les réalités auxquelles font face les entreprises porcines d'aujourd'hui et de demain.

Cet évènement, qui se tient depuis plus de 30 ans, demeure un rendez-vous incontournable pour réfléchir à l'avenir de la production porcine, partager des expériences de terrain et nourrir l'innovation au sein des entreprises agricoles.

La journée combinait conférences inspirantes et kiosques de fournisseurs, offrant aux participants un équilibre apprécié entre contenu technique, réflexion stratégique et réseautage. Les conférences, animées par des experts reconnus et des producteurs engagés, ont abordé des enjeux majeurs allant de la conformité règlementaire à la performance technico-économique, en passant par la diversification, le leadership et le courage d'innover.

BEA 2029 : un échéancier qui se rapproche rapidement

La première conférence, intitulée « BEA : 2029 arrive à grands pas : serez-vous prêt ? », était présentée par M. Sébastien Turcotte, agronome au CDPQ. Un sujet bien connu des producteurs, mais dont l'urgence ne cesse de croître. À l'approche de l'échéance du 1er juillet 2029, les rénovations des maternités et l'adaptation aux exigences du Bien-être animal deviennent un enjeu incontournable.

Cette présentation a permis de rappeler les exigences à venir, de faire le point sur les défis techniques et financiers, tout en invitant les producteurs à réfléchir, dès maintenant aux actions concrètes, à poser afin d'être prêts à temps. Une conférence qui a mis de l'avant l'importance de la planification et de l'anticipation dans un contexte règlementaire en constante évolution.

Se comparer pour mieux progresser

La deuxième conférence, présentée par Mme Shanon Simard, agronome chez Sitos, abordait un thème tout aussi essentiel : la performance des élevages en 2025. Bien gérer son entreprise, c'est d'abord bien connaître ses chiffres. Mais c'est surtout en se comparant à d'autres élevages qu'il devient possible de réellement comprendre où l'on se situe… et où l'on peut s'améliorer.

Cette présentation a mis en lumière l'importance des données, des indicateurs de performance et de l'analyse comparative comme leviers de prise de décision. Un rappel clair que la gestion moderne passe par une lecture fine et objective de ses résultats.

Les grands enjeux du secteur porcin québécois

La troisième conférence était assurée par M. Louis-Philippe Roy, copropriétaire de la Ferme Les Cochons du Roy inc. et président des Éleveurs de Porcs du Québec. Dans un contexte où les dossiers majeurs s'accumulent, M. Roy a offert un tour d'horizon des enjeux structurants qui auront un impact direct sur la production porcine au Québec.

Écoulement des porcs en surplus, dossiers légaux, négociation de la nouvelle convention : autant de sujets qui ont été abordés. Il a également pris le temps de partager sa vision personnelle de la production porcine tournée vers l'avenir.

La diversification comme moteur de résilience

La quatrième conférence plongeait au cœur d'un modèle d'affaires audacieux et inspirant. À la ferme Rudbeckie, la diversification n'est pas un simple complément : elle est au cœur des décisions.

Production porcine Certified Humane, pondoir de poules en liberté, l'érablière biologique de 4 000 entailles, culture du panic érigé et mise en marché directe grâce à un kiosque fermier : l'entreprise a su multiplier les créneaux avec cohérence.

M. Patrick Côté, Mme Joanne Labranche et leurs fils, Anthony et Justin ont partagé leur parcours entrepreneurial, les choix parfois exigeants qui ont façonné l'entreprise, ainsi que les leçons tirées d'une stratégie de diversification pleinement assumée.

Oser penser et faire autrement

Pour conclure cette journée, Mme Annick Trépanier, titulaire d'une maîtrise en gestion des organisations et riche d'une formation internationale en leadership, a offert une conférence rassembleuse et énergisante, axée sur le thème du courage et du changement. « Pour faire autrement, il faut d'abord penser autrement » : un message qui a résonné auprès des participants.

Elle a rappelé que l'humain aime sa zone de confort — ou à défaut, sa zone d'inconfort connu — et que découvrir de nouvelles avenues demande du courage : celui de renoncer à certaines habitudes, de s'améliorer et de choisir consciemment ses opportunités d'évolution.

Elle a aussi mis de l'avant la synergie intergénérationnelle comme puissant levier d'innovation, d'apprentissage et de sens.

Une journée rendue possible grâce aux partenaires du milieu

Au-delà de la richesse des conférences, le succès de la Journée Groupe Évolu-Porc repose aussi sur l'engagement précieux des partenaires et fournisseurs présents sur place. 24 entreprises œuvrant dans le secteur étaient présentes. Leurs kiosques ont permis aux participants d'échanger directement avec des experts, de découvrir des solutions concrètes adaptées aux réalités des élevages et de s'informer sur les innovations disponibles pour soutenir la performance, le bien-être animal et la durabilité des entreprises.



L'espace kiosques a offert un lieu propice aux discussions, aux découvertes et au partage d'expertise.

Données 2025

	Moyenne du Groupe Évolu-Porc	25 % supérieurs
Taux de mise-bas	83,43	86,79
Nés totaux	15,77	16,27
Mortalité naissance sevrage	21,61	18,06
Sevrés/portée	12,28	13,13
Productivité par truie saillie	28,94	31,93
Rotation (portée/année)	2,36	2,43
Nbr de porc vendus par truies inv.	23,25	26,91
Poids carcasse	114,89	117,70
Indice	113,38	113,54
KPPI	3 033	3 594

Ces moments de discussion témoignent de l'importance d'une collaboration étroite entre producteurs, conseillers et fournisseurs pour faire évoluer le secteur porcin. En créant un espace propice aux échanges, à la réflexion et au partage de connaissances, la Journée Groupe Évolu-Porc continue de jouer un rôle clé dans le dynamisme et l'avancement de la production porcine québécoise.

Pour les personnes qui n'ont pas eu la chance d'assister à la Journée Groupe Évolu-Porc du 24 avril dernier, un code QR est mis à votre disposition afin de donner accès au cahier des conférences ainsi qu'à diverses informations complémentaires présentées lors de l'évènement. Une belle façon de prolonger les réflexions amorcées durant la journée et de rester informé des contenus partagés.

Les organisateurs donnent d'ores et déjà rendez-vous aux producteurs et partenaires du milieu : la prochaine édition de la Journée du Groupe Évolu Porc aura lieu le 23 avril 2027. Une date à inscrire dès maintenant à l'agenda pour ne pas manquer ce rendez-vous incontournable du secteur porcin.

Pour consulter le cahier des conférences présentées lors de la journée, balayez le code QR. ■

Gabriela Silva-Guerra, agente de communication du Centre de recherche en infectiologie porcine et avicole (CRIPA)
gabriela.silvaguerra@umontreal.ca
Luiene Moura Rocha, Ph. D. - Conseillère à l'Innovation & RDT lmourarocha@leseleveursdeporcs.quebec

Une recherche ancrée dans le terrain, portée par la collaboration

Dans le cadre du symposium soulignant les 20 ans du CRIPA, Raphaël Bertinotti, directeur du service Santé, Qualité, Recherche & Développement des Éleveurs de porcs du Québec (EPQ), a été invité à présenter les priorités de recherche du secteur porcin. Il y a notamment mis en lumière l'importance d'une recherche ancrée dans le terrain et de la co-construction des projets pour maintenir la compétitivité de la filière.



Cette invitation reflète la collaboration étroite établie depuis 2019 entre les EPQ et le Centre de recherche en infectiologie porcine et avicole (CRIPA). Ce partenariat vise à renforcer la lutte contre les maladies infectieuses, en coordonnant les expertises québécoises et en maximisant l'impact des efforts de recherche.

Les travaux du CRIPA soutiennent les éleveurs dans l'adoption de pratiques favorisant l'usage judicieux des antibiotiques. Ils contribuent également à approfondir la compréhension des interactions entre l'hôte et les agents infectieux, ainsi que des mécanismes pathogéniques des maladies prioritaires pour le secteur.

Les retombées de cette collaboration se traduisent par des avancées scientifiques concrètes, comme les travaux du professeur Matheus Costa sur une nouvelle bêta-défensine porcine issue du partenariat EPQ–CRIPA. Ce type de travaux illustre bien la capacité de cette alliance à générer des connaissances, ainsi qu'à former du personnel hautement qualifié.

Ce rendez-vous

permet de faire le point sur les avancées en infectiologie porcine et avicole, mais aussi de renforcer les liens entre chercheurs et acteurs de terrain [...]

Le Symposium du CRIPA célèbre ses 20 ans avec un rendez-vous d'envergure internationale

Les 1er et 2 avril 2026, le Centre de recherche en infectiologie porcine et avicole (CRIPA) a tenu son Symposium à Longueuil, marquant une édition toute spéciale à l'occasion de son 20e anniversaire. L'événement a réuni plus de 140 participants issus des milieux scientifique, universitaire et professionnel.

Ce rendez-vous permet de faire le point sur les avancées en infectiologie porcine et avicole, mais aussi de renforcer les liens entre chercheurs et acteurs de terrain avec des conférences nationales et internationales de haut niveau et la présentation de projets directement liés aux enjeux actuels des producteurs.

Trois conférenciers principaux ont marqué cette édition :

- Le professeur **Dirk Werling** (Royal Veterinary College, Royaume-Uni) avec la conférence *"The use of organ platforms for refinement and reduction of in vivo experiments"*
- Le professeur **Hiep Vu** (University of Nebraska–Lincoln, États-Unis) avec *"Lipid nanoparticle–encapsulated DNA vaccines for Influenza viruses"*
- La professeure **Margie D. Lee** (Virginia-Maryland College of Veterinary Medicine, États-Unis) avec *"Peeling back the many layers of competitive exclusion"*



De gauche à droite : Charles Dozois (INRS), Margie D. Lee (Virginia Tech), Marie-Lou Gaucher (U. de Montréal), Alain Marchand (IRSST), Jacques Cloutier (FPOQ), Hiep Vu (U. of Nebraska-Lincoln) et Mariela Segura (U. de Montréal)



De gauche à droite : Matheus Costa (U. of Saskatchewan), Luiene Moura Rocha, Raphaël Bertinotti (EPQ), Mariela Segura (U. de Montréal), Laurence Maignel et Lucie Galiot (CDPQ)

Une programmation riche et collaborative

En plus des conférences principales, le Symposium a mis en lumière plusieurs projets de recherche et collaborations stratégiques :

- Les priorités de recherche et développement de l'Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en Sécurité du travail (IRSST), présentées par le Dr Alain Marchand, Directeur scientifique, Direction de la recherche de l'IRSST
- Les résultats du portfolio IRSST–CRIPA sur les risques professionnels liés aux stratégies de refroidissement en élevages porcins et avicoles, présentés par la professeure Caroline Duchaine de l'Université Laval
- Les priorités de la Fédération des producteurs d'œufs du Québec (FPOQ), présentées par M. Jacques Cloutier, Producteur et Administrateur de la FPOQ
- Les résultats du portfolio FPOQ–CRIPA sur les stratégies de décontamination des systèmes de cages enrichies en production avicole, présentés par la professeure Marie-Lou Gaucher de l'Université de Montréal
- Les priorités des Éleveurs de porcs du Québec (EPQ), présentées par M. Raphaël Bertinotti, Directeur – Santé, Qualité et Recherche & Développement des EPQ
- Les résultats du projet EPQ–CRIPA sur une nouvelle bêta-défensine porcine, présentés par le professeur Matheus Costa de University of Saskatchewan

→

Six prix ont également été remis aux étudiantes et étudiants qui se sont démarqués par leur présentation orale ou leur affiche.

Prix de la meilleure conférence

- Nicolas Deslauriers, étudiant Postdoc, Université Laval Directeur(trice)s de recherche : Antony Vincent (U. Laval) et Martine Boulianne (U. de Montréal) *Comparative genomic analysis highlights diversity among Enterococcus cecorum isolates from broiler chickens in Quebec, Canada*



- Camille Ou, étudiante PhD, Université de Montréal Directeur(trice)s de recherche : France Daigle (U. de Montréal) et Charles Dozois (INRS) *The regulation of curli in Salmonella enterica serovar Typhi is riddled with polymorphisms*



- Tylor Pereira, étudiant MSc, INRS-Centre Armand-Frappier Santé Biotechnologie Directeur(trice)s de recherche : Charles Dozois (INRS) et France Daigle (U. de Montréal) *Cross-Regulation of Type 1 and P-like Fimbriae in Extraintestinal Pathogenic Escherichia coli Drives Pathogenesis in Humans and Poultry*



Prix de la meilleure affiche

- Christina Bouchard, étudiante MSc, Université Laval Directeur de recherche : Paul George (U. Laval) *Does the organic status impact air quality, microbial communities, and antimicrobial resistance genes in egg farms?*



- Julie Bourdon, étudiante PhD, Université Laval Directrice de recherche : Marie-Pierre Létourneau-Montminy (U. Laval) *Reducing dietary calcium is a key component to reduce phosphate in broilers while reducing footpad dermatitis without modifying growth*



- Armelle Tchoumi Nérée, étudiante Postdoc Université de Montréal Directeurs de recherche : Younès Chorfi (U. de Montréal) et Mircea Alexandru Mateescu (UQAM) *Metal-based nanomaterials: innovative antimicrobial strategies against enterotoxigenic Escherichia coli F4 in swine production systems.*



Au-delà de cet événement, le CRIPA joue un rôle clé dans le développement et le transfert de connaissances utiles pour la filière porcine québécoise.

Sa mission est d'améliorer le contrôle des maladies infectieuses tout en tenant compte des réalités économiques, du bien-être animal, de la salubrité des aliments et de la santé des travailleurs. Grâce à un réseau de plus de 125 chercheurs et de nombreuses collaborations avec l'industrie, le CRIPA contribue à développer des solutions concrètes et applicables en élevage.

Pour les producteurs, cela se traduit par :

- une meilleure compréhension des maladies et des moyens de prévention;
- des pratiques de biosécurité optimisées;
- des stratégies pour une utilisation judicieuse des antimicrobiens;
- un soutien à l'amélioration du bien-être animal et de la performance des élevages.

Le CRIPA mise également sur le transfert des connaissances en proposant des outils accessibles et adaptés aux réalités du terrain. Sa plateforme destinée aux éleveurs regroupe des contenus vulgarisés telles que des vidéos, des fiches pratiques et des formations permettant de rester à jour sur les meilleures pratiques. Consultez la plateforme via le code QR. *www.cripaeleveurs.quebec* ■

L’essentiel en recherche et développement pour passer à l’action

InnovaPorQ

Outiller les éleveurs et les éleveuses pour un avenir **prospère**, **durable** et empreint de **fierté**!



Dans un contexte de transformation constante de la filière porcine, l’innovation représente un levier essentiel pour relever les défis techniques, économiques, environnementaux et sociétaux auxquels les éleveuses et éleveurs sont confrontés. C’est dans cette optique que nous lançons InnovaPorQ, une nouvelle rubrique du magazine *Porc Québec* dédiée à la vulgarisation des travaux de recherche et développement (R&D), avec un objectif clair : rendre la science accessible et applicable à la ferme.

Pensée comme un véritable pont entre le monde scientifique et le terrain, la section InnovaPorQ vise à traduire les résultats de recherche en outils concrets et en solutions pratiques pour tous nos membres. Le contenu sera développé en collaboration avec des professionnels et professionnelles de tous les maillons de la filière, afin d’assurer la pertinence, la crédibilité et l’applicabilité des informations partagées.

Au cœur de cette initiative se trouve une vision claire : favoriser un transfert bidirectionnel des connaissances, où la recherche nourrit les pratiques d’élevage, et où les réalités du terrain enrichissent les orientations.

Au-delà de la diffusion d’articles vulgarisés, InnovaPorQ se veut aussi un espace d’échanges. Vous serez invités à poser vos questions, partager vos expériences et exprimer vos besoins. Et ça commence dès maintenant! Que pensez-vous de cette initiative?

Quel sujet souhaitez-vous retrouver dans une prochaine édition de *Porc Québec*? Faites-nous part de vos suggestions à *innovaporq@leseleveursdeporcs.quebec* ou balayez ce code QR.

Luiene Moura Rocha, M.Sc., Ph.D. - Conseillère à l'Innovation & RDT - Experte en physiologie du stress, bien-être animal, et qualité de la viande porcine

Article publié dans la section InnovaPorQ : l'essentiel de la R&D pour passer à l'action

Caudophagie et coupe de la queue : concilier le bien-être et les pratiques d'élevage

La caudophagie demeure un défi majeur en production porcine, touchant à la fois le bien-être animal et la rentabilité des élevages. Bien que la coupe de la queue soit de plus en plus remise en question, son utilisation ne traduit pas un manque de volonté d'améliorer les pratiques, mais reflète plutôt la complexité de ce comportement et la nécessité d'une approche globale pour le prévenir.

À ce jour, la caudectomie (la coupe de la queue) demeure la mesure la plus largement utilisée en élevage porcin commercial pour limiter la gravité des lésions associées aux morsures. Ce type de comportement n'est d'ailleurs pas propre aux porcs : des enjeux similaires existent chez les poules pondeuses, où l'épointage du bec est utilisé pour limiter les problèmes de picage et de cannibalisme. L'expérience européenne est riche d'enseignements. Malgré une réglementation en place depuis 2008 interdisant la coupe de la queue comme mesure préventive systématique, une étude récente menée sur 15 000 porcs entre 2024 et 2025 en Italie, aux Pays-Bas et en Espagne montre que 88,1 % des animaux subissent encore une coupe de la queue (Espagne : 99,4 %, Pays-Bas : 86,5 %, Italie : 78,5 %). Les porcs avec des queues intactes présentent un risque de lésions 4,6 fois plus élevé, et 5,4 % des porcs observés à l'abattoir présentent des blessures. Ces résultats démontrent la complexité du contrôle de la caudophagie et expliquent pourquoi, même avec une volonté de changement, la transition vers des porcs avec des queues intactes nécessite des conditions techniques bien maîtrisées. Sans ces ajustements, l'arrêt de la coupe de la queue pourrait nuire au bien-être en augmentant les blessures et les pertes de performance.



Au Canada, les pratiques de régie sont encadrées par le Code de pratiques pour le soin et la manipulation des porcs, qui priorise le bien-être des animaux. Basé sur des données scientifiques, ce code vise à prévenir l'apparition de blessures et de signes de caudophagie, tout en permettant, lorsque nécessaire, la réalisation de la coupe de la queue selon des protocoles rigoureux, incluant l'utilisation d'analgésiques pour limiter la douleur ainsi que la formation du personnel responsable. Il prévoit également la mise à disposition de matériel d'enrichissement afin de répondre aux besoins comportementaux des animaux.



La caudophagie

est un problème multifactoriel qui nécessite une approche globale.

Comment débute un problème de caudophagie

La caudophagie commence souvent de façon discrète : un porc manipule la queue d'un autre. Ce comportement peut sembler anodin, mais il peut évoluer vers des lésions si la situation persiste.

Dans la majorité des élevages, les bases sont bien maîtrisées : alimentation, santé, bâtiments. Malgré cela, ce type de problème peut apparaître. Cela s'explique par la complexité de ce comportement. Au-delà des conditions mises en place en élevage, les porcs ont des besoins comportementaux et émotionnels qui varient d'un individu à l'autre, comme fouiller, explorer et interagir avec leur environnement. Même lorsque ces besoins sont pris en compte, certains animaux peuvent rediriger leur comportement vers leurs congénères.

On distingue généralement trois profils de morsures :

1. **L'exploration qui dégénère :** le porc commence par mordiller doucement la queue d'un autre porc par curiosité. Ce comportement peut être favorisé par un manque de matériel manipulable ou de stimulation. Si la peau finit par céder et que le sang apparaît, l'excitation du groupe augmente et le comportement devient destructeur.

2. **La morsure agressive (liée à la frustration) :** liée à la compétition pour les ressources (accès limité à l'eau ou à la nourriture). Le porc mord par frustration ou pour chasser un congénère d'une zone convoitée, un comportement souvent amplifié par des densités élevées ou une organisation du parc limitant les possibilités d'évitement.

3. **Le mordeur compulsif :** un individu spécifique développe un comportement obsessionnel. Il ignore souvent les matériaux d'enrichissement pour se concentrer uniquement sur les queues des autres. Ce profil est le plus difficile à gérer car il ne répond pas toujours aux améliorations de l'environnement.

La caudophagie est connue comme indicateur « iceberg » : les lésions visibles ne représentent qu'une petite partie du problème.

Conséquences

Les impacts de la caudophagie sont souvent sous-estimés. Sur le plan sanitaire et du bien-être animal, les morsures causent de la douleur et peuvent évoluer en infections (abcès), parfois profondes et remontant jusqu'à la colonne vertébrale, entraînant boiteries, stress chronique et, dans les cas les plus sévères, la paralysie et des mortalités.

Sur le plan économique, un lot touché subit une baisse de croissance, une dégradation de l'indice de consommation et une hausse des frais vétérinaires. À l'abattoir, les pertes s'accumulent : carcasses trimées, déclassement ou saisies partielles.

Dans des systèmes non adaptés, le passage à des porcs avec des queues intactes peut entraîner une hausse des coûts de production par kg, particulièrement en post-sevrage (+34 %) et, dans une moindre mesure, en engraissement (+7 %), en raison des pertes de performance, de l'augmentation des traitements et des lésions.

Une étude menée sur des élevages ayant progressivement arrêté la coupe de la queue illustre les défis de cette transition. Trois phases ont été observées : une phase avec 100 % de porcs avec coupe de la queue, une phase intermédiaire avec un mélange de porcs coupés et à queues intactes, puis une phase avec 100 % de porcs à queues intactes. Les résultats montrent que la phase intermédiaire est plus stable. En revanche, le passage à 100 % de porcs à queues intactes, sans adaptation du système, entraîne une hausse des lésions, de la mortalité et une baisse des performances.

Prévenir la caudophagie : surveiller, détecter et agir

La caudophagie peut souvent être évitée en agissant sur les facteurs de risque, mais il faut reconnaître qu'elle demeure parfois imprévisible et que sa venue est parfois subite et nécessite une intervention très rapide.

Lorsque la coupe de la queue est utilisée, il est essentiel qu'elle soit réalisée selon les bonnes pratiques, par du personnel formé, et en respectant une longueur adéquate et uniforme. Une coupe trop courte peut entraîner des complications, notamment des infections, des abcès, une sensibilité accrue et, dans certains cas, un risque de prolapsus rectal. À l'inverse, une coupe trop longue peut être moins efficace pour limiter les morsures.

Le tableau ci-dessous sert d'outil de prévention et de détection précoce, en reliant les observations en parc aux actions à mettre en place, tout en reconnaissant qu'il n'existe pas de solution unique pour tous les élevages.

Détecter tôt et agir rapidement

L'observation quotidienne des animaux est un élément clé pour prévenir la caudophagie. Les premiers signes sont souvent discrets : queue basse, agitation, manipulation des queues ou apparition de petites lésions.

Des observations réalisées dans des fermes québécoises, dans le cadre des études des Éleveurs de porcs du Québec en collaboration avec le CDPQ entre 2020 et 2022, ont permis d'évaluer 3 764 porcs de finition répartis dans 14 élevages. Les résultats montrent une prévalence de caudophagie de 1,84 %, dont 1,41 % de cas légers, 0,40 % modérés et 0,03 % sévères.

Ces données confirment que les lésions légères sont les plus fréquentes et constituent le point de départ des cas plus graves. La caudophagie évolue rarement sans avertissement : ce sont les cas non détectés qui s'aggravent. Intervenir tôt permet de limiter la propagation dans le parc, assurer le bien-être des animaux et réduire les pertes.

Identification des facteurs de risque et mesures de prévention de la caudophagie

Facteur de risque	Signes concrets à observer (quoi regarder?)	Actions concrètes (quoi faire?)
Environnement peu stimulant	Queues/oreilles mordillées, porcs qui mordent les équipements, fouissage dans le lisier, perte d'intérêt rapide pour les objets (ignorés après quelques heures/jours), compétition autour du matériel.	Ajouter du matériel manipulable (paille, corde naturelle, jute (burlap), renouveler fréquemment (1-2 fois/jour si possible), changer type ou emplacement pour maintenir l'intérêt, ajouter dans les parcs à risque.
Ambiance (température / air / lumière)	Porcs regroupés (froid) ou couchés espacés (chaleur), halètement, frissons, toux, porcs sales dans zone de repos, baisse d'appétit, lumière inadéquate.	Vérifier et ajuster température selon poids, corriger ventilation, limiter courants d'air sur zone de repos, réduire ammoniac/poussière, assurer zone confortable.
Santé	Boiteries (même légères), porcs isolés, difficulté à se lever, baisse d'appétit, retard de croissance, plaies infectées.	Identifier rapidement, isoler en parc hôpital, traiter les plaies, intervenir précocement, consulter vétérinaire si nécessaire.
Compétition / espace	Bagarres à la mangeoire, porcs qui attendent pour manger, animaux dominés plus maigres (malades ou pas), lésions aux épaules (compétition espace) ou à l'arrière (compétition alimentaire), mauvaise répartition dans le parc.	Augmenter accès à la mangeoire (nombre de places suffisant, largeur des trémies), vérifier débit d'eau, ajuster densité si possible, améliorer organisation du parc pour permettre l'évitement de l'animal mordeur.
Alimentation	Variabilité de poids, porcs maigres, nervosité, ulcères, nécroses oreilles/queue, baisse de performance.	Vérifier la formulation de la moulée (énergie, protéines) en collaboration avec un nutritionniste. Porter une attention particulière aux apports en minéraux (sodium, magnésium) et en acides aminés essentiels (comme le tryptophane). Vérifier également la présence de mycotoxines. Éviter les changements brusques d'aliment et s'assurer que tous les porcs ont un accès adéquat à la mangeoire.
Structure du parc / propreté	Porcs sales, couchés dans le lisier, zones de repos souillées, séparation des zones non respectée, odeurs fortes.	Nettoyer plus fréquemment, améliorer drainage, ajuster pente ou latte, bien séparer zones repos / alimentation / déjection, garder zone de repos sèche (densité).
Génétique / prédisposition	Certains porcs plus actifs, nerveux ou explorateurs, individus qui mordent de façon répétée (mordeur), apparition de cas dans des lignées ou lots similaires.	Identifier et retirer rapidement les porcs mordeurs, éviter de garder ces individus pour la reproduction si possible, adapter la gestion des lots plus à risque (surveillance accrue, enrichissement supplémentaire).

Plan de mitigation : quoi faire en cas d'éclosion ?

Les premières heures sont déterminantes : une fois déclenchée, la caudophagie peut se propager rapidement dans un lot, sous l'effet de la présence de sang et de l'imitation entre animaux.

Le plan est simple : **Identifier → isoler → stabiliser le groupe → soigner**

1. **Identifier :** pour identifier le mordeur, deux méthodes simples peuvent être utilisées :

→ Introduire un objet nouveau dans le parc et observer les porcs pendant quelques minutes. Le mordeur est souvent celui qui ignore rapidement l'objet et continue à manipuler les queues des autres.



→ Appliquer un spray marqueur coloré sur les queues blessées, puis observer après environ 10 minutes quels animaux présentent des traces sur le museau

2. **Isoler :** une fois identifié, le mordeur doit être retiré immédiatement du groupe et placé dans un parc séparé.

3. **Stabiliser :** il est important de stabiliser la situation dans le parc en ajoutant rapidement du matériel manipulable compatible avec le système de gestion du lisier et conforme aux recommandations du programme PorcBIEN-ÊTRE.

En parallèle, il est essentiel d'identifier et de corriger la cause du problème (vérifier l'accès à l'eau, à l'alimentation, la densité et les conditions d'ambiance et ventilation). La densité des parcs est calculée en fonction du poids de sortie des animaux, selon des références scientifiques reconnues. Il est donc important de bien respecter les recommandations du Code de pratiques.

4. **Soigner :** traitez les plaies sans délai pour éviter les infections systémiques selon les recommandations de votre vétérinaire. Au besoin, poser un élastique sur la queue des porcs victimes ou à risque, en vérifiant son bon positionnement et en surveillant le parc dans les heures suivantes. Une action rapide et ciblée permet souvent de reprendre le contrôle de la situation.

D'autres pistes de solution

Le levier génétique constitue une piste prometteuse pour réduire la caudophagie à long terme. Certaines lignées présentent des comportements moins à risque. Sans être une solution immédiate, la sélection génétique, combinée aux ajustements de régie, s'inscrit dans une approche globale visant à mieux adapter les animaux à leur environnement.

Message à retenir

La transition vers des porcs avec des queues intactes répondrait à une demande sociétale et à un enjeu de bien-être. Toutefois, la caudophagie demeure un problème complexe et difficile à contrôler entrainant de graves répercussions notamment sur le bien-être des porcs. Les éleveurs ont déjà mis en place plusieurs bonnes pratiques pour la limiter, et la filière est mobilisée pour mieux comprendre ce phénomène et adapter les pratiques. ■



Mark Fynn, coordonnateur des ressources de formation, Conseil canadien du porc (CCP) fynn@cpc-ccp.com
Traduction : Luiene Moura Rocha, Ph. D., conseillère à l'Innovation, R&D et Transfert lmourarocha@leseleveursdeporcs.quebec
Cet article a été initialement publié en anglais dans l'édition de février 2026 du Canadian Hog Journal.

PorcSAVOIR soutient les compétences et la productivité dans la filière porcine

Grâce aux contributions de l'ensemble du secteur, PorcSAVOIR est maintenant accessible aux producteurs et productrices ainsi qu'aux partenaires de l'industrie à travers le Canada.



Après près d'une décennie de travail impliquant plus de 200 collaborateurs et collaboratrices, le Conseil canadien du porc (CCP) a lancé PorcSAVOIR : une plateforme de formation en ligne conçue pour améliorer les compétences et accroître la productivité dans l'industrie porcine canadienne. Elle propose une expérience d'apprentissage flexible, à son propre rythme, avec une vaste gamme de contenus éducatifs, de modules de formation et de ressources utiles.

L'histoire de PorcSAVOIR est un exemple remarquable de collaboration sectorielle pour bâtir un outil durable. La plateforme et ses formations sont le résultat d'efforts visant à développer le contenu désormais regroupé dans PorcSAVOIR. Grâce à la participation de tout le secteur, PorcSAVOIR est maintenant accessible aux producteurs et productrices et partenaires de l'industrie partout au Canada.

PorcSAVOIR

PigLEARN

Que propose PorcSAVOIR aux utilisateurs ?



PorcSAVOIR est conçu pour être accessible, avec narration et sous-titres en plusieurs langues.

Avec PorcSAVOIR, les utilisateurs et utilisatrices peuvent suivre leur progression et recevoir une reconnaissance de leurs acquis, ce qui les aide à rester à jour et à se démarquer dans leurs fonctions. La plateforme comprend un portail administratif pour les organisations et entreprises afin de gérer qui possède les droits d'utilisation, ainsi qu'un portail simplifié pour les travailleurs et travailleuses afin qu'ils et elles puissent suivre leurs formations.

La plateforme offre actuellement 96 modules de formation, développés par des producteurs et productrices ainsi que des experts et expertes du secteur porcin, notamment sur les sujets suivants :

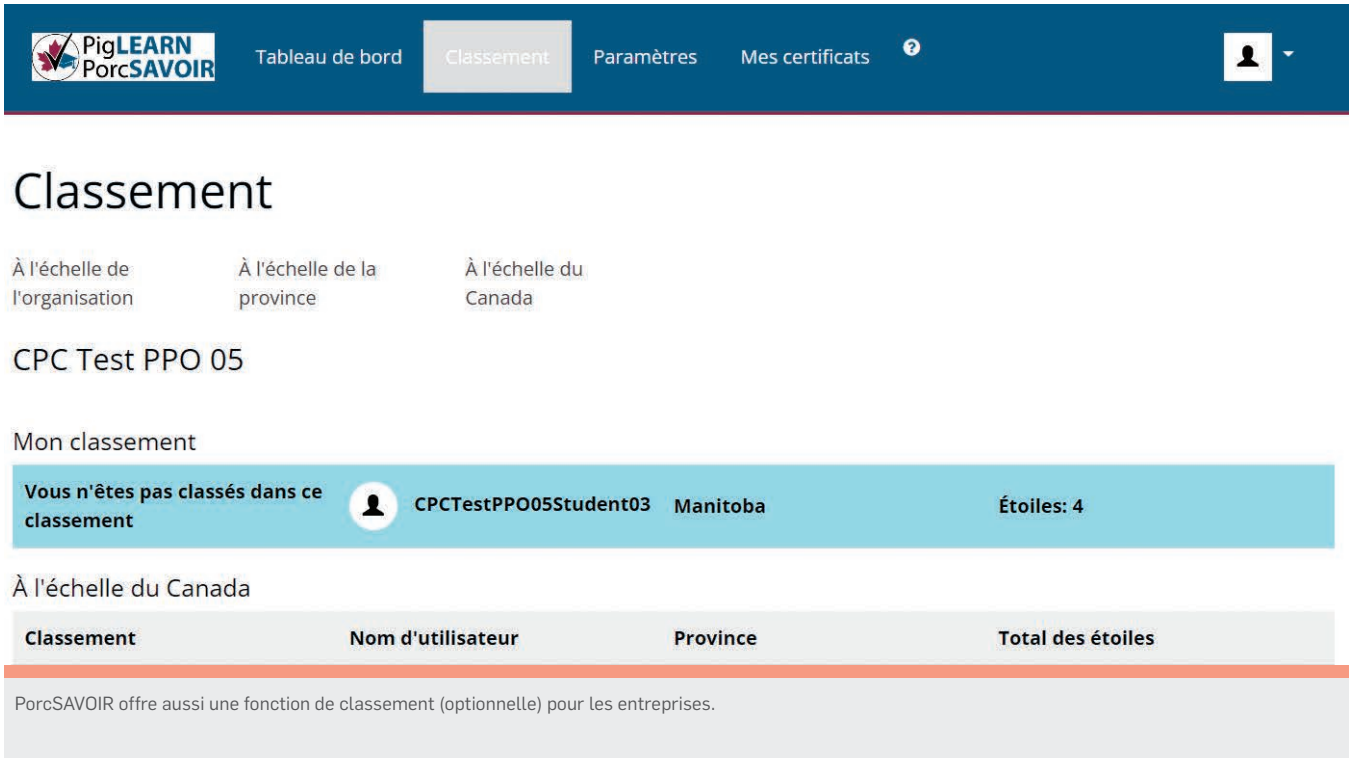
- Mesures basées sur les animaux
- Biosécurité
- Biosécurité renforcée en cas d'éclosion
- Euthanasie
- Tâches générales à la ferme
- Logement des truies en groupe
- Porcs en croissance
- Manipulation des porcs
- Préparation au transport
- Tâches en maternité
- Produits vétérinaires

Le catalogue complet est disponible sur le site du CCP. Balayez le code QR ci-joint pour y accéder. Une vingtaine de modules supplémentaires sur la santé et sécurité des travailleurs et travailleuses sont prévus pour le début de l'année 2027.

Les modules ne se limitent pas seulement à des vidéos : ils incluent des simulations avancées et des mises en situation réelles pour préparer les travailleurs et travailleuses. Ils intègrent aussi des évaluations interactives avec divers formats de questions.

Pour tenir compte de la diversité de la main-d'œuvre, PorcSAVOIR offre une narration en anglais avec des sous-titres en espagnol, en tagalog (philippin) et en ukrainien, ainsi qu'une narration en français avec des sous-titres en espagnol.





PorcSAVOIR offre aussi une fonction de classement (optionnelle) pour les entreprises.

Que propose PorcSAVOIR aux entreprises ?

PorcSAVOIR offre également des fonctionnalités administratives pour permettre aux entreprises de gérer et suivre la formation de leurs employé.e.s. Les administrateurs et administratrices peuvent notamment :

Personnaliser la plateforme avec le logo et les couleurs de leur entreprise afin de se l'approprier pleinement.

Créer du contenu de formation sur mesure à l'aide du module de création, notamment en rédigeant leurs propres textes et quiz, et en téléversant leurs vidéos, documents PDF et présentations.

Concevoir et attribuer des parcours d'apprentissage personnalisés, combinant leurs propres modules et ceux déjà disponibles sur PorcSAVOIR.

Inscrire et gérer leurs employé.e.s, en les regroupant par secteur de travail ou selon tout autre critère, et en leur attribuant des formations personnalisées, individuellement ou en groupe.

Suivre la progression des individus directement sur la plateforme ou exporter les données sous forme de fichier CSV pour une éventuelle intégration avec d'autres logiciels.

Générer des certificats personnalisés avec des critères de réussite spécifiques, automatiquement attribués aux utilisateurs et utilisatrices à la fin des formations.

Favoriser une saine compétition grâce à la fonction optionnelle de classement, permettant aux utilisateurs et utilisatrices de choisir de partager leurs résultats avec d'autres utilisateurs et utilisatrices de leur entreprise, de leur province ou à l'échelle nationale.





Le Conseil canadien du porc (CCP), incluant Mark Fynn, ainsi que les organisations provinciales du secteur porcin, ont collaboré avec des centres de recherche canadiens en production porcine et un partenaire externe pour développer la plateforme.

« Un **grand merci** aux membres des groupes de travail qui ont **consacré et continuent de consacrer du temps et des efforts**, en plus de leurs responsabilités professionnelles à temps plein. »

Comment la formation PorcSAVOIR a-t-elle été développée ?

Historiquement, les ressources de formation destinées aux producteurs et productrices de porcs étaient développées de façon indépendante dans chaque province. Toutefois, à la fin des années 2010, les organisations provinciales ont constaté une certaine redondance entre les contenus développés. De plus, il était difficile pour chaque province de consacrer suffisamment de temps et de ressources humaines à la création de formations. En collaboration avec le CCP, le secteur a donc envisagé de mettre en commun le temps, l'expertise et le financement à l'échelle nationale afin de développer des ressources de formation de haute qualité, basées sur l'expertise provenant de partout au Canada.

En 2019, le CCP a obtenu un financement fédéral pour un projet de développement de formations sur plusieurs années. Le projet a débuté par une rencontre d'un comité directeur composé d'éleveuses et d'éleveurs porcins, de vétérinaires et d'autres experts et expertes du secteur, dont le mandat était de déterminer les priorités en matière de formation. La première année du projet a porté sur la biosécurité, le transport sans cruauté et l'euthanasie. Pour chaque thématique, un groupe de travail distinct, composé de cinq à dix experts et expertes provenant de différentes régions du Canada, a été mis sur pied. Les trois premiers groupes de travail ont été formés au début de l'année 2020.

Bien que l'idée d'une plateforme de formation PorcSAVOIR ait été envisagée dès le début du projet, ce n'est qu'en 2022 qu'elle a été retenue. Le CCP s'est alors associé à Enable Education, une entreprise de Milton, en Ontario, pour développer et héberger la plateforme, en s'appuyant notamment sur des vidéos de formation développées en collaboration avec le Prairie Swine Centre (PSC), le Centre de développement du porc du Québec (CDPQ) et l'Équipe québécoise de santé porcine (EQSP). Les contributions du PSC, du CDPQ et de l'EQSP ont été déterminantes dans le développement de la plateforme, qui a été officiellement lancée en mars 2025.

Depuis son lancement, sept autres groupes de travail ont été mis sur pied et ont complété des travaux sur différents thèmes, portant le nombre total de modules de formation PorcSAVOIR à 96, et ce nombre continue d'augmenter.

Un grand merci aux membres des groupes de travail qui ont consacré et continuent de consacrer du temps et des efforts, en plus de leurs responsabilités professionnelles à temps plein. Ils sont impliqués à toutes les étapes, de la conception à la réalisation, incluant la révision des plans de contenu, des scripts, des vidéos, des évaluations des connaissances et des modules finaux.

Comment s'inscrire à PorcSAVOIR ?

Pour s'inscrire à PorcSAVOIR ou pour obtenir plus d'information, communiquez avec votre organisation provinciale du secteur porcin. Bien que le CCP souhaiterait offrir la plateforme gratuitement aux producteurs et productrices, il est essentiel d'en assurer la pérennité.

L'objectif de PorcSAVOIR n'est pas de générer des profits, mais de former et de maintenir une main-d'œuvre qualifiée et sécuritaire, aujourd'hui et pour l'avenir. Les abonnements sont donc établis de manière à couvrir les coûts d'exploitation, afin d'assurer le maintien de la plateforme et la mise à jour régulière des contenus.

L'option principale est un abonnement de 12 mois offrant un accès complet à tous les modules de formation PorcSAVOIR (ainsi qu'aux modules ajoutés par les entreprises), au coût de 51,25 $ plus taxes. Une autre option est offerte aux entreprises qui souhaitent utiliser la plateforme uniquement pour leurs propres formations : un abonnement de 12 mois à 15,38 $ plus taxes, sans accès aux modules PorcSAVOIR.

Un abonnement est requis uniquement au moment de consulter le contenu de formation. Les entreprises peuvent se connecter gratuitement à la plateforme pour effectuer des tâches administratives, et les apprenants peuvent également y accéder sans frais pour consulter les formations disponibles ainsi que leurs acquis antérieurs, même si leur abonnement a expiré.

PorcSAVOIR est un exemple concret de collaboration sectorielle

La force du secteur porcin canadien se manifeste lorsqu'il travaille de façon concertée — sans rivalité ni ego. PorcSAVOIR en est un exemple concret, illustrant la capacité du secteur à se mobiliser pour créer un outil durable.

Le développement de la plateforme PorcSAVOIR et de ses contenus de formation de haute qualité a mobilisé de nombreuses personnes sur plusieurs années. Grâce à la contribution de l'ensemble du secteur, PorcSAVOIR est désormais accessible aux éleveurs et éleveuses et aux partenaires de l'industrie à travers le Canada. ■

Anik Marchand, agr., directrice générale de l'Équipe québécoise de santé porcine (EQSP) amarchand@eqsp.ca

AIDE-MÉMOIRE

Prévention des maladies porcines émergentes

La diarrhée épidémique (DEP), le deltacoronavirus porcin (DCVP) et le Senecavirus A (SVA) représentent des enjeux sanitaires importants pour la filière porcine québécoise.

La prévention et la détection rapide de ces maladies sont essentielles pour limiter les risques de propagation et protéger les troupeaux porcins.



1. DEP et DCVP

Description

- Causés par des coronavirus contagieux qui affectent les porcs
- Aucun risque pour la salubrité de la viande et la santé humaine
- Signes cliniques importants d'une durée de 3 à 4 semaines, plus marqués pour la DEP que le DCVP
- Apparition des signes cliniques entre 1 à 3 jours
- Transmission entre les porcs par les fèces ou par du matériel contaminé (bottes, vêtements, outils, remorque, etc.)
- Aucun vaccin ou traitement efficace

Détection

Type d'élevage	Signes cliniques	Mortalité	
		DEP	DCVP
Porcelets allaités	Apparition rapide de diarrhée, vomissements abondants et déshydratation	50 à 100 %	25 À 50 %
Porcs en croissance et adultes	Apparition rapide de perte d'appétit, abattement, diarrhée et vomissement	1 À 5 %	< 1 %

2. Senecavirus A

Description

- Maladie semblable à des maladies à déclaration obligatoire (ex : fièvre aphteuse)
- Aucun risque pour la salubrité de la viande et la santé humaine
- Apparition des signes cliniques entre 3 à 5 jours
- Transmission entre les porcs par les fèces et le sperme, de la truie aux porcelets ou par du matériel contaminé (bottes, vêtements, outils, remorque, etc.)
- Aucun vaccin ou traitement efficace

Détection

Type d'élevage	Signes cliniques	Mortalité
Porcelets nouveaux nés	Observation possible de diarrhée dès 5 à 6 heures d'âge	0 à 30 % avec augmentation soudaine et résolution rapide
Porcs en croissance et adultes	Boiteries (0,5 à 70 %) associées à des vésicules ou des ulcères sur le groin, les mamelles et les pieds. Possibilité de perte d'appétit, abattement et fièvre	0 à 30 % selon stade de production et sévérité des signes cliniques



Bande blanche au niveau de la bande coronaire



Lésions au niveau des pieds

3. Que doivent faire les éleveurs en cas de suspicion de l'une de ces maladies?

- Contacter immédiatement votre vétérinaire.
- Isoler le site et cesser les déplacements d'animaux en attendant le diagnostic.
- En présence de lésions vésiculaires :
  - Contacter rapidement le MAPAQ au **1-844-264-6289** ET
  - Aviser le bureau local de santé animale de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA).
- En cas d'un résultat positif, contacter l'EQSP via la ligne d'urgence des Éleveurs de porcs du Québec **1-866-218-3042**

4. Quelles sont les mesures de biosécurité recommandées?

- Exiger des remorques lavées, désinfectées et séchées ou effectuer un transfert de remorque à remorque.
- Maintenir une séparation lors du chargement (éleveur à l'intérieur du bâtiment et transporteur à l'extérieur).
- Laver et désinfecter les quais après chaque utilisation.
- Tenir un registre des visiteurs et des déplacements des animaux.
- Appliquer le principe du corridor danois (zones propres/sales) en utilisant des bottes et vêtements dédiés. ■



Vésicule

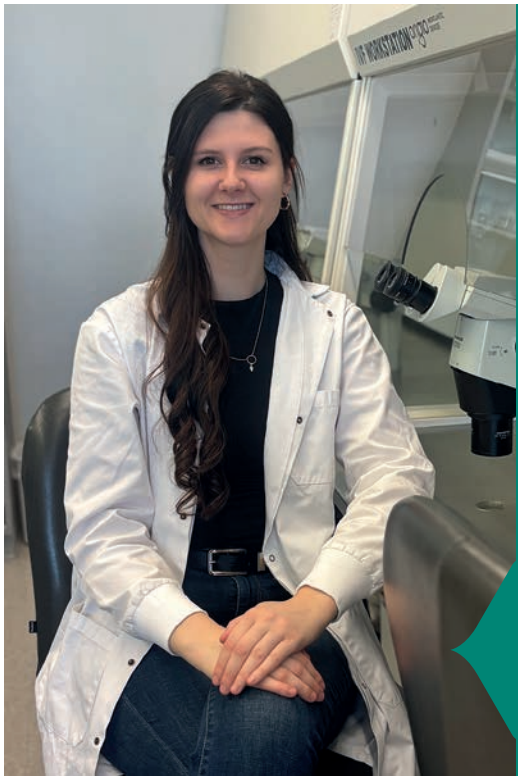


Guérison

Source des photos : Carthage Veterinary Services, Ltd. *http://www.hogvet.com/*

Amy Sarazen, B. Sc. A.- Étudiante à la maîtrise en sciences animales, Université Laval amy.sarazen.1@ulaval.ca

Améliorer la reproduction porcine grâce à une meilleure compréhension de l'ADN spermatique



J'ai toujours été attirée par la reproduction animale et la génétique, des domaines qui m'ont rapidement passionnée. Mon parcours a débuté par une technique en production animale à l'ITAQ de Saint-Hyacinthe, et j'ai ensuite poursuivi en complétant un baccalauréat en agronomie, profil productions animales. Au cours de mon baccalauréat, j'ai découvert le milieu de la recherche, que j'ai rapidement appris à apprécier pour sa capacité à répondre à des questions concrètes sur le terrain. Aujourd'hui, ma maîtrise me permet de combiner ces intérêts en travaillant sur un enjeu important pour la production porcine : la fertilité des verrats.

Amy Sarazen, récipiendaire de la bourse de maîtrise en sciences animales offerte par Les Éleveurs de porcs du Québec dans le cadre du programme de bourses de la Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation

Verrats jeunes ou âgés, génétique rapide... mais à quel prix pour la fertilité?

Dans les élevages porcins d'aujourd'hui, la génétique évolue à une vitesse impressionnante. Grâce à l'insémination artificielle, quelques verrats soigneusement sélectionnés peuvent influencer la performance de milliers de porcs. Pour accélérer encore davantage ce progrès, l'utilisation de jeunes reproducteurs est de plus en plus répandue.

Mais cette stratégie soulève une question importante : est-ce que tous les verrats utilisés sont réellement aussi fertiles qu'on le croit?

Sur le terrain, il arrive que certains jeunes verrats présentent des performances reproductives inférieures, malgré des analyses de semence jugées normales. À l'inverse, le vieillissement des verrats pourrait également entraîner une détérioration progressive de la qualité des spermatozoïdes. Ainsi, autant les jeunes mâles que les verrats plus âgés pourraient représenter des périodes plus à risque pour la fertilité.

Les analyses de semence utilisées actuellement évaluent surtout des critères visibles comme la motilité, la concentration ou la morphologie des spermatozoïdes. Ces paramètres demeurent essentiels, mais ils ne permettent pas toujours de détecter certains défauts plus subtils. Ce décalage suggère qu'une partie de l'information nous échappe encore. Et si la réponse se trouvait directement dans l'ADN des spermatozoïdes? C'est précisément ce que je cherche à comprendre avec mon projet de maîtrise.



Amy Sarazen, 2026

Réalisation de manipulations en laboratoire lors de la réception d'échantillons dans le cadre du projet de recherche.

Un ADN compacté à l'extrême

Le rôle des spermatozoïdes est de transporter l'information génétique du père jusqu'à l'ovule, tout en étant capables de survivre dans des conditions parfois difficiles. Pour y arriver, les spermatozoïdes acquièrent une forme unique qui leur permet d'être légers et rapides. Au cours de leur transformation d'une cellule ronde vers une cellule allongée, leur ADN est compacté à l'extrême. Ce compactage est essentiel pour protéger le matériel génétique durant son transport, et peut être comparé à lorsqu'on presse du foin en balles bien serrées pour en faciliter le transport et limiter les pertes de qualité.

Ce compactage extrême est essentiel, mais il vient avec un coût. Les fortes contraintes exercées sur l'ADN peuvent provoquer des cassures et fragiliser le matériel génétique. Une cassure double brin correspond à une rupture physique de la molécule d'ADN. On peut comparer l'ADN à un réseau routier transportant l'information génétique : lorsqu'un pont s'effondre ou qu'une route est coupée, certaines informations ne circulent plus correctement, ce qui peut perturber certains mécanismes essentiels au développement. Le problème, c'est qu'à ce stade, les spermatozoïdes sont incapables de réparer efficacement ces cassures contrairement à la plupart des autres cellules du corps. Résultat : certaines lésions peuvent persister jusqu'à la fécondation et potentiellement influencer la fertilité ou le développement embryonnaire.

L'âge du reproducteur : un facteur clé

Un élément pourrait jouer un rôle important dans ce phénomène : l'âge du mâle.

Chez l'humain, plusieurs études ont montré que les dommages à l'ADN des spermatozoïdes augmentent avec l'âge. Mais cette réalité est encore peu documentée chez les animaux d'élevage, notamment chez le porc.

L'âge pourrait influencer la qualité génétique des spermatozoïdes de différentes façons. Chez les jeunes verrats, le processus de maturation des spermatozoïdes pourrait ne pas être complètement optimal, ce qui pourrait entraîner une plus grande vulnérabilité de l'ADN. À l'inverse, chez les verrats plus âgés, les dommages pourraient s'accumuler progressivement avec le vieillissement.

Dans mon projet, nous posons l'hypothèse que l'âge influence à la fois la formation et la persistance des cassures dans l'ADN des spermatozoïdes. Autrement dit, autant les jeunes mâles que les verrats plus âgés pourraient présenter des périodes plus à risque pour la qualité génétique du sperme.

Mais avant d'appliquer ces observations au verrat, il faut d'abord bien comprendre le phénomène.



Amy Sarazen, 2026

Spermatozoïdes de verrat observés en microscopie à contraste de phase (grossissement 40×). Cette technique permet notamment d'évaluer la morphologie des spermatozoïdes, un paramètre couramment utilisé pour caractériser la qualité de la semence.

Des résultats déjà révélateurs chez la souris

Pour étudier cette question, nous utilisons d'abord un modèle bien connu en recherche : la souris. Cela permet de travailler dans un système où les outils sont bien établis et de mieux contrôler les variables.

Dans une première étape, nous avons mesuré la présence de dommages à l'ADN dans les testicules de souris âgées de 6, 12 et 24 mois. Même si ces âges peuvent sembler jeunes à première vue, il faut rappeler que la souris possède un cycle de vie beaucoup plus court que celui des espèces d'élevage ou de l'humain : à 24 mois, elle se situe déjà à un stade avancé de vieillissement pour cette espèce. Pour ce faire, nous avons utilisé un marqueur appelé yH2AX, qui permet de détecter les cassures double brin de l'ADN.

Les résultats sont clairs : l'intensité du signal augmente significativement avec l'âge. Plus précisément, les souris de 24 mois présentent davantage de dommages que celles de 6 et 12 mois, alors qu'aucune différence notable n'est observée entre 6 et 12 mois.

Ces observations indiquent une accumulation de dommages à l'ADN au cours du vieillissement. Elles suggèrent également que certains seuils d'âge pourraient être plus critiques que d'autres.

Aller plus loin : cartographier les zones fragiles

Notre projet ne vise pas seulement à observer les dommages, mais aussi à comprendre où ils se produisent dans le génome.

C'est pourquoi une seconde approche est en cours : le séquençage à haut débit des cassures, aussi appelé analyse du « Breakome », une méthode développée par le Dr Guylain Boissonneault, chercheur à l'Université de Sherbrooke. Cette méthode permet de cartographier précisément les régions du génome qui sont les plus vulnérables. Les objectifs sont d'identifier les zones sensibles aux cassures et de déterminer si leur distribution change avec l'âge.

Ces informations permettront de mieux comprendre les mécanismes en jeu et leurs conséquences potentielles sur la qualité spermatique.

Le défi du verrat : une biologie plus complexe

Une fois validées chez la souris, ces approches seront appliquées au verrat. Trois groupes d'âge seront étudiés : environ 7 mois (jeunes), 20 mois (adultes) et 36 mois (plus âgés). Cette comparaison permettra de voir si les tendances observées chez la souris se retrouvent également chez le verrat.

Cependant, travailler avec des spermatozoïdes de verrat présente des défis techniques importants. Leur ADN est tellement compacté et protégé qu'il devient beaucoup plus difficile d'y accéder avec les méthodes habituellement utilisées en laboratoire. Dans le cadre du projet, nous avons donc dû développer et adapter une méthode spécialement conçue pour les spermatozoïdes porcins afin de réussir à extraire leur matériel génétique de façon efficace. Ces travaux pourront faire l'objet d'une publication méthodologique et faciliter les recherches futures visant à étudier le génome spermatique porcin.

En parallèle, des tests complémentaires en microscopie seront réalisés pour évaluer la qualité de la compaction de l'ADN. Des colorants fluorescents (comme la Chromomycine A3 et l'Acridine Orange) peuvent être utilisés pour détecter certaines anomalies.

Pourquoi ça change la donne pour les producteurs

Dans un contexte où un seul verrat peut être utilisé pour inséminer un grand nombre de truies, les conséquences peuvent être importantes pour les élevages. Des anomalies au niveau des spermatozoïdes pourraient contribuer à augmenter les retours en chaleur, baisser les taux de mise bas et entrainer des pertes économiques importantes.

Mieux comprendre l'intégrité de l'ADN spermatique pourrait donc permettre d'améliorer la sélection des verrats, de détecter plus tôt les individus sous-fertiles et de sécuriser les performances en reproduction.

À plus long terme, l'objectif de ces travaux est de développer des outils concrets pour le terrain. Si certains marqueurs simples, comme les tests fluorescents, s'avèrent fiables, ils pourraient être intégrés aux analyses de routine en centre d'insémination. Cela offrirait une évaluation plus complète de la qualité du sperme, en ajoutant une dimension génétique aux critères actuels. En parallèle, la cartographie des zones fragiles du génome pourrait ouvrir la porte à de nouvelles stratégies de sélection ou de gestion des reproducteurs mâles, en tenant compte de leur stabilité génétique.

Une meilleure compréhension pour une meilleure performance

En résumé, ce projet vise à mieux comprendre un aspect encore peu exploré de la fertilité chez le verrat : l'intégrité de l'ADN des spermatozoïdes.

En étudiant l'effet de l'âge sur les dommages génétiques présents dans les spermatozoïdes, ces travaux permettront de mieux cerner les limites des outils actuels et d'identifier de nouveaux indicateurs plus précis de la qualité du sperme.

Dans un contexte où chaque détail compte pour optimiser la productivité et la rentabilité des élevages, une meilleure compréhension de l'intégrité génétique des spermatozoïdes pourrait faire une réelle différence.

Car au-delà de ce que révèlent les analyses conventionnelles de la semence au microscope, c'est peut-être dans l'intégrité du matériel génétique que se joue une partie de la performance reproductive.

Je tiens à remercier les Éleveurs de Porc du Québec pour la bourse de recherche qui contribue au soutien de mon projet de maîtrise. Cette reconnaissance constitue également une grande source de motivation pour poursuivre mes travaux et contribuer, à mon échelle, à l'amélioration de la filière porcine québécoise.

Nous tenons également à remercier le CIPQ pour son partenariat et son soutien dans ce projet, sans lequel le volet verrat n'aurait pas pu être mis en place. Leur collaboration contribue à faire avancer les connaissances sur la fertilité des reproducteurs en production porcine. ■



Luiene Moura Rocha, Ph. D. - Conseillère à l'Innovation & RDT lmourarocha@leseleveursdeporcs.quebec
Raphaël Bertinotti, M.Sc, MBA - Directeur - Santé, Qualité, Recherche & Développement rbertinotti@leseleveursdeporcs.quebec

Gestion de l'eau en production porcine : chaque goutte compte

En production porcine, l'eau intervient à toutes les étapes : abreuvement, lavage, refroidissement et gestion du lisier. Pourtant, malgré ce rôle central, elle demeure encore peu mesurée et rarement optimisée dans plusieurs élevages.



Dans un contexte de chaleur plus fréquent et intense, la gestion de l'eau devient un élément clé de la régie. Une hausse de température, même modérée, influence directement la consommation, le comportement des animaux et les volumes de lisier produits.

L'eau : un nutriment essentiel et un facteur de performance

L'eau est le nutriment le plus important chez le porc, représentant entre 55 et 80 % du poids corporel selon l'âge, les porcelets étant les plus riches en eau. Elle joue un rôle essentiel dans les fonctions physiologiques, notamment la digestion, l'absorption des nutriments et la régulation de la température corporelle. En période de chaleur, ce rôle devient encore plus critique car le porc, qui ne transpire pas, dépend fortement de l'eau pour maintenir son équilibre thermique. Une consommation insuffisante entraîne rapidement une baisse de l'ingestion alimentaire, des performances et une augmentation du stress.

En croissance, on estime qu'il faut environ 700 ml d'eau pour produire 1 kg de gain de poids, ce qui illustre le lien étroit entre consommation d'eau et performance. Cette relation se reflète également dans le ratio eau: aliment, d'environ 3:1 en croissance et pouvant atteindre 4:1 en post-sevrage. Ainsi, toute limitation d'accès à l'eau, liée au débit, à la qualité ou à l'équipement, se traduit directement par une diminution des performances.

Besoins physiologiques vs utilisation réelle

Les besoins en eau varient selon le stade de production, le poids et les conditions d'ambiance. Le Code de pratiques rappelle que les animaux doivent avoir un accès continu à une eau de qualité, en quantité suffisante.

Chez les truies, la consommation augmente fortement en lactation, atteignant généralement entre 12 et 20 litres par jour. Chez les porcelets post-sevrage (5 à 7 kg), elle se situe entre 1,0 et 2,5 litres par jour. En croissance-finition, les besoins passent d'environ 2,5 à 5 L/jour à 15 kg jusqu'à 10 L/jour à 50 kg et plus.

Ces repères sont essentiels pour évaluer si les besoins sont couverts. Toutefois, les observations terrain du CDPQ montrent que l'eau utilisée dépasse souvent largement les besoins physiologiques. Dans plusieurs élevages, l'utilisation peut être supérieure de 35 %, et atteindre jusqu'à 100 % dans certains cas, principalement en raison du gaspillage.

En conditions de chaleur, cette situation s'accentue. Une augmentation de 4 °C dans le bâtiment peut suffire à doubler l'utilisation d'eau. Les animaux utilisent alors l'eau pour se rafraîchir, notamment en jouant avec les abreuvoirs, ce qui augmente les volumes de lisier sans améliorer les performances.

Comportement d'abreuvement : un signal d'alarme

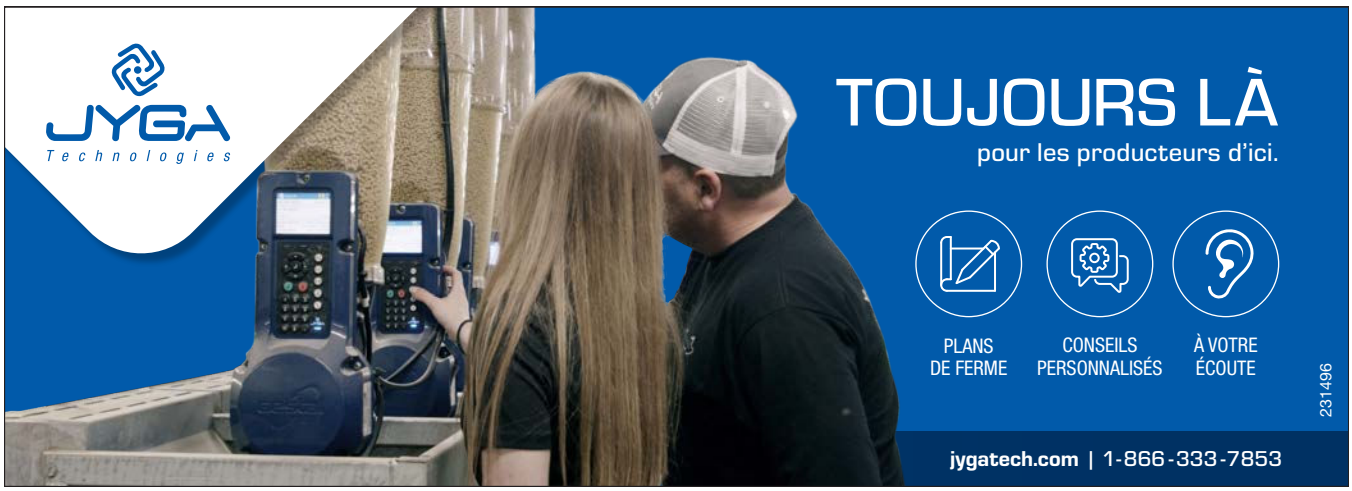
Au-delà de son rôle nutritionnel, l'eau constitue un excellent indicateur de l'état de santé du troupeau. Chez des animaux sains, le comportement d'abreuvement est stable, avec des pics réguliers liés aux périodes d'alimentation.

Lorsqu'un problème survient, ce n'est pas nécessairement le volume total qui change en premier, mais plutôt le profil de consommation. Habituellement, un porc se présente à l'abreuvoir de 10 à 20 fois par jour. La majorité de la consommation se fait durant la période d'activité, soit principalement entre 6 h et 18 h, représentant environ 60 % de l'ingestion d'eau.

Une modification des habitudes, une baisse de fréquentation des abreuvoirs ou une variation inhabituelle au cours de la journée peuvent ainsi servir de signal précoce. Un parc anormalement sec peut également indiquer une absence de consommation d'eau.

En pratique, une variation de plus de 10 % mérite une attention particulière, tandis qu'une baisse de 30 % ou une diminution progressive sur plusieurs jours constitue un signal d'alerte important. Ces changements peuvent apparaître 24 à 48 heures avant les signes cliniques.

Chez les porcelets, la vigilance doit être accrue. Une baisse de consommation sur 24 heures peut indiquer un problème d'adaptation ou un début de diarrhée. Cette période est d'autant plus critique qu'environ 51 % des porcelets ne boivent pas dans les premières heures suivant le sevrage.





Abreuvoirs : petits détails, grands impacts

L'efficacité de l'abreuvement repose sur plusieurs facteurs, notamment le type d'abreuvoir, le débit, la hauteur ainsi que le positionnement dans le parc.

Les travaux réalisés au Québec par le CDPQ montrent que le choix de l'équipement influence directement le gaspillage. Les abreuvoirs à tétine (suces conventionnelles), bien que très répandus, sont les moins efficaces, avec environ 27 % de pertes. Les modèles à tétine avec bille (ou à valve) permettent de réduire ces pertes à environ 14 %, tandis que les abreuvoirs de type bol sont les plus performants, avec une diminution de l'utilisation d'eau de 20 à 31 %, et des pertes pouvant descendre jusqu'à 6 % en gestation.

Le débit doit être ajusté avec précision, particulièrement pour les abreuvoirs à tétine (suce), où les recommandations se situent généralement entre 0,5 et 1,0 L/min selon le stade de production. Un débit trop élevé entraîne du gaspillage, alors qu'un débit insuffisant limite l'accès à l'eau et allonge le temps d'abreuvement.

Chez les porcelets sevrés, il est également recommandé de porter une attention particulière à la pression d'eau et d'utiliser un réducteur de pression afin d'obtenir une pression d'environ 20 lb/po^2 (psi). Cela facilite l'apprentissage de l'abreuvement, évite la peur liée à un jet trop fort et limite les baisses de consommation dans cette classe d'animaux.

La hauteur des abreuvoirs doit être adaptée à la taille des animaux et ajustée au fur et à mesure de leur croissance. Les abreuvoirs de type bol ou les tétines installées à un angle de 90° doivent être positionnés à la hauteur de l'épaule (environ 20 à 25 cm du sol chez les porcs en croissance), tandis que les tétines installées à un angle de 45° devraient être placées de 5 à 8 cm au-dessus de l'épaule du plus petit porc du parc. Un mauvais réglage peut entraîner des pertes importantes et réduire l'efficacité de l'abreuvement.

Le nombre et le positionnement des abreuvoirs influencent aussi directement les conditions d'accès. Un ratio insuffisant favorise la compétition au sein du groupe et crée des inégalités d'accès entre les animaux. En pratique, il est recommandé de prévoir au minimum un point d'eau pour 10 à 15 porcs, en tenant compte du type d'équipement et du stade de production.

Par ailleurs, près de 75 % de l'eau est consommée autour des repas. Placés à proximité des mangeoires, les abreuvoirs s'intègrent mieux aux comportements naturels d'ingestion. Un mauvais emplacement peut perturber ces interactions, augmenter le stress et favoriser des comportements indésirables, comme la caudophagie.



L'efficacite de l'abreuvement repose sur **plusieurs facteurs**, notamment le type d'abreuvoir, le debit, la hauteur ainsi que le positionnement dans le parc

Température de l'eau

La température de l'eau influence directement son appétence. Une eau fraîche, idéalement entre 10 et 15 °C, est mieux consommée et favorise une ingestion optimale, notamment chez les truies en lactation et les porcs en croissance. À l'inverse, une eau au-delà de 20 °C est moins bien acceptée, ce qui réduit rapidement la consommation, l'ingestion alimentaire et les performances. Chez les truies en lactation, cet effet peut limiter la production laitière.

En période de forte chaleur, les conduites exposées ou mal isolées réchauffent l'eau avant l'abreuvoir. Les porcs ont alors tendance à jouer avec l'eau plutôt qu'à la boire, ce qui augmente le gaspillage et les volumes de lisier. Des mesures simples, comme l'isolation des conduites, la vidange et nettoyage des lignes et l'ajustement des circuits, permettent de limiter son réchauffement en période chaude.

Qualité de l'eau

Au même titre que l'alimentation, la qualité de l'eau doit être rigoureusement contrôlée. Une eau de qualité inadéquate peut réduire la consommation volontaire, provoquer des troubles digestifs et compromettre l'efficacité des traitements administrés via l'eau.

Le Code de pratiques pour le soin et la manipulation des porcs recommande que l'eau soit de qualité adéquate en tout temps. En pratique, une analyse physico-chimique et bactériologique complète devrait être réalisée au minimum une fois par année, et plus fréquemment si la source d'eau est variable ou à risque.

Les paramètres critiques à surveiller, basés sur des références reconnues en production porcine (NRC, 2012), incluent notamment le pH (idéalement entre 6,5 et 8,5), les solides dissous totaux (TDS, inférieurs à 3000 ppm), les sulfates (moins de 1000 ppm), les nitrates (moins de 100 ppm), ainsi que la présence de coliformes (inférieure à 50 UFC/ml).

Certains déséquilibres ont des effets directs sur la santé et la performance. Une concentration élevée en sulfates ou en sodium peut provoquer des diarrhées. Une eau dure, riche en minéraux comme le calcium et le magnésium, peut réduire l'efficacité des médicaments et des détergents. Une contamination bactérienne, notamment par les coliformes, peut compromettre la santé du troupeau. Il est donc important de discuter de vos résultats avec votre intervenant afin de déterminer la meilleure stratégie.

Le système de distribution représente souvent le maillon faible. Le biofilm, invisible à l'œil nu et accentué lorsque l'eau est chaude, constitue un enjeu majeur, les dépôts de fer, de calcaire et de matière organique créent un environnement propice au développement bactérien, tout en réduisant progressivement le débit d'eau. Il est donc essentiel de prélever des échantillons à différents points du système, soit à la source et à la fin de la ligne d'eau, car la qualité de l'eau peut se dégrader dans les conduites.

→





Lavage des installations et impact économique sur le lisier

À première vue, l'eau semble peu coûteuse. Pourtant, chaque litre utilisé entraîne des impacts économiques importants. Au-delà du coût direct, il faut considérer l'énergie nécessaire au pompage et au chauffage, le temps de travail, mais surtout l'augmentation du volume de lisier à gérer.

Une grande partie de l'eau utilisée, notamment celle gaspillée aux abreuvoirs ou lors du lavage, se retrouve directement dans les fosses. Cette dilution du lisier augmente les volumes à entreposer, transporter et épandre, ce qui représente une part importante des coûts d'exploitation. Ainsi, réduire l'eau utilisée revient directement à réduire les coûts liés au lisier.

Le lavage des installations, qui représente généralement entre 5 et 10 % de l'eau utilisée en production porcine, constitue un levier d'amélioration rapide et concret, à la fois sur le plan économique et sanitaire. Dans plusieurs élevages, il est encore réalisé sans protocole structuré, ce qui entraîne une utilisation excessive d'eau, une perte de temps et une efficacité variable.

Les études en collaboration avec les Éleveurs de porcs du Québec et l'IRDA sur l'utilisation de l'eau chaude montrent qu'une optimisation du lavage - incluant un nettoyage à sec, un pré-trempage et l'utilisation d'eau chaude (35–37 °C) avec une technique adaptée - permet d'économiser jusqu'à 218 m^3 d'eau par année (≈ 825 $), tout en réduisant significativement les volumes de lisier. Ces résultats ont été obtenus pour une ferme type naisseur-finisseur comprenant 278 truies, 2 043 porcelets et 2 000 places à l'engraissement, pour une surface totale à laver de 4 511 m^2. Cette approche permet également de réduire le temps de travail d'environ 24 % ainsi que la charge bactérienne de 45 %.

L'efficacité du lavage repose sur une séquence logique d'interventions. Le nettoyage à sec consiste à retirer un maximum de matière organique avant d'utiliser l'eau, ce qui permet de réduire significativement les besoins en eau et on améliore l'efficacité du lavage. Le pré-trempage qui devrait durer de 3 à 4 heures, idéalement de façon intermittente avec des gicleurs à faible débit, permet ensuite de ramollir les déjections et de faciliter leur élimination.

L'utilisation d'eau chaude améliore (35–37 °C) considérablement l'efficacité du décapage, en facilitant le décrochage des matières organiques et en améliorant l'action des détergents. La technique de lavage joue également un rôle important, où un angle d'environ 45° permet de décoller la saleté sans la disperser, ce qui optimise le nettoyage et réduit le temps nécessaire.

Au-delà des gains d'efficacité, le lavage a un impact direct sur la biosécurité. Un protocole bien structuré réduit la pression infectieuse entre les lots et contribue à améliorer la santé globale du troupeau.

Les résultats des études du CDPQ confirment que l'amélioration des pratiques liées à l'eau — incluant le lavage et l'abreuvement — peut générer des gains économiques significatifs. Une meilleure gestion de l'eau pourrait permettre de réduire les volumes de lisier d'environ 1 796 m^3/an en maternité, dans une ferme type de 1 200 truies, soit une économie estimée à près de 6 988 $. En engraissement, pour un bâtiment de 1 500 places, la réduction atteindrait environ 1 045 m^3/an, représentant des économies annuelles d'environ 4 067 $.

Ces résultats démontrent que des gains économiques importants liés à l'eau provient de la réduction du lisier.

L'importance du monitorage de l'eau

Un des constats majeurs des études du CDPQ est que, sans mesure, une part importante de l'eau utilisée à la ferme passe inaperçue. Le suivi de la consommation devient donc un véritable outil de gestion, à la fois simple et puissant.

Sur le terrain, même sans équipement sophistiqué, certaines actions permettent déjà d'améliorer le contrôle :

- vérifier le débit à l'aide d'un contenant gradué ;
- observer l'état des dalles sous les abreuvoirs ;
- consigner les anomalies lors des tournées.

Ces observations de base permettent de détecter rapidement des pertes d'eau, des réglages inadéquats ou des comportements anormaux.

L'installation d'un compteur d'eau, idéalement électronique, permet toutefois de franchir une étape supplémentaire vers une gestion plus précise et proactive. Il s'agit d'un investissement relativement modeste, généralement entre 200 et 600 $ par unité. Cet outil offre plusieurs avantages :

- détection rapide des fuites ou des bris ;
- identification des variations anormales de consommation ;
- amélioration de la précision des traitements administrés via l'eau.

Au-delà du contrôle des coûts, le monitorage de l'eau devient un véritable outil d'aide à la décision, permettant d'intervenir plus rapidement et d'optimiser à la fois la performance et la régie.

Conclusion

L'optimisation de l'eau repose sur des ajustements simples et structurés : débits calibrés, abreuvoirs adaptés, eau fraîche et suivi régulier. Le monitorage de la consommation permet de mieux comprendre ce qui se passe à la ferme, de détecter rapidement les écarts et d'intervenir de façon proactive. Chaque litre économisé à l'abreuvoir représente un volume moindre à gérer, contribuant ainsi à assurer un bon bien-être animal et des performances optimales, tout en réduisant les volumes à épandre. ■

Références

Beltrán, G. E.; Jacho, M. A. *Consommation et qualité de l'eau : importance au post-sevrage*. Pig333, 21 février 2017. Disponible à : https://www.pig333.com. Consulté le : 7 mai 2026.

Conseil national pour les soins aux animaux D'ÉLEVAGE (CNSAE). *Code de pratiques pour le soin et la manipulation des porcs*. Ottawa : CNSAE, 2014. Disponible à : https://www.nfacc.ca/codes-de-pratiques/porcs.

Menegat, Mariana B.; Goodband, Robert D.; Derouchey, Joel M.; Tokach, Mike D.; Woodworth, Jason C.; Dritz, Steve S. *Kansas State University Swine Nutrition Guide: Water in Swine Nutrition*. Manhattan : Kansas State University, 2019.

National Research Council (NRC). *Nutrient Requirements of Swine*. 11. éd. Washington, DC : National Academies Press, 2012. 400 p.

Tofoli, Camila. *Importance de l'eau et de la prévention de la déshydratation chez les porcs*. Pig333 Brasil, 2021. Disponible à : https://pt.pig333.com.

Turcotte, Sébastien; Dumas, Gabrielle; Ricard, Marie-Aude. *Déterminer les facteurs favorisant une utilisation durable de l'eau et mesurer l'utilisation de l'eau à l'échelle des fermes porcines du Québec*. Rapport final. Québec : CDPQ, 2023. 93 p. Disponible à : https://www.cdpq.ca/cdpq.ca/files/66/66ea0a1f-a1e0-4e85-8f4d-b0569889f0d6.pdf.

Turcotte, Sébastien; Ricard, Marie-Aude; Thibault, Gabrielle. *Utilisation durable de l'eau à la ferme : optimiser son utilisation et sécuriser son approvisionnement. Porc Québec*, vol. 35, nº 3, septembre 2024, p. 36-41. Disponible à : https://www.cdpq.ca/cdpq.ca/files/b3/b302c7ca-b76e-446a-8b1f-f8e10f007bbe.pdf.



Chloé Rosa-Teijeiro, Houda Ben-Miled et Marie-Odile Benoit-Biancamano
Département de pathologie et microbiologie, Faculté de médecine vétérinaire, Université de Montréal

Produire mieux, nourrir autrement

La production porcine repose fortement sur des sources protéiques conventionnelles, notamment le soja et la farine de poisson. Toutefois, ces ressources présentent plusieurs limites. La culture du soja est associée à des impacts environnementaux significatifs, tels que la déforestation, les émissions de gaz à effet de serre et l'utilisation intensive d'intrants, en plus d'entraîner une dépendance aux importations et une forte volatilité des prix sur le marché international.



Marco Langlois

Dre Marie-Odile Benoit-Biancamano présentant un ver de farine (*Tenebrio molitor*).

De son côté, la farine de poisson, bien qu'elle offre une haute valeur nutritionnelle, soulève des enjeux de durabilité en raison de la surexploitation des ressources marines, du déséquilibre des écosystèmes et de son coût élevé de production. Dans ce contexte, la farine d'insectes représente une source protéique alternative prometteuse pour l'alimentation porcine.

Au-delà de son intérêt environnemental, elle se distingue surtout par ses performances nutritionnelles et zootechniques, mais les essais d'incorporation dans l'alimentation porcine restent encore peu documentés dans la littérature.

Sur le plan nutritionnel, les insectes comestibles, tels que le ver de farine (*Tenebrio molitor*), la mouche soldat noire et le grillon domestique, présentent une richesse nutritionnelle remarquable. Leur teneur en protéines varie généralement entre 40 et 70 % de la matière sèche, ce qui la place au même niveau que les sources protéiques conventionnelles. Ces protéines sont de haute qualité, avec un profil équilibré en acides aminés essentiels, notamment la lysine, la leucine, la thréonine et la valine, indispensables à la croissance des porcs. Aussi, les insectes comestibles apportent des lipides (10 à 40 %) riches en acides gras, ainsi que des minéraux essentiels comme le calcium, le phosphore, le fer et le zinc, et des vitamines du groupe B.

Cette combinaison nutritionnelle en fait un ingrédient complet, capable de soutenir efficacement le développement des porcelets. Les insectes pourraient être fournis sous forme de farine, mélangée directement à la moulée, afin de faciliter leur incorporation dans la ration.

Mais ce n'est pas tout, sa digestibilité est tout aussi importante. Les études montrent que les protéines d'insectes présentent une digestibilité élevée, pouvant atteindre 84 à 92 %. Par exemple, l'utilisation d'hydrolysats de protéines issus du ver de farine (*Tenebrio molitor*), permet d'améliorer encore la digestibilité d'environ 9%, notamment pour des acides aminés essentiels comme la lysine, la méthionine et la thréonine.

L'amélioration de la digestibilité se traduit aussi par une meilleure valorisation des protéines de leur alimentation. Cela se voit par une meilleure rétention de l'azote, signe que les protéines sont mieux assimilées. Sur le plan du fonctionnement du corps, cela favorise un métabolisme plus efficace et s'accompagne d'une augmentation des facteurs de croissance, ce qui indique un meilleur potentiel de développement.

Cette efficacité digestive se traduit directement par une amélioration des performances de croissance chez le porc. Dans une étude réalisée sur 120 porcelets sevrés, l'incorporation de farine de *Tenebrio molitor* jusqu'à 6 % dans l'alimentation a permis d'augmenter le poids corporel de 13,7 % après 35 jours, comparativement aux porcelets nourris avec un régime à base de soja, tout en améliorant le gain moyen quotidien dès les premières semaines post-sevrage. Aussi, les porcelets ont également présenté une consommation alimentaire plus élevée, témoignant d'une bonne acceptabilité des régimes à base d'insectes.

Par ailleurs, une autre étude portant sur la farine de mouche soldat noire a montré que les porcs acceptent ces aliments aussi bien que les régimes traditionnels à base de soja. Mieux encore, une substitution partielle peut améliorer les performances, avec des gains pouvant atteindre +4% de poids corporel et +9 % d'efficacité alimentaire chez les porcelets.

Un autre point essentiel pour les éleveurs concerne la santé des porcs. Les études montrent que l'incorporation de farine d'insectes n'a aucun effet négatif sur la réponse immunitaire, confirmant ainsi la sécurité de cette source protéique. En plus de leur valeur nutritive intéressante et de leur haute digestibilité, ces farines contiennent des composés comme la chitine, qui contribuent à la santé intestinale, si bien qu'elles aident à limiter l'adhésion de bactéries pathogènes comme *Escherichia coli* et favorisent le développement de bactéries bénéfiques comme les lactobacilles et bifidobactéries. Moins de maladies, meilleure productivité ! De plus, l'utilisation de poudre d'insectes dans l'alimentation permet de réduire le taux de diarrhée chez les porcelets sevrés.

L'intégration des farines d'insectes pourrait aider les éleveurs de porcs à répondre aux attentes sociétales et aux objectifs environnementaux de la filière porcine québécoise, en adoptant des solutions innovantes et plus durables. Effectivement, les farines d'insectes présentent des avantages environnementaux importants, notamment la réduction de la dépendance aux sources protéiques conventionnelles comme le soya, et la réduction de l'utilisation de terres agricoles pour la production de protéines. De plus, la capacité des insectes à consommer le lisier et d'autres matières organiques représente une avenue prometteuse pour améliorer la gestion des déjections des porcs tout en valorisant ces résidus dans un contexte d'économie circulaire.



Antoine Ménard

Des bacs d'élevages de larves de ténébrions

Enjeux de l'alimentation porcine alternative

Cependant, la réglementation québécoise encadre strictement les intrants autorisés dans l'alimentation des porcs, notamment en raison d'enjeux de biosécurité liés au risque de dispersion de maladies. Toutefois, ces risques demeurent minimes lorsque la farine d'insectes est produite dans des conditions adéquates. Ainsi, les insectes utilisés comme ingrédient doivent eux-mêmes avoir été nourris avec des substrats approuvés, ce qui limite indirectement l'utilisation du lisier et de plusieurs résidus organiques. De plus, le coût actuel des farines d'insectes demeure peu compétitif comparativement aux sources de protéines conventionnelles comme le tourteau de soya ou la farine de poisson. Ensuite, les volumes de production disponibles au Québec sont encore insuffisants pour répondre aux besoins de l'industrie porcine. Finalement, la composition nutritionnelle des farines d'insectes peut varier considérablement selon l'alimentation des insectes, ce qui complique la standardisation des formulations alimentaires.

Message à retenir

Ainsi, malgré un fort potentiel zootechnique et environnemental, l'utilisation des farines d'insectes en production porcine au Québec demeure en développement. Des avancées en production, en réglementation et en standardisation sont nécessaires pour permettre une intégration plus large et durable de ces ingrédients dans les moulées porcines. ■

Références :

Cho, K. H., Kang, S. W., Yoo, J. S., Song, D. K., Chung, Y. H., Kwon, G. T., & Kim, Y. Y. (2020). Effects of mealworm (Tenebrio molitor) larvae hydrolysate on nutrient ileal digestibility in growing pigs compared to those of defatted mealworm larvae meal, fermented poultry by-product, and hydrolyzed fish soluble. *Asian-Australasian journal of animal sciences, 33*(3), 490–500. https://doi.org/10.5713/ajas.19.0793

Harinder P.S. Makkar, Gilles Tran, Valérie Heuzé, Philippe Ankers, State-of-the-art on use of insects as animal feed, Animal Feed Science and Technology, Volume 197, 2014, Pages 1-33, https://doi.org/10.1016/j.anifeedsci.2014.07.008.

Hong, J., & Kim, Y. Y. (2022). Insect as feed ingredients for pigs. *Animal bioscience, 35*(2), 347–355. https://doi.org/10.5713/ab.21.0475

Stamer A. (2015). Insect proteins-a new source for animal feed: The use of insect larvae to recycle food waste in high-quality protein for livestock and aquaculture feeds is held back largely owing to regulatory hurdles. *EMBO reports, 16*(6), 676–680. https://doi.org/10.15252/embr.201540528

Jin, X. H., Heo, P. S., Hong, J. S., Kim, N. J., & Kim, Y. Y. (2016). Supplementation of Dried Mealworm (Tenebrio molitor larva) on Growth Performance, Nutrient Digestibility and Blood Profiles in Weaning Pigs. *Asian-Australasian journal of animal sciences, 29*(7), 979–986. https://doi.org/10.5713/ajas.15.0535

Yoo, J. S., Cho, K. H., Hong, J. S., Jang, H. S., Chung, Y. H., Kwon, G. T., Shin, D. G., & Kim, Y. Y. (2019). Nutrient ileal digestibility evaluation of dried mealworm (Tenebrio molitor) larvae compared to three animal protein by-products in growing pigs. *Asian-Australasian journal of animal sciences, 32*(3), 387–394. https://doi.org/10.5713/ajas.18.0647

Ji, Y. J., Liu, H. N., Kong, X. F., Blachier, F. F., Geng, M. M., Zhang, Y. Y., & Yin, Y. L. (2016). Use of insect powder as a source of dietary protein in early-weaned piglets. *Journal of Animal Science, 94*, 111–116.Crosbie,

M., Zhu, C., Karrow, N. A., & Huber, L.-A. (2021). The effects of partially replacing animal protein sources with full fat black soldier fly larvae meal (Hermetia illucens) in nursery diets on growth performance, gut morphology, and immune response of pigs. *Translational Animal Science, 5*(2), txab057. https://doi.org/10.1093/tas/txab057

Lee, C. G., Da Silva, C. A., Lee, J.-Y., Hartl, D., & Elias, J. A. (2008). Chitin regulation of immune responses : An old molecule with new roles. *Autoimmunity / Allergy and Hypersensitivity, 20*(6), 684 689. https://doi.org/10.1016/j.coi.2008.10.002



Christiane Nadeau, agente à la vie associative cnadeau@leseleveursdeporcs.quebec

Des WebiPorQ qui mobilisent nos membres!

Depuis 2025, Les Éleveurs de porcs du Québec proposent une série de webinaires de formation destinés à leurs membres. Plus d'une douzaine de rencontres ont déjà été offertes, abordant notamment le transport, le bien-être, l'économie et la mise en marché. À ce jour, plus de 500 participant.e.s ont pris part à ces activités conçues pour répondre aux réalités des membres.



De gauche à droite : Katherine Rousseau, directrice générale des Agricultrices du Québec, Sophie Perreault, directrice générale des Éleveurs de porcs du Québec, et Danièle Henkel, sénatrice et conférencière.



De gauche à droite : Tristan Deslauriers, directeur des relations publiques des Éleveurs, Christiane Nadeau, agente à la vie associative des Éleveurs, Danièle Henkel, et Sophie Perreault.

Le 27 mars dernier, la sénatrice et conférencière Danièle Henkel était présente lors du webinaire animé par Katherine Rousseau, directrice générale des Agricultrices du Québec et Sophie Perreault, directrice générale des Éleveurs de porcs du Québec.

Ce webinaire inspirant et rassembleur a connu un franc succès. L'événement a réuni de nombreux.euses participant.e.s et a permis de mettre en lumière le leadership au féminin comme un véritable levier de performance, d'innovation et d'influence pour le secteur.

À travers son parcours et des exemples concrets, Mme Henkel a mis en lumière les fondements d'un leadership authentique et inclusif, ainsi que son rôle comme levier de performance, d'innovation et d'influence.

De cette collaboration porteuse émerge un message clair : le leadership féminin est une force collective à cultiver. Un appel à se soutenir et à continuer de faire avancer le milieu, ensemble.

Plusieurs de nos WebiPorQ sont offerts en rediffusion sur le site Web des Éleveurs. Pour les visionner, il suffit de balayer le code QR ci-haut. ■

WebiPorQ

Tristan Deslauriers, directeur des relations publiques, Les Éleveurs de porcs du Québec tdeslauriers@leseleveursdeporcs.quebec

Prendre soin des animaux, c'est notre quotidien

Les éleveuses et éleveurs de porcs du Québec sont soucieux du bien-être de leurs animaux et mettent tout en œuvre pour respecter les bonnes pratiques d'élevage. Grâce au programme PorcBIEN-ÊTRE et à son accréditation obligatoire, les éleveurs et éleveuses démontrent qu'ils sont engagés à fournir les meilleurs soins à leurs animaux.

Bien-être des porcs

Code de pratiques pour le soin et la manipulation des porcs

Le premier code de pratique dans le secteur porcin a été mis en place en 1984. Depuis, il a été révisé en 1993, en 2003 et en 2014. Une révision est actuellement en cours et devrait être terminée en 2028.

Les codes de pratiques sont l'aboutissement d'un processus rigoureux qui tient compte des meilleures données scientifiques disponibles sur chaque espèce, compilées dans un rapport indépendant examiné par les pairs, avec l'apport des parties prenantes. Le processus d'élaboration tient aussi compte des exigences pratiques pour chaque espèce – les facteurs dont il faut tenir compte pour promouvoir l'application uniforme des codes à l'échelle du Canada et pour que les parties prenantes y aient recours, afin d'obtenir des résultats bénéfiques sur le plan du bien-être animal. Étant donné l'utilisation généralisée des codes par de nombreuses parties au Canada aujourd'hui, il est important que tout le monde comprenne comment ils sont censés être utilisés.

Tous les éléments des codes, de leur élaboration à leur mise en œuvre et à leur examen continu par un vaste éventail de parties prenantes, sont conçus pour favoriser l'amélioration continue des résultats liés au bien-être animal. Les exigences représentent la position de consensus sur les mesures minimales que doit appliquer toute personne qui s'occupe d'animaux d'élevage. Lorsque des exigences sont comprises dans un programme d'évaluation, les personnes qui omettent de les respecter peuvent être contraintes d'apporter des mesures correctives, sans quoi elles risquent de perdre des marchés.

Source : *Conseil national pour les soins aux animaux d'élevage : https://www.nfacc.ca/*



Foire aux questions

1. Existe-t-il un vide juridique pour les animaux d'élevage ?

Non. Le législateur a reconnu la qualité des règles de l'industrie et le processus d'adoption des codes de pratiques et les a incorporés dans sa *Loi sur le bien-être et la sécurité des animaux* en assujettissant les activités agricoles à ces codes.

Un éleveur ou une éleveuse qui ne respecte pas les règles généralement reconnues prévues à la Loi est passible des mêmes sanctions que tout propriétaire d'animaux au Québec.

De plus, l'industrie interdit la livraison à l'abattoir de tout animal élevé sans respect des normes de bien-être animal.

2. Est-ce que le bien-être des animaux d'élevage fait l'objet d'une réglementation détaillée ?

Le Conseil national pour les soins aux animaux d'élevage encadre la pratique de l'élevage des animaux. Dans le secteur porcin, le Conseil a établi un Code de pratiques pour le soin et la manipulation des porcs de près de 80 pages. Tous les éleveurs et éleveuses de porcs au Canada doivent respecter ces règles.

Les règles édictées dans le Code sont entérinées par tous les acteurs de l'industrie, incluant les gouvernements et la fédération des SPCA du Canada.

3. Existe-t-il des inspections des fermes porcines par le gouvernement ?

Le gouvernement du Québec, via le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ), a le pouvoir d'inspecter toute exploitation agricole sur le territoire du Québec s'il a des craintes pour le bien-être ou la sécurité des animaux.

De plus, tous les bâtiments d'élevage font l'objet d'une validation annuelle par un expert membre d'un ordre professionnel (agronome ou vétérinaire) pour s'assurer que l'éleveur respecte les règles établies dans le Code.





4. Est-ce que les animaux sont élevés dans des cages tellement étroites qu'ils ne peuvent même pas se retourner ?

C'est faux. Les porcs élevés au Québec sont dans la très grande majorité du temps en groupe dans des parcs d'élevage et ne font l'objet d'aucune contention.

Concernant les truies, une période en cage d'environ 20 jours suivant la naissance de ses porcelets est nécessaire afin d'éviter la mort accidentelle par écrasement des porcelets. Le reste du temps, une nouvelle norme du Code entrera en vigueur en 2029 et exigera que les truies soient libres durant leur gestation. Actuellement, plus de la moitié des truies au Québec sont élevées sans cage durant leur gestation.

5. Comment s'effectue la castration des porcelets ?

Lors de la castration des porcelets, une anesthésie et une analgésie sont nécessaires lorsqu'ils sont âgés de plus de 10 jours. En bas de cet âge, l'analgésie est obligatoire.

6. Comment fonctionne le processus d'adoption des codes de pratiques ?

Les codes de pratiques sont adoptés par consensus, c'est-à-dire que tous les membres du comité doivent être en accord avec les disposition du Code.

Voici les membres actuels du comité d'adoption du Code :

- Éleveurs ou éleveuses de porcs (5)
- Agence canadienne d'inspection des aliments (1)
- Agriculture et Agroalimentaire Canada (1)
- Fédération des SPCA du Canada (1)
- Ministère du Solliciteur général (1)
- Agriculture Manitoba (1)
- Conseil canadien du commerce de détail (1)
- Restaurants Canada (1)
- Conseil des Viandes du Canada (1)
- Steve's Livestock Transport (1)
- Association canadienne des médecins vétérinaires (1)
- Vétérinaire en chef du Conseil canadien du porc (1)
- Dr Yolande Seddon, professeure associée à l'Université de la Saskatchewan et experte en bien-être animal (1)

De plus, un comité scientifique composé de 6 experts et expertes indépendant.e.s conseillent le comité d'adoption.



7. Utilisons-nous des antibiotiques dans les élevages porcins du Québec ?

Oui, la majorité des fermes porcines utilisent des antibiotiques pour traiter les porcs malades. Certaines fermes se spécialisent toutefois dans l'élevage sans antibiotiques. L'administration d'un antibiotique à un animal doit toujours être prescrite par un vétérinaire.

Le Québec est la province qui utilise le moins d'antibiotiques. La moyenne d'utilisation québécoise en 2020 était 36 % plus basse qu'en 2016. Pour les antibiotiques les plus importants pour la santé humaine, l'utilisation est en baisse de 98,5 %.

Le secteur porcin québécois est le premier au Canada à s'être fixé une cible de réduction des antibiotiques, toute espèce confondue.

8. Quel est l'impact de l'élevage de porcs sur l'environnement ?

Comme toutes les activités agricoles et économiques, le secteur porcin émet des gaz à effet de serre (GES) et utilise de l'eau.

Concernant l'eau, la majeure partie de l'eau utilisée dans le secteur porcin est attribuable à la production et la transformation des grains pour alimenter les porcs (65 %), alors que l'abattage (18 %) et l'élevage (17 %) consomment beaucoup moins d'eau. D'ailleurs, le bilan d'utilisation de l'eau au Québec est de 25 % moins que les cinq principaux pays exportateurs de porc.

Concernant les GES, la majeure partie des GES émis est attribuable à la production et la transformation des grains pour alimenter les porcs (52 %), suivie par l'élevage (39 %) et l'abattage (9 %). Le bilan d'émission de GES au Québec est de 45 % de moins que les cinq principaux pays exportateurs de porcs.

Choisir une viande de porc locale est donc un choix consciencieux de l'environnement plutôt qu'une viande des principaux exportateurs.

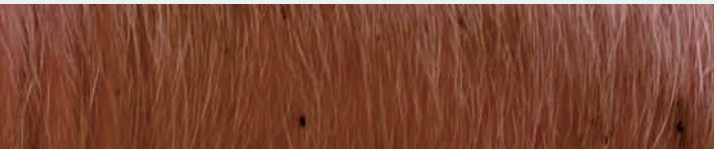
9. Est-ce que les conditions de transport des porcs sont encadrées ?

Les éleveurs et éleveuses élèvent leurs animaux selon des normes élevées dans le but d'obtenir un produit sain, salubre et de bonne qualité. Tous ces investissements en temps et en argent risqueraient d'être perdus si les animaux n'étaient pas bien traités durant leur transport.

Au Canada, le transport des porcs est réglementé par l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA), notamment via le Règlement sur la santé des animaux qui définit les conditions de transport sans cruauté de tous les animaux au Canada, et ce, peu importe le moyen de transport utilisé. ■



« Le secteur porcin québécois est le **premier au Canada** à s'être fixé une cible de **réduction des antibiotiques**, toute espèce confondue. »



CDPQ

Nathalie Plourde, B. Sc. A., responsable des communications, CDPQ nplourde@cdpq.ca

2029 arrive plus vite qu'on le pense : le CDPQ peut vous accompagner dans l'élaboration de votre projet de transition vers les truies en groupe

La transition vers la gestion des truies en groupe n'est plus une possibilité lointaine : elle est maintenant bien concrète. Le 1er juillet 2029 marque la date butoir à partir de laquelle les cochettes et les truies gestantes devront être logées en groupe, à l'exception d'une courte période suivant la saillie. Cette exigence s'inscrit dans le programme PorcBIEN-ÊTRE et sera intégrée aux critères d'audit de l'industrie.



« Même si cette échéance peut sembler encore éloignée, **les producteurs qui devront adapter leurs bâtiments** doivent savoir que les **délais de réflexion**, **de planification**, **d'autorisations** et de **construction** peuvent facilement s'étendre sur plusieurs années. »

– Sébastien Turcotte, agr., responsable - Bâtiments et régie d'élevage au CDPQ.

Ce que cette transition représente réellement pour votre entreprise

Avant de parler de plans de bâtiments ou de systèmes d'alimentation, il faut se poser une question fondamentale : qu'est-ce que cette transition change pour votre entreprise ?

Ce n'est pas uniquement une mise aux normes. C'est une occasion de revoir l'ensemble de votre organisation :

- Votre bloc saillie est-il adapté ou devra-t-il être repensé ?
- Vos cases de mise-bas arrivent-elles à leur limite de performance ou de confort ?
- Vos déplacements d'animaux sont-ils efficaces (quarantaine, truies à problème, réformes) ?
- Votre main-d'œuvre est-elle prête à absorber un changement de régie parfois important ? Pensez à faciliter leur travail au quotidien.

Autrement dit, un projet de truies en groupe mal réfléchi peut rapidement devenir une contrainte. À l'inverse, bien planifié, il peut devenir un levier d'efficacité et de performance pour les 15 à 20 prochaines années.

Des choix qui peuvent aussi devenir des opportunités

Même si les investissements requis sont importants, plusieurs producteurs pourraient profiter de cette transition pour améliorer leurs performances ou repositionner leur entreprise.

Prenons par exemple le choix des cases de mise bas. Nos travaux de recherche au CDPQ démontrent notamment que certaines configurations de cases de mise-bas réduisent significativement les pertes par écrasement. Des cases plus grandes ou des modèles de type ascenseur peuvent contribuer à sevrer davantage de porcelets, ce qui influence directement la rentabilité.



Case de mise bas de type ascenseur (le plancher de la truie se soulève lorsqu'elle est debout, empêchant les petits d'aller sous elle et prévenant les écrasements lorsqu'elle se couche)

Certains producteurs envisagent d'augmenter leur nombre de truies pour rentabiliser les investissements. D'autres cherchent plutôt à optimiser leurs installations existantes. Il n'y a pas une seule bonne réponse - mais il y a des choix à faire, et ils doivent être réfléchis tôt.

Les données de la filière montrent aussi que tous les producteurs ne feront pas la transition au même rythme. Cela pourrait modifier l'équilibre global du cheptel québécois dans les prochaines années. Dans ce contexte, chaque décision individuelle peut avoir un impact sur la dynamique de la filière.

Le choix du système : simplicité ou technologie ?

Un des éléments centraux du projet est le système d'alimentation des truies en groupe. DAC, DAC autobloquant, réfectoire, alimentation au sol ou bat-flanc : les options sont nombreuses et chaque approche possède ses avantages et ses contraintes.

Les systèmes automatisés offrent une grande précision alimentaire et peuvent réduire certains besoins en main-d'œuvre. Les systèmes plus simples peuvent être plus robustes et moins coûteux. Dans tous les cas, les performances globales demeurent souvent comparables - c'est surtout la qualité de gestion qui fait la différence.

Mais un point revient constamment dans nos analyses et nos discussions avec les producteurs : le meilleur système n'est pas nécessairement le plus sophistiqué. C'est celui que vous serez capables d'opérer efficacement, jour après jour, avec votre équipe.

Les démarches réglementaires : souvent sous-estimées

Un autre aspect que nous rappelons régulièrement aux producteurs : les délais réglementaires sont souvent le principal facteur limitant.

Entre les validations municipales, les autorisations environnementales, les calculs de conformité, les plans techniques et parfois les consultations publiques, les délais peuvent facilement atteindre plusieurs mois, voire plus d'un an dans certains cas.

Depuis 2021, certaines modifications de bâtiments ou de béton en contact avec les déjections animales peuvent même nécessiter une autorisation environnementale, même sans changement de production.

Dans certains cas, une consultation publique municipale peut également être déclenchée, ajoutant plusieurs semaines supplémentaires au calendrier.

C'est souvent ici que les projets prennent du retard - pas sur le chantier, mais bien avant la première pelletée de terre.

Ne pas attendre pour commencer

Ce que nous observons sur le terrain : les producteurs qui commencent tôt ont plus de choix, plus de flexibilité et moins de pression.

À l'inverse, ceux qui attendent risquent de faire face à des délais serrés, à une hausse des coûts et à une disponibilité réduite des entrepreneurs et des équipements.

C'est pourquoi nous vous encourageons à amorcer votre réflexion dès maintenant, même si votre projet semble encore lointain. Réserver tôt ses entrepreneurs et ses équipements pourrait faire une différence importante sur les coûts, les délais et le choix des solutions disponibles.



Accompagnement du CDPQ

Au CDPQ, et sous la responsabilité de Sébastien Turcotte pour ce volet, nous offrons un accompagnement aux producteurs qui souhaitent planifier ou structurer leur transition vers la gestion des truies en groupe.

Cet accompagnement peut prendre plusieurs formes :

- → Analyse de votre situation actuelle et de vos bâtiments
- → Scénarios d'aménagement ou de reconstruction
- → Choix de systèmes d'alimentation et de régie
- → Appui technico-économique dans vos décisions

Le CDPQ peut également contribuer au transfert de connaissances en partageant les résultats de projets de recherche réalisés dans les conditions québécoises, notamment sur les performances des différents systèmes, l'ergonomie des bâtiments ou les aménagements favorisant le bien-être animal et l'efficacité du travail.

L'objectif n'est pas de proposer une solution unique, mais de vous aider à prendre des décisions adaptées à votre réalité d'entreprise.

Dans un contexte où les investissements seront majeurs et où les choix réalisés auront un impact pour les 20 prochaines années, cet accompagnement peut permettre d'éviter des erreurs coûteuses.



> « Vous avez encore du temps, mais ce temps doit être utilisé pour **planifier**, **analyser** et **structurer** votre projet. Ceux qui commencent maintenant auront des **choix**. Ceux qui attendent auront des **contraintes**. »
>
> – Sébastien Turcotte, agr., CDPQ

2029 : une ligne de départ, pas une ligne d'arrivée

En conclusion, 2029 n'est pas seulement une nouvelle exigence, mais un point de départ vers une nouvelle façon de produire.

Les producteurs qui amorceront leurs réflexions rapidement auront davantage de flexibilité, plus d'options et un meilleur accès aux ressources nécessaires pour mener leur projet à terme. À l'inverse, ceux qui attendront risquent de subir les délais, les hausses de coûts et les contraintes imposées par un marché déjà sous pression.

Dans ce type de projet, ce sont souvent les choix faits tôt qui déterminent le succès à long terme.

Contact

Pour en savoir plus sur notre service d'accompagnement pour la transition vers la gestion des truies en groupe, contactez :

Sébastien Turcotte
Responsable – Bâtiments et régie d'élevage au CDPQ

sturcotte@cdpq.ca

Cell. : 418 997-3865

Le CDPQ dispose également d'une vitrine spécialisée sur la gestion des truies en groupe, regroupant tous les documents et vidéos publiés sur ce sujet. Visitez notre site internet www.cdpq.ca, section Publications/Nos dossiers thématiques/Truies en groupe. ■

Aliny Novais, agente de projet, Service santé, qualité, recherche & développement des Éleveurs de porcs du Québec
anovais@leseleveursdeporcs.quebec

ZONES EXEMPTES DU SRRP

Le mouvement prend de l'ampleur : Charlevoix passe à l'action

Bonne nouvelle : Charlevoix est maintenant reconnue comme une zone exempte du SRRP (syndrome reproducteur et respiratoire porcin), emboîtant ainsi le pas au Bas-Saint-Laurent, précurseur de cette démarche collective au Québec.



Cette reconnaissance reflète la mobilisation concrète des éleveurs, vétérinaires et partenaires de la région afin de protéger les élevages, améliorer la santé animale et réduire les risques liés à ce virus hautement contagieux.

Mais comment une région peut-elle réellement devenir exempte du SRRP? Quels gestes doivent être posés sur le terrain pour protéger durablement les élevages? Une nouvelle vidéo produite par Les Éleveurs de porcs du Québec et le CDPQ répond concrètement à ces questions.

En quelques minutes, la vidéo présente les étapes essentielles de la démarche et met en lumière le rôle clé de chacun dans le succès collectif du projet.

Déjà, des éleveurs du Bas-Saint-Laurent, de Charlevoix, de Montmagny, de L'Islet et de Kamouraska participent activement à cette initiative visant à prévenir, contrôler et ultimement éradiquer le SRRP dans certaines régions stratégiques du Québec.

Visionnez la vidéo et inspirez-vous des régions qui ouvrent déjà la voie vers des zones exemptes du SRRP au Québec. ■

L.G. HÉBERT ET FILS LTÉE (abattoir)
Achats de truies et mâles de réforme
Antonio Filice et Mario Côté
Propriétaires
428, rue Hébert
Ste-Hélène de Bagot
Cté Johnson, (Qc)
JOH 1M0
450 791-2630
171164

Étienne Gosselin, agr., M. Sc., rédacteur pigiste **etiennegosselin@hotmail.com**

Prolonger la vie utile des porcs morts

Même morts, les porcs rendent des services aux humains, encore faut-il bien traiter leur dépouille. Un programme d'aide financière – reconduit jusqu'au 15 novembre 2026! – existe pour composter ou réfrigérer les carcasses et leur donner un second souffle. *Porc Québec* a visité deux entreprises qui sont passées à l'action.



Commençons par la mauvaise nouvelle : gérer des animaux morts constitue un défi à la fois réglementaire, environnemental, sanitaire et social. Gare aux contrevenants qui laisseraient des animaux pourrir au soleil à la vue des badauds : des inspections et des amendes peuvent être exigées en cas de non-respect. Et la bonne nouvelle? En vigueur depuis 2022 et administré par Les Éleveurs de porcs du Québec (ÉPQ) selon des fonds accordés par le MAPAQ, le *Programme d'aide financière visant l'amélioration de la gestion des porcs morts à la ferme* est prolongé jusqu'à la fin de l'année 2026.

L'agronome Yves Garceau, conseiller principal aux affaires agronomiques aux ÉPQ a calculé les coûts de disposition des animaux morts par kilo. La réfrigération, combinée à l'équarrissage, représente la solution la plus économique selon l'agronome, qui stipule aussi que les composteurs sont rentables si on considère une partie du coût comme une « prime biosécurité » pour conserver un haut statut sanitaire.



Christopher Robitaille a choisi la longueur du cylindre selon le volume de matière à traiter. Une sonde de température connectée permet d'ajuster le brassage.



La réfrigération diminue les odeurs et éloigne les vecteurs de maladies – ailés ou à quatre pattes. Le programme d'aide a permis de payer la moitié du projet.



Les carcasses sont conservées à 3 °C. Les bacs sont menés à 400 mètres de la maternité ce qui assure la biosécurité du site de la ferme de Saint-Wenceslas.



Depuis 2024, Jordan Desmarais de Ferme Multiporc utilise une chambre réfrigérée pour y déposer les animaux morts, réduisant par deux les collectes de l'équarisseur.

Morts, mais encore frais

Quand il était jeune, Jordan Desmarais aidait ses parents à disposer des cadavres à l'incinérateur au propane – souvent brisé – de la ferme. L'odeur? Cochon brûlé. Il a ensuite vécu les années où l'équarisseur récupérait deux fois par semaine les bêtes mortes. L'odeur, surtout en période estivale? Charogne. « Cohabitation avec les voisins », il lance ces mots, même si sa famille et lui sont installés en milieu résolument rural, à Saint-Wenceslas.

Aujourd'hui, le nombre de visites du récupérateur d'animaux est divisé par deux : Ferme Multiporc compte, depuis 2024, une unité frigorifique de 16 pieds par 20 pour entreposer à 3 °C les aléas de la production de 1500 truies. Les murs de six pouces d'épaisseur sont constitués d'un isolant haute densité.

La salle réfrigérée fait saillie avec la porcherie. Elle a été positionnée stratégiquement au bout du bâtiment, connectée avec les chambres de mise bas pour diminuer le nombre de pas. Elle comporte deux bacs soulevés par un tracteur quand la porte de garage qui donne sur l'extérieur est ouverte. La salle est assez vaste pour y entrer la civière avec une truie morte. Un treuil au plafond permet de transférer aisément l'animal mort dans le bac.

Jordan Desmarais aurait aimé compter sur des plans clé en main pour sa chambre froide, installée par un frigoriste du Centre-du-Québec, la première du genre dans la région pour une entreprise porcine. Par exemple, il aurait installé un drain de plancher pour faciliter le lavage à grande eau. Avis aux prochains intéressés : treuil, drain, appentis au-dessus de la chambre froide pour prolonger sa durée de vie, un innovateur précoce vous offre ces conseils gratuits!

Et les motivations? Oui, les odeurs et la cohabitation, mais il y avait plus. Les truies qui gonflent, grouillent de vers et attirent des vecteurs de maladie – oiseaux et animaux – sont chose du passé. Jordan sort maintenant les bacs pour les amener à 400 mètres de la ferme, le matin même de la collecte ou la veille au soir, selon la météo. « C'est un projet de biosécurité », assure-t-il.

Le producteur n'a qu'un conseil pour ses collègues : « Il faut utiliser le programme quand ça passe ». Il a obtenu 25 000 $ pour réaliser son projet au coût total de 54 000 $. En somme, il a reçu de quoi faire ses frais – et faire son frais!



La propagation des maladies inquiétait Christopher Robitaille, qui a rendu Ferme 133 complètement autonome pour la disposition des animaux morts.



Au bout de 20 à 25 jours, un compost sort du cylindre et est entreposé dans un conteneur. Le compost retourne à la terre, faisant le bonheur d'un producteur biologique.

Morts, mais pas enterrés

Quotidiennement, un employé à la Ferme 133 du Groupe Robitaille collecte les placentas et les animaux morts (truies, porcelets et porcs) dans la pelle d'un tracteur. Ce fossoyeur des temps modernes se rend ensuite au fond du site où l'on trouve un composteur mécanique rotatif de 16 pieds de longueur. Après avoir fait coulisser les portes, il déverse ce matériel dans le cylindre métallique. Et la magie du cycle de la vie opère.

Après environ 20 à 25 jours de transit, une carcasse devient compost. Les reliques qui sortent du tube ont une agréable odeur – c'est subjectif! – de fumier de volailles. Le compost qu'on devine riche est accumulé dans un conteneur maritime, à l'abri des intempéries. Il fait le bonheur d'un producteur biologique de la région de Saint-Sébastien.

Le mélange atteint entre 55 et 65 °C pour dégrader la matière organique au moyen de la charge bactérienne. Une truie de 300 kg, un porc de 145 kg ou un porcelet de 6 kg ne nécessitent pas la même quantité de copeaux de bois, source de carbone pour équilibrer la richesse en azote des carcasses. « On utilise 30 % du poids de la carcasse en ripe », mentionne Christopher Robitaille, directeur production au sein de l'entreprise familiale de Farnham.

Cet article a été réalisé dans le cadre d'un programme rendu possible grâce à la participation financière du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ).

Sur son ordinateur, l'homme suit à distance les lectures de la sonde de température qui compose de jolis graphiques. « Nous avons quatre sites corporatifs avec composteurs mécaniques et deux autres sites avec compostage en cellules bétonnées », détaille la relève de l'entreprise de troisième génération. La durabilité? « Je n'entrevois pas la fin de la vie utile du système à moyen terme. » D'autres maternités du groupe utilisent par ailleurs le compostage en cellules bétonnées.

Coût pour coût, estime Christopher, il est plus économique de faire venir l'équarisseur, qui facture un frais fixe à chaque visite et un frais variable selon la quantité de matériel à collecter. Si le composteur a été subventionné à hauteur de 50 %, on y ajoute le coût des copeaux et une poignée de dollars par année pour l'énergie qui actionne le petit moteur qui entraine pendant quelques secondes le cylindre à toutes les heures – ou moins fréquemment encore. Un ventilateur apporte de l'oxygène dans ce milieu clos.

Mais ce qui rend le système rentable, selon Christopher, est l'autonomie complète pour disposer des animaux morts. Voir apparaitre le camion de l'équarisseur avait de quoi le rendre nerveux pour la biosécurité du site. Le compostage aurait donc les mêmes effets qu'une petite camomille!

Pour soumettre sa candidature et obtenir plus d'information, balayez ce code QR. ■



Le SIMDUT est un système pancanadien visant à protéger la santé et la sécurité des travailleurs en favorisant l'accès à l'information sur les matières dangereuses utilisées au travail. Ce système comporte trois volets essentiels qui sont les fiches de données de sécurité (FDS), les étiquettes des produits et le programme de formation et d'information des travailleurs.

Être conscient que :

- Des pictogrammes de danger standardisés sont utilisés pour aider à identifier rapidement les dangers que représente un produit.
- Il peut y avoir plus d'un pictogramme signalant un danger sur l'étiquette d'un produit considéré comme matière dangereuse.
- Vous devez respecter, pour votre sécurité et celle de vos collègues, les consignes sur les fiches de données de sécurité.

Les dangers pour vous :

- Les dangers sont variables selon les produits utilisés. Cela va du risque d'intoxication au risque d'explosion. C'est pourquoi il est essentiel de lire la fiche de données propre à chaque produit.

Des mesures à préconiser :

- Lorsqu'il est nécessaire d'utiliser une matière potentiellement dangereuse, par exemple un désinfectant ou un biocide, choisir, autant que possible, parmi les produits présentant le moins de risques pour la santé et la sécurité des personnes pouvant y être exposées. Lire les étiquettes et consulter les FDS.
- Les FDS et les étiquettes doivent donc être consultées lors de l'achat et avant l'utilisation des produits. Elles doivent également être disponibles et facilement accessibles sur le lieu de travail.
- Selon le mode d'emploi des produits retenus et pour chacune des étapes du travail, déterminer comment les personnes peuvent être exposées et comment les protéger de façon efficace (ex. : contrôle de l'accès, port d'équipement de protection, etc.). →

MATIÈRES DANGEREUSES

Des mesures à préconiser : *(suite)*

- Les FDS et les étiquettes fournissent également des informations sur les mesures de prévention et les équipements de protection. Elles fournissent aussi des informations concernant les mesures d'urgence et les premiers soins.
- Conserver à portée de main le numéro du Centre antipoison du Québec : 1 800 463-5060.
- Ne pas attendre que la personne soit malade ou qu'elle soit dans une situation grave pour téléphoner.
- Si la victime est inconsciente, qu'elle ne respire pas ou que son cœur ne bat plus, composer le 9-1-1, puis commencer la réanimation cardiorespiratoire si vous êtes apte à la faire.



Ne pas hésiter à composer le 9-1-1 si la situation est critique.

Pictogrammes de danger du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT)



Bouteille à gaz
Gaz sous pression



Flamme
Matière inflammable



Flamme sur un cercle
Matière comburante



Bombe explosant
Matière pouvant exploser sous l'effet de la chaleur



Corrosion
Matière corrosive pour la peau, les yeux / Matière corrosive pour les métaux



Point d'exclamation
Toxicité aiguë : nocif en cas d'ingestion, par contact cutané ou par inhalation / toxicité pour certains organes cibles; exposition unique / sensibilisant / irritant



Tête de mort sur deux tibias
Toxicité aiguë : mortel ou toxique en cas d'ingestion, par contact cutané ou par inhalation



Danger pour la santé
Sensibilisation respiratoire / mutagénicité cancérogénicité / toxicité pour la reproduction / toxicité pour certains organes cibles; exposition unique ou expositions répétées / danger par aspiration



Danger biologique
Matières infectieuses présentant un danger biologique



Environnement
Danger pour les milieux aquatiques (n'est pas prescrit par le SIMDUT, mais peut être utilisé)

Une version téléchargeable d'une affiche avec les pictogrammes SIMDUT est disponible sur le site Web de la CNESST.

Illustration : Judith Boivin-Robert



PORTIONS : 4
PRÉPARATION : 15 MINUTES
CUISSON : 15 MINUTES



BURGERS DE PORC

AU FROMAGE OKA

INGRÉDIENTS

454 g (1 lb) de porc haché du Québec
125 ml (1/2 tasse) de chapelure panko
45 ml (3 c. à table) de moutarde à l'ancienne
30 ml (2 c. à table) de ciboulette, coupée en tronçons de 1 cm (½ po) de longueur
15 ml (1 c. à table) de vinaigre balsamique
1 œuf
4 tranches de fromage OKA ou de cheddar fumé
4 petits pains à l'oignon, coupés en deux
75 ml (1/3 tasse) de mayonnaise
4 feuilles de laitue frisée (verte ou rouge)
Sel et poivre du moulin, au goût

Oignons caramélisés et champignons caramélisés

15 ml (1 c. à table) d'huile d'olive
15 ml (1 c. à table) de beurre
1 gros oignon rouge, émincé
15 ml (1 c. à table) de feuilles de thym
2 champignons portobello, tranchés
15 ml (1 c. à table) de vinaigre balsamique
15 ml (1 c. à table) de ciboulette, coupée en tronçons de 1 cm (1/2 po) de longueur
Sel et poivre du moulin, au goût

PRÉPARATION

1. Préchauffer le barbecue à chaleur moyenne-élevée. Huiler la grille.
2. Pour les oignons caramélisés, dans une poêle en fonte à feu moyen-vif, chauffer l'huile et le beurre. Ajouter l'oignon et le thym. Saler et poivrer. Cuire, en remuant de temps à autre, jusqu'à ce que l'oignon soit légèrement caramélisé, soit environ 10 minutes. Ajouter les champignons et poursuivre la cuisson 5 minutes. Ajouter plus d'huile au besoin. Ajouter le vinaigre et la ciboulette. Cuire encore 1 minute. Rectifier l'assaisonnement.
3. Entre-temps, dans un grand bol, mélanger le porc avec la chapelure, 30 ml (2 c. à table) de la moutarde, la ciboulette, le vinaigre et l'œuf. Saler et poivrer. Avec les mains, façonner la viande en 4 galettes de 1 cm (1/2 po) d'épaisseur.
4. Griller les galettes sur le barbecue de 6 à 8 minutes en les retournant à mi-cuisson. Pendant la dernière minute de cuisson, placer une tranche de fromage sur chaque galette. Griller les pains du côté intérieur 2 minutes ou jusqu'à ce qu'ils soient dorés.
5. Dans un petit bol, fouetter ensemble la mayonnaise avec le reste de la moutarde. Saler et poivrer.
6. Tartiner l'intérieur des pains du mélange de mayonnaise. Répartir les galettes sur la base des pains. Garnir du mélange d'oignons et de champignons, et des feuilles de laitue. Servir avec des croustilles de patates douces, si désiré.

Pour plus de plaisir : www.leporcduquebec.com

DE PORC ET D'AUTRE

Anne Cazavan, rédactrice en chef acazavan@leseleveursdeporcs.quebec

LE 6 MAI, C'EST *STEAMÉ*!

Depuis quelques années, le 6 mai est devenu la Journée québécoise du *steamé*. L'initiative, lancée en 2023 par l'humoriste Mathieu Dufour, repose sur un jeu de mots tout simple : dites « six mai » rapidement et vous entendrez… « *steamé* »! Ce qui était au départ une blague est rapidement devenu un rendez-vous festif célébré partout au Québec.

Mais pourquoi le *steamé* occupe-t-il une place aussi particulière dans le cœur des Québécois et Québécoises? Véritable classique des casse-croûtes d'ici, le hot-dog vapeur est depuis longtemps associé à la culture populaire montréalaise avant de conquérir l'ensemble du Québec. Servi dans un pain lui aussi cuit à la vapeur et garni de moutarde, de chou ou de relish, il fait partie du paysage culinaire québécois depuis des générations.

Aux Éleveurs de porcs du Québec, nous n'avons pas résisté à l'appel du *steamé* cette année encore. Tous et toutes se sont réunis autour d'un dîner hot-dogs le 6 mai dernier sur l'heure du lunch afin de souligner cette journée rassembleuse. Après tout, peu de mets réussissent à mettre autant de monde d'accord qu'un bon *steamé*! ■



Le porc entre en scène

Après les fermes, les marchés et les assiettes, voilà que le porc s'invite maintenant sur les planches! Le Théâtre La Licorne de Montréal présentera la pièce **Temps de cochon** du 13 avril au 8 mai 2027. Cette nouvelle création de l'auteur, metteur en scène et interprète Justin Laramée prendra la forme d'un « stand-up documentaire théâtral » consacré à la production porcine québécoise.



Pour préparer ce spectacle, l'artiste a mené une enquête de quatre ans sur le secteur porcin. La pièce abordera notamment les transformations de l'industrie, les défis vécus par les entreprises et les réalités humaines qui ont marqué les dernières années.

Après avoir exploré les secteurs laitier et bovin dans ses précédents projets, Justin Laramée s'intéresse cette fois-ci au porc. Une chose est certaine : il n'est pas tous les jours qu'une production agricole se retrouve au cœur d'une œuvre théâtrale! ■

Un cochon dingue de science

Connaissez-vous *Cochon Dingue*? Diffusée depuis plus de 20 ans à Télé-Québec, cette émission jeunesse s'est donné comme mission de répondre à une foule de questions scientifiques parfois surprenantes, parfois carrément farfelues.

Au fil des épisodes, on y découvre toutes sortes de phénomènes fascinants, y compris certains liés aux animaux. L'émission s'est même déjà intéressée à une question qui nous concerne particulièrement : les porcs sont-ils vraiment intelligents?

Avec un titre comme *Cochon Dingue*, il n'en fallait pas plus pour attirer notre attention! Et avouons-le, on est toujours un peu fiers lorsque notre animal préféré se retrouve sous les projecteurs.

Psst! L'émission est diffusée les samedis à 18 h et les dimanches à 11 h à Télé-Québec. ■



La certitude dans un monde incertain.

OBTENEZ DES RÉSULTATS FIABLES ET PRÉVISIBLES.

QUALITÉ RECONNUE DEPUIS 1978

CRYSTAL SPRING

HOG EQUIPMENT



Depuis plus de 40 ans, nous collaborons avec des producteurs pour concevoir et fabriquer des équipements qui résolvent des problèmes concrets et offrent des résultats constants et prévisibles. Fini les tâtonnements : des résultats fiables.

MANGEOIRES



ABREUVAGE



AMÉNAGEMENT



info@cshe.com

www.crystalspring.com

1.204.819.5637

CONÇU ET FABRIQUÉ AVEC FIERTÉ AU MANITOBA.

232193



CIRCUMVENT® C-M-L

Un vaccin 3-en-1 révolutionnaire

Aidez à protéger votre élevage contre le circovirus porcin de type 2, le *Mycoplasma hyopneumoniae* et le *Lawsonia intracellularis* avec le CIRCUMVENT® C-M-L – le premier et seul vaccin qui aide à protéger contre ces trois pathogènes en une seule injection.

- **+ MOINS D'INJECTIONS**
- **+ MOINS DE BOUTEILLES À GÉRER**
- **+ PLUS DE CONFORT**
- **+ PLUS PRATIQUE**

Pour une vaccination bien plus facile pour votre personnel et vos animaux,

OPTEZ POUR CIRCUMVENT® C-M-L.

Besoin de plus d'information?
Producteurs : Consultez votre médecin vétérinaire pour déterminer si Circumvent® C-M-L pourrait convenir à votre troupeau
Vétérinaires : Veuillez communiquer avec votre représentant de Merck Santé animale au 1-866-683-7838 ou visitez le site www.merck-sante-animale.ca

Circumvent® est une marque de commerce enregistrée d'Intervet International B.V., utilisée sous licence.
MERCK® est une marque de commerce enregistrée de Merck Sharp & Dohme LLC, utilisée sous licence.
© 2023 Merck & Co., Inc., Rahway, NJ, É.-U. et ses sociétés affiliées. Tous droits réservés. CA-CRV-230700006

MERCK Santé animale

231699